

---

# front rouge

ORGANE CENTRAL  
DU PARTI COMMUNISTE  
RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)

---



**18 mars 1871  
Paris insurge...**

**ET CE FUT  
LA COMMUNE**

N° 5 - Nouvelle série  
MARS 76 - 5 F

## SOMMAIRE

- Editorial..... P. 3
- La Conférence Nationale du  
PCRml -extraits-.....P. 4
- Cantonales 76.....P. 9
- La Commune : c'était la  
démocratie pour le peuple..... P. 12
- Chine : mobilisation contre  
le déviationnisme de droite..... P. 17
- Portugal : questions sur le  
25 novembre..... P. 22
- Après le colloque contre  
le colonialisme français..... P. 27
- Dossier justice..... P. 31
- Quelles luttes pour la santé ?..... P. 36
- Mouvement étudiant :  
un nouveau visage.....P. 41
- Lettre ouverte à Edmond Maire  
et à la Commission Exécutive  
de la CFDT..... P. 46

## ABONNEZ-VOUS A FRONT ROUGE

POUR LA FRANCE	PLI NORMAL	PLI FERMÉ
6 mois	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F
LE NUMERO	5 F	

POUR L'ÉTRANGER  
ÉCRIRE A LA REVUE QUI FOURNIRA LE TARIF

Nom .....

Profession .....

Adresse .....

envoyez à FRONT ROUGE  
B.P. 68  
75019 PARIS  
CCP 31 191 14 La Source

## Comité de Rédaction

Max CLUZOT  
*(Directeur Politique)*

Christine VAIVRE  
*(Secrétaire de Rédaction)*

Annie COSSIN

Gabriel FERRÉOL

Michel FLORAC

Jean-Pierre MORVAN

Guy MORY

Stéphane RAYNAL

Bertrand REY

Charles VILLAC

Jean-François VITTE

## EPINAL, MONTREDON... HALTE A LA REPRESSION !

La mort d'Emile POUYTES, vigneron du Midi tombé à Montredon sous les balles des CRS pèse lourd. Il ne s'agit pas d'un heurt accidentel.

Il ne s'agit pas de l'aboutissement tragique d'une flambée de violence qui serait propre au tempérament et aux traditions des vignerons du Midi.

Non, cette mort, c'est le gouvernement qui en est responsable.

C'est toute une politique, suivie depuis des années, dans le cadre du Marché Commun, qui a amené la ruine des petits paysans et notamment des vignerons du Midi, qui les a acculés à l'angoisse de quitter la terre, de quitter le pays, au désespoir.

C'est le gouvernement qui a délibérément choisi de provoquer la masse des viticulteurs en arrêtant plusieurs d'entre eux, accusés d'avoir mené une action de représailles contre un gros importateur de Méximieux.

C'est le gouvernement qui a choisi de provoquer la région toute entière, en déployant, telles des troupes d'occupation, sa police et son armée dans tout le Midi viticole.

C'est le gouvernement qui, par la voix de Fourcade, a, le jour même, appelé au déchaînement brutal de la répression, traitant les viticulteurs d'*émeutiers stupides*, dont il ne serait même pas question d'écouter les revendications.

Briser par l'intimidation, par la violence ouverte le mouvement des viticulteurs, tel a été le choix du gouvernement. Et il continue aujourd'hui, en faisant peser de graves menaces sur les dirigeants les plus actifs du mouvement. Déjà, le 17 février, un paysan des Vosges, Michel BOYE tombait à Epinal, matraqué à mort, lors d'une manifestation, par les CRS.

Que la bourgeoisie recoure ainsi aujourd'hui à la violence brutale contre les mouvements paysans, c'est un signe des temps. C'est le signe qu'elle est de moins en moins en mesure d'englober dans une alliance réactionnaire l'ensemble de la paysannerie, toutes classes confondues, qu'elle redoute que ne s'approfondisse encore la démarcation entre la paysannerie pauvre, exploitée, et les paysans riches, les capitalistes agraires. C'est en définitive le signe de sa faiblesse.

La répression s'est abattue avec cette violence précisément sur un mouvement de paysans qui en était venu à rechercher l'alliance avec le mouvement de la classe ouvrière, ne serait-ce que par l'action commune avec les syndicats, un mouvement de paysans qui, tout en affirmant ses revendications propres, ripostait massivement à l'arrestation des siens, à l'intimidation policière.

Ainsi, la nécessité de l'alliance politique entre ouvriers et paysans se trouve aujourd'hui renforcée, concrétisée par l'exigence d'une riposte résolue pour mettre en échec la politique répressive de la bourgeoisie.

Le gouvernement a frappé très fort le mouvement des viticulteurs. Parce qu'il ne voyait pas d'autre

moyen de le mater. Mais aussi pour tenter de le couper d'avec la classe ouvrière, en montrant que les vignerons constitueraient une catégorie à part, prise à la gorge, prête à se lancer dans des violences aventuristes pour défendre les intérêts particuliers. C'est pourquoi le prolétariat révolutionnaire doit se mobiliser pour s'opposer à tout ce qui frappe les mouvements paysans, pour montrer que le capitalisme en crise en vient, dans la période, à la même politique de force contre les paysans que contre le mouvement de la classe ouvrière, qui est lui constamment et principalement visé.

C'est affirmer le rôle fondamental et dirigeant de la classe ouvrière dans la lutte pour la défense et l'extension des libertés démocratiques. Si la classe ouvrière ne prenait pas la tête de cette bataille, non seulement pour elle-même, pour élargir sa capacité de lutte mais aussi pour l'ensemble des couches populaires, alors la bourgeoisie pourrait faire peser plus lourdement la répression sur le mouvement paysan, l'isoler, le ramener, après l'avoir matraqué dans l'ornière des illusions réformistes, dès lors qu'il ne verrait pas, dans la réalité, la perspective de se ranger dans le camp de la classe ouvrière.

Ce serait une grave erreur que de renoncer à affirmer l'autonomie révolutionnaire de la classe ouvrière dans cette bataille, de fléchir devant le poids du révisionnisme, de ses appareils, que d'hésiter et d'attendre, par exemple, que les syndicats, dominés par le révisionnisme ou le réformisme, se décident à agir sur ce terrain là. Cette bataille ne peut se mener qu'en rupture ouverte avec le révisionnisme. L'expérience récente l'a encore montré : face à une attaque sans précédent, comme l'opération Chirac, contre les libertés syndicales, le PCF et ses relais dans la CGT, n'ont nullement pris en compte les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Au contraire, ils ont délibérément laissé la CFDT, frappée de plein fouet, dans l'isolement. Il s'agissait pour eux de faire la preuve, vis à vis de certaines couches bourgeoises et petites-bourgeoises, de leur respect scrupuleux de l'Etat et de l'armée bourgeois et en même temps de faire pression sur la CFDT pour qu'elle élimine de ses rangs les éléments révolutionnaires et qu'elle serve mieux la perspective du Programme Commun. Bref, quand ces gens-là parlent de «défense des libertés», ils défendent exclusivement la liberté de favoriser leur projet politique bourgeois, leur accès à la direction de l'Etat capitaliste. Le PCF, de même, est resté d'une extrême discrétion sur le meurtre de Marcel BOYÉ et d'Emile POUYTES.

Se placer hardiment au premier rang de la bataille pour les libertés démocratiques, c'est aujourd'hui une tâche importante du prolétariat révolutionnaire, des communistes. Elle engage l'avenir. C'est un des moyens décisifs, dans la période, pour détacher la classe ouvrière de l'influence révisionniste, pour construire l'unité populaire sur la voie de la révolution socialiste, du pouvoir des ouvriers et des paysans.

# LA CONFERENCE NATIONALE DU PCR ml -extraits-

Notre parti a tenu, il y a quelques temps, une conférence nationale. Nous présentons ici quelques uns des aspects de son travail. Lors de cette conférence, trois grands problèmes ont été présentés, étudiés, discutés, etc... Il s'agit : du mouvement de rectification - du Quotidien du Peuple -

## SUR LE MOUVEMENT DE RECTIFICATION

*Un rapport global a été présenté, ainsi qu'un rapport d'enquête sur l'application de la ligne de masse réalisé dans différentes organisations du Parti. Les nombreuses interventions des délégués ont permis d'établir un état précis de la progression du mouvement de rectification. Intervenant sur le bilan précis de leur cellule, de leur organisation, de leur secteur d'activité, les délégués ont dégagé les leçons spécifiques de ce travail, montré concrètement les termes de la lutte entre les deux voies. Ils ont rendu compte de l'éducation idéologique effectuée et abordé les problèmes concrets qui se posent aujourd'hui. L'ensemble de cette partie de la Conférence Nationale a*

*fait très nettement ressortir que tout le Parti s'est mobilisé : pour un mouvement de rectification en profondeur, pour progresser dans la construction du Parti de type nouveau par la continuation concrète du mouvement de rectification.*

*FRONT ROUGE est déjà largement intervenu sur la question de la lutte entre les deux voies, de ce qu'est un mouvement de rectification. Sur le centralisme démocratique, sur la ligne de masse et sur la pratique du Parti en rapport avec l'application de la ligne de masse. C'est pourquoi nous ne rappelons ici que quelques extraits de cette partie de notre conférence nationale.*

## le centralisme démocratique

Le centralisme démocratique est le principe de fonctionnement du Parti Communiste. Le PCF, parti révisionniste, les différentes sectes présentes dans «l'extrême gauche» peuvent-ils appliquer ce principe ? NON, et la discussion sur ces points a permis d'assimiler que le centralisme démocratique était l'unité du centralisme prolétarien et de la démocratie prolétarienne, qu'il était l'arme permettant au Parti Communiste d'effectuer la fusion entre le marxisme-léninisme et la réalité de la situation actuelle de la France, en concentrant les idées justes des masses, pour les leur renvoyer sous forme de mots d'ordre afin qu'elles s'en emparent.

C'est en assimilant bien cette conception que l'on maîtrise consciemment l'élaboration de la ligne politique et que l'on rejette cette

caricature qui réduit le centralisme démocratique à l'application des directives.

Quel est le contenu de la centralisation à effectuer dans le Parti, c'est-à-dire : quelles idées doit concentrer le Parti pour élaborer sa ligne politique, que veut dire concentrer les idées justes et parvenir sur cette base à unifier les points de vue et mesures politiques, les plans de commandement et les actions comme le dit le Président Mao.

Recueillir les idées des masses est une chose, encore faut-il distinguer les idées justes des idées fausses. Fondamentalement, les idées justes sont celles qui correspondent aux intérêts de la classe, du prolétariat.

Comment concentrer les idées justes, comment faire le tri afin de

parvenir aux plans et aux actions qui vont nous permettre de transformer la réalité. Un article du Hongqi du 11 août 1971, que nous aurons l'occasion d'étudier, précise : «en concentrant les idées justes des masses les camarades dirigeants doivent les soumettre à l'analyse de classe marxiste-léniniste, en partant de la position de la méthode et des points de vue du prolétariat. Il faut analyser de façon concrète les intérêts de classe traduits par les différentes idées des masses et distinguer quelles sont les idées représentant les intérêts de la classe ouvrière, des paysans pauvres et moyens pauvres et des larges masses populaires révolutionnaires, quelles sont les idées énoncées représentant les points de vue de la classe exploiteuse et allant à l'encontre des intérêts des masses. Il faut savoir saisir la chose dans sa substance même à travers ces manifestations extérieures et découvrir dans la substance de la chose l'enthousiasme des masses pour le socialisme ; transformer les idées des masses en «idées généralisées et systématisées après étude», c'est seulement ainsi que ces idées peuvent convenir aux intérêts les plus grands des masses populaires et peuvent être soutenues et acceptées par les masses. Il en découle que s'il n'y a pas cet examen, à la lumière de la ligne du Parti, du point de vue du matérialisme dialectique et selon cette méthode de l'analyse de classe, il ne peut y avoir de concentration des idées justes par le Parti.

Si nous appliquons cette méthode, nous pourrions, au cours de l'étude, de l'analyse de la situation, de la lutte d'idées définir ce qui est juste contre ce qui est faux, les moyens d'action possibles. Nous nous unifierions tout en augmentant notre capacité d'intervention.

Ce qui fonde notre unité, ce qui fonde notre capacité, c'est donc bien le processus de la centralisation des idées justes.

Après avoir examiné la question : ORGANISER LA CONCENTRATION DES IDEES JUSTES

DANS LE CADRE DU CENTRALISME et avoir noté : «...il n'est pas possible de séparer l'élévation de la capacité du Parti à concentrer les idées justes, c'est à dire donner un contenu réel au centralisme, sans en même temps élever la capacité organisationnelle du Parti...», le rapport poursuit :

**PAS DE HAUT DEGRE DE CENTRALISATION, SANS HAUT DEGRE DE DEMOCRATIE**

A partir du moment où l'effort de concentrer les idées justes des masses s'effectue, la cellule enquête, enrichit sa connaissance de la réalité. A la réunion de cellule, tous ces éléments de connaissance doivent être concentrés, si à ce moment les camarades se taisent ou sont réduits au silence, si le secrétaire de cellule ne prend pas la peine de faire exprimer le point de vue de chacun, s'il n'y a pas de débat c'est à dire de lutte entre compréhension différente de la situation, quelle concentration des idées peut-il y avoir et surtout quelle unification. Acoup sûr, dans l'action, les tâches ne seront pas remplies à 100 %. Il en est de même dans toutes les organismes du Parti. Les attitudes de se taire, de laisser passer, de ne pas défendre son point de vue, quand on n'est pas convaincu, sont des atteintes au centralisme démocratique du Parti, car elles empêchent une véritable centralisation des idées justes. Pour cela les cadres doivent tout faire pour susciter l'expression des camarades, recueillir leurs idées justes, combattre les idées fausses, de même les militants doivent critiquer fermement les comportements bureaucratiques qui empêchent l'expression des idées, écoutent d'une oreille distraite et expédient les problèmes.

- Donner un contenu réel au centralisme et mettre en œuvre son aspect formel
- Organiser la concentration des idées justes dans le Parti
- Renforcer le centralisme tout en renforçant la démocratie tels sont les objectifs de notre lutte pour l'application effective du centralisme démocratique, mais quels moyens devons-nous nous donner.

*Parmi ces moyens : la lutte d'idées dans le Parti, la critique et l'autocritique*

Cette conférence doit s'interroger sur la place et l'importance de cette méthode de résolution des contradictions dans le Parti et dans notre travail. Lorsque nous avons des contradictions à résoudre, c'est bien de critique et d'autocritique marxiste-léniniste qu'il s'agit.

La place de la critique et de l'autocritique : Pour que notre mouvement de rectification soit plein de force, pour que l'unification qui en résulte soit profonde, de même que l'étude doit être consciencieuse, la critique doit être vigoureuse. Il nous faut critiquer tout ce qui va à l'encontre d'une véritable rectification. Rien ne doit être toléré qui va à l'encontre des intérêts du Parti et des masses. Dans plusieurs organisations du Parti, des contradictions sont apparues à l'occasion de la rectification, cela reflète la volonté de changement, de rectification. Parfois, certains camarades ont du mal à critiquer les points de vue et non les personnes ; à critiquer pour unifier et non pour diviser.

Ce qui s'est passé est une bonne chose, car le mouvement de rectification transforme les conceptions et la pratique. Dans la bataille pour

la rectification, il y a celle pour appliquer la méthode marxiste de la critique et de l'autocritique, méthode qui cherche à unir tout ce qui peut être uni, par la lutte sur la base du marxisme-léninisme, de la pensée Mao Tsé Toung, méthode qui place les intérêts du Parti et des masses avant tout. Critique et autocritique dans le Parti, mais aussi critique et autocritique dans nos rapports avec les masses.

Pour bien rectifier notre travail, nous étudions aussi notre rapport aux masses ; notre travail passé et actuel a principalement des aspects positifs mais aussi des aspects négatifs ; nous nous rendons compte qu'il faut encore plus progresser dans notre liaison avec les masses. Si nous ne consultons pas les travailleurs sur ce qu'ils pensent de notre travail, nous ne pourrions pas bien rectifier.

PORTER LA CRITIQUE ET L'AUTOCRITIQUE A UN DEGRÉ PLUS ÉLEVÉ  
EST NÉCESSAIRE AUJOURD'HUI  
POUR PROGRESSER DANS LA TRANSFORMATION DU PARTI

## la ligne de masse

L'application de la ligne de masse est une importante question : son contenu de classe signifie la capacité du Parti à distinguer dans les idées des masses ce qui va dans le sens de leurs intérêts, de la Révolution, et ce qui témoigne des influences bourgeoises ou révisionnistes. Elle n'est de ce fait nullement réductible à une technique qui viserait soit à recueillir tous les points de vue quel que soit leur contenu de classe, soit à ne chercher dans les masses que les idées confirmant une position élaborée en dehors d'elles, et pour cette raison nécessairement marquée par le subjectivisme.

Ainsi le problème de l'application de la ligne de masse se trouve-t-il au cœur de l'actuel mouvement de rectification : elle est bien en effet un des enjeux de la lutte entre les deux voies...

Pour résoudre les problèmes posés par l'application de la ligne de masse, le mouvement de rectification a donc envisagé, en même temps que l'éducation sur la conception marxiste-léniniste de la ligne de masse, la définition des méthodes concrètes permettant d'entamer la transformation de la pratique. Les exemples positifs et

les succès remportés l'an passé, étudiés à la lumière des textes marxistes-léninistes, nous ont permis de dégager les éléments suivants :

Sans une diffusion large de la ligne politique on ne peut recueillir les idées justes. Ne pas oser avancer les propositions, la ligne et les analyses du Parti, c'est en fin de compte se plier à l'étouffement des idées justes des masses par les idées fausses. A l'opposé de ce que prétendent les opportunistes, cela conduit à se couper des ouvriers et du peuple.

La propagande large nous permet d'apporter dans les masses un point de vue qui, résultant d'une première concentration des idées justes, favorise le débat, clarifie l'affrontement avec les idées fausses. Elle fait apparaître les points d'accord, opère une première délimitation des différents éléments des masses. Si nous ne nous adressons pas au large masse, si nous nous contentons de soumettre nos idées à un petit nombre, nous parviendrons difficilement à les enrichir ; nos propositions resteront trop vagues et peu en prise avec le développement réel de la conscience des masses.

## PAS DE TRAVAIL PROLONGÉ SANS PROPAGANDE COMMUNIS- TE SUIVIE :

Quand nous lançons un appel à l'action, ceux que nous mobilisons s'interrogent sur notre ligne, sur nos objectifs, sur nos perspectives à long terme. Renoncer à la propagande dans le cours même de l'action, ne pas apporter de réponses politiques à ces interrogations, c'est encore sous-estimer les travailleurs, leur volonté et leur possibilité de parvenir à un accord plus large avec nos propositions. L'activité communiste forme ainsi un tout : elle ne peut être morcelée en moments pour l'agitation, moments pour la lutte et moments pour les explications d'ensemble. Aucune de nos tâches, aucun de nos secteurs de travail ne peut être isolé de la diffusion nécessaire du point de vue M.L. sur toutes les questions que se posent les masses.

## IL FAUT LIER L'APPEL GÉNÉRAL À LA DIRECTION CONCRÈTE

Les appels généraux que nous lançons recueillent le plus souvent l'approbation des masses. Mais c'est souvent insuffisant pour déclencher un mouvement. Il nous faut évaluer le rapport entre idées justes et idées fausses dans chaque situation, élaborer nos propositions en tenant compte de ce rapport. Il nous faut nous emparer des remarques et des suggestions que nous font les masses pour affirmer notre propagande et nos mots d'ordre pour l'action. Cela nous permet d'éviter l'aventurisme et les échecs.

## IL FAUT PROCÉDER À DE LARGES ENQUÊTES POLITIQUES

L'enquête politique, l'examen du point de vue des masses fait partie de l'activité quotidienne des marxistes-léninistes. Elle ne se limite pas à l'examen de la réalité : sa fonction est avant tout de recenser les bases, dans la conscience ouvrière sur lesquelles peut se développer l'action ou la critique du révisionnisme. Une telle enquête n'est donc pas neutre : elle part des questions que nous pose la pratique et que nous avons recensées par une première observation attentive. Elle vise à confirmer ou infirmer, à enrichir de toute façon les éléments de notre réflexion.

## IL FAUT S'APPUYER SUR LES ÉLÉ- MENTS AVANCÉS

Recueillir les idées justes, c'est déjà s'appuyer sur ceux, parmi les travailleurs, dont le point de vue de classe est le plus net parce qu'ils

## premier bilan de la rectification à la cgee

*On peut caractériser ainsi l'état actuel du mouvement de rectification dans la cellule :*

- Aspect positif : une attitude offensive face au révisionnisme.
- Aspect négatif : des difficultés à mener l'enquête politique, à appliquer la ligne de masse.

*A travers deux luttes que la cellule a essayé de déclencher (mais qui ne sont restées que des tentatives) nous allons voir ce qui pousse la cellule en avant et ce qui la bloque, autrement dit : quels sont les acquis de la rectification, mais aussi ce qui, aujourd'hui, en constitue les limites.*

### LA QUESTION DES « CARTONS » DANS UN ATELIER D'O.P.

*Les cartons sont des feuilles de temps d'après lesquelles est fixée la prime de rendement. Ce qui est particulier c'est que l'on n'est pas toujours « au carton ». On en fait un de temps en temps et la prime est établie sur la base du dernier carton effectué. Autrement dit, à un moment donné, il n'y a toujours qu'une petite partie de l'atelier qui est « au carton ».*

*La question de la lutte contre les cartons est mise sur le tapis de la façon suivante : un camarade de la cellule se trouve mis « au carton » avec un groupe de travailleurs particulièrement mécontents qui exprime leur volonté de « faire quelque chose ».*

*La cellule engage alors un travail d'enquête sur l'ensemble de l'atelier afin de voir les réactions des autres travailleurs face à une éventuelle lutte.*

*De cette enquête, il ressort deux choses :*

- Une certaine combativité
- La question qui revient le plus souvent est : « est-ce que vous comptez faire quelque chose ? » Il faut noter que cette question est posée à la cellule et non aux délégués révisionnistes.

*Nous décidons alors de convoquer une assemblée d'atelier pendant la casse-croute de 8 h. pour proposer un court débrayage durant lequel les cartons seraient ramassés et remis au chef d'atelier.*

*A cette assemblée, les révisionnistes se pointent en force. Face à l'affrontement PCR-PCF les gars tirent leur épingle du jeu : ceux-là même qui étaient le jour avant d'accord pour engager une action, devant les révisionnistes refusent de prendre position sur nos positions.*

*Suite à cet échec, la cellule se réunit. Nous concluons que cette attitude des travailleurs s'explique par la façon dont la cellule a pu apparaître lors de la grève de juillet : reflet des hésitations des masses, ballotés dans le mouvement, incapables, face au révisionnisme, de tracer une voie alternative. Aujourd'hui, certains travailleurs nous disent tandis que nous faisons notre enquête :*

*« Vous ne savez même pas où vous allez, vous nous demandez à nous ça qu'il faut faire ».*

*Nous décidons alors de montrer notre détermination en « faisant le premier pas ». Une camarade de la cellule, déléguée CGT, passera dans l'atelier, ramassera les cartons afin de les remettre au chef d'atelier, tout en proposant ceci aux travailleurs :*

*Lorsque la maîtrise essaiera de faire reprendre les cartons en convoquant un par un les gars concernés, tout l'atelier se pointe dans le bureau de façon à démontrer que tous sont solidaires et non ceux-là seuls qui sont « au carton ».*

*Nous discutons alors individuellement avec les travailleurs de cette nouvelle proposition : les gars sont d'accord.*

*Mais quand la camarade déléguée passe, ils refusent de rendre les cartons.*

*Entre temps, les révisionnistes s'affolent ; craignant que nous réussissions une mobilisation, ils prennent les devants et envoient un délégué CGT, sympathisant du PCF, ramasser les cartons. Les gars les rendent.*

*A partir de ce moment-là, les travailleurs n'agissent que lorsque les révisos donnent le feu vert, ceux-ci auront par la suite facilité pour enterrer l'affaire en n'organisant aucune mobilisation au moment décisif où la maîtrise convoque les gars concernés 1 par 1 et leur fait reprendre les cartons.*

## LA PETITION DANS UN ATELIER DE FEMMES O.S.

Quelques temps après, dans un autre atelier, la camarade déléguée CGT essaye d'engager une mobilisation contre les cadences et un cas de répression individuelle. Comme point de départ, pour tâter la température, une pétition est lancée : toutes les femmes de l'atelier signent sauf deux. Les révisionnistes ont vent de l'affaire, ils discutent avec les ouvrières et la plupart reviennent alors vers la camarade, demandant les unes après les autres que leur nom soit raturé ! Motif : « C'est trop dangereux, tu es la seule déléguée à soutenir cette initiative, il faut que toute la section syndicale soutienne sinon on va être réprimées ».

A travers ces deux tentatives avortées de mobilisation et la façon dont la cellule s'y est comportée, on voit bien les acquis et les limites de la rectification :

— Une attitude offensive contre le révisionnisme : nous engageons nous mêmes la mobilisation malgré l'opposition de la direction PCF de la CGT (sans se préoccuper des fameuses questions de « légalité » syndicale) et malgré un climat hésitant chez les travailleurs. Nous convoquons une assemblée d'atelier en lieu et place de la CGT. Face à l'échec, nous sortons un tract dénonçant le rôle des révisionnistes et leur position sur le salaire au rendement. Ceci au moment même où une forte pression s'exerce venant des travailleurs qui disent : « Il faut s'unir, écartons les divergences politiques, arrêtez de taper sur le PCF ». Cette pression est d'autant plus forte que spontanément les travailleurs n'engagent pas d'action et que les révisionnistes ne sont donc pas obligés d'apparaître ouvertement comme des obstacles au développement de la lutte.

Dans une telle situation, l'état d'esprit qui domine est alors : « actuellement, la classe ouvrière encaisse de tous les côtés : échecs des luttes, répression, chômage et, face à cela, vous PCR tout ce à quoi vous pensez c'est de régler vos comptes avec le PCF. Il faut écarter le débat PCR-PCF et nous unir ».

Face à une telle pression idéologique venant des travailleurs eux-mêmes, il y a un an, dans des circonstances similaires, la cellule a développé à peu près la thèse suivante, qui exprimait bien les influences révisionnistes en son sein : « Développons d'abord nos propositions, faisons la preuve que nous pouvons, nous aussi, mener les luttes et nous critiquerons ensuite le révisionnisme ».

L'attitude actuelle de la cellule continuant d'expliquer la nécessité impérieuse de battre en brèche le révisionnisme si la classe ouvrière veut passer à l'offensive, cette relative imperméabilité aux idées fausses dominantes dans les masses à un moment donné est un acquis positif du mouvement de rectification.

— Les limites de la rectification apparaissent cependant nettement : si l'on regarde ce qui s'est passé, au premier abord, c'est-à-dire en en restant au plan strictement revendicatif, il en ressort deux choses évidentes :

les travailleurs comptent sur le Parti pour déclencher les luttes ou plus exactement pour pousser les révisionnistes à l'action (on demande à nous et non aux révisos : « qu'est-ce que vous comptez faire ? »)

mais une fois l'action amorcée, les travailleurs ne croient pas en la capacité du Parti à mener une lutte (on remet les cartons aux révisos, non à nous).

Bref : le Parti est l'aiguillon, mais pour lutter il faut composer avec les révisos, seule force « crédible ».

Cela, c'est ce qui saute aux yeux de manière particulièrement évidente mais comment analyser les idées politiques qui se cachent derrière des attitudes contradictoires des masses ?

Autrement dit, comment mener l'enquête politique ?

Evidemment, les travailleurs ne nous disent pas spontanément : « En ce qui concerne la politique des révisos et la vôtre, nous avons une claire conscience de ceci, nous n'avons pas clairement conscience de cela » ; c'est notre propagande et les réactions qu'elle va susciter qui nous permettront de révéler, de faire apparaître les idées justes et les idées fausses des masses.

Le problème qui se pose alors est le suivant : quelle cible assigner à la propagande pour analyser correctement la lutte d'idées qui se mène au sein des masses, pour ne pas en rester à une analyse superficielle ne prenant en compte que le caractère paradoxal et parfois déconcertant des attitudes des travailleurs dans la lutte revendicative ?

Par exemple, après l'affaire des cartons et la pétition avortée, quelle propagande développer, sur quoi intervenir pour analyser correctement les idées justes et les idées fausses sur la nature politique du révisionnisme et sur la façon dont est perçue la politique du Parti ?

sont capables pour cette raison d'examiner correctement le niveau de conscience des masses, d'apprécier les idées qui se développent et celles qui s'affaiblissent, parce qu'ils bénéficient généralement de l'estime et de la sympathie de leurs camarades, ces travailleurs avancés constituent un appui précieux du Parti dans son travail de masse. Nous devons les consulter, leur confier des tâches d'enquête, organiser la discussion systématique avec eux sur nos initiatives et nos idées ; ainsi leurs possibilités et leurs capacités de liaison avec les larges masses se développeront-elles largement, comme le prouve l'expérience positive de création de cercles m.l. autour des cellules, dans les usines...

## LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

La Conférence Nationale a examiné le bilan de plus de 4 mois d'existence du « Quotidien du Peuple ». Ce bilan est très largement positif dans son ensemble. Toutefois il est évident qu'il s'agit de mener une bataille permanente pour une amélioration constante de ce journal. C'est pourquoi figure ici les extraits de cette partie de la Conférence Nationale qui mettent l'accent sur ce qu'il nous faut le plus améliorer dans le journal. Ces aspects essentiellement critiques doivent être inscrit dans le bilan d'ensemble positif.

Camarades, le Quotidien du Peuple a 4 mois et demi d'existence. 4 mois et demi pendant lesquels les camarades disposés sur le front de la rédaction et de la fabrication de ce journal ont fait un apprentissage difficile de ce que voulait dire un quotidien pour l'édification d'un Parti de type nouveau. En mettant à l'ordre du jour de cette conférence, à côté de la question du mouvement de rectification et de la discussion sur le manifeste d'action communiste, le bilan du Quotidien du Peuple, la direction du Parti entend souligner l'importance que revêt toujours la bataille du quotidien dans la construction du Parti de type nouveau, dans le renforcement de la liaison avec les masses. Le bilan que la rédaction du quotidien a pu établir à ce jour de son travail, joint au

point de vue des lecteurs doit permettre de mesurer le travail fait et à faire. Rappelons brièvement les éléments principaux qui définissaient le quotidien à la veille de son lancement. Nous insistions à l'époque particulièrement sur la nécessité de mener dans le quotidien un débat permanent pour la vérité. Nous insistions à l'époque aussi particulièrement sur la nécessité d'ouvrir dans le Quotidien du Peuple un débat sur toute une série de sujets concernant la vie des masses, ignorés auparavant dans notre presse ; nous désignons par là, une série de sujets assez divers comme la culture, les loisirs, la télévision, le sport, les conditions spécifiques de vie des jeunes, des femmes... Enfin du point de vue des moyens pour réaliser un tel journal, nous soulignons dès cette époque qu'un tel journal ne pourrait être la seule affaire d'un noyau de camarades rassemblés dans le comité de rédaction mais qu'il devait s'appuyer largement sur un réseau de correspondants, collaborateurs, rédacteurs régionaux.

*SUR LA QUESTION DES « DÉBATS PERMANENTS POUR LA VÉRITÉ »... UN EXEMPLE, LE DÉBAT SUR : « LESTRAVAILLEURS ET LA CRISE ».*

A partir d'un questionnaire politique sur la crise, des journalistes ont été envoyés dans trois régions usines de France pour essayer d'enregistrer la manière dont les travailleurs se situaient dans cette crise. Avec un peu de recul on peut aujourd'hui tirer quelques conclusions directement en relation avec le mouvement d'éducation sur la ligne de masse que mène aujourd'hui le Parti. Une chose était frappante, c'est d'abord la diversité des résultats obtenus dans ces enquêtes : tel reportage ne rapportait rien ou presque, tel autre nous rapportait une série de témoignages où l'on pouvait entendre des travailleurs fournir d'un bout à l'autre de l'interview les réponses que l'on s'attend à retrouver dans la bouche d'un militant du Parti, tel autre encore nous apportait une série de témoignages où les idées fausses de la classe ouvrières étaient étalées avec diversité et abondance. A travers les résultats de ces reportages, deux conclusions s'imposaient, d'abord que le débat sur la crise existe réellement chez les travailleurs aujourd'hui, ensuite que dans notre travail de journalistes, nous avons assez souvent l'oreille sélective.

Dans le travail de reportage, deux tendances apparaissent fréquemment : celle qui consiste à retenir dans les déclarations des travailleurs celles qui vont dans notre sens, et ne publier que celles-là ;

celle au contraire qui consiste à jeter pêle-mêle sur le papier toutes les idées fausses, et en fin de compte aucun point de vue ne se dégage clairement. Dans l'un et l'autre cas, ce qui est en cause, c'est une certaine incapacité à construire le point de vue juste à partir du recensement des idées justes et des idées fausses qui coexistent dans les masses. Ce qui a suscité chez les camarades et chez les lecteurs, un indéniable intérêt pour le débat sur les travailleurs et la crise, c'est que justement, tout au moins à son début, il a dans une certaine mesure été capable d'amener le point de vue du Parti sur la politique de crise de la bourgeoisie à partir des discussions qu'il y a eu avec les travailleurs. Malheureusement une telle démarche n'a pas été poursuivie systématiquement. Par exemple, l'exposé de nos critiques sur l'autogestion, faute d'avoir été construite sur des discussions avec des tenants des thèses autogestionnaires, n'apparaît pas comme une controverse convaincante.

La conférence nationale devra examiner de près cette expérience des débats, parce qu'elle concerne beaucoup plus largement que la seule page qui lui était initialement réservée. En effet, en dehors des grandes questions politiques, sur lesquelles on pourra maintenir une série d'articles, d'enquêtes, c'est tous les jours, dans la plupart des articles que nous rédigeons que la question de se situer dans le débat d'idées qui existe dans les masses, se pose.

*SUR LA QUESTION DE L'OUVERTURE SUR UNE SÉRIE DE SUJETS QU'A L'ÉPOQUE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT TOUCHENT DE TRÈS PRÈS LA VIE DES MASSES POPULAIRES, QUEL TRAVAIL A ÉTÉ EFFECTUÉ ?*

Le fait qu'il existe aujourd'hui dans le quotidien une section d'informations générales est une traduction de la volonté de traiter une série de sujets auparavant ignorés dans notre presse. Le travail qu'elle a effectué marque un net progrès ainsi que la tenue de bloc-note. Mais plusieurs sujets importants continuent d'être ignorés ou mal traités dans notre quotidien ; il s'agit de la culture, du sport, des loisirs, des problèmes spécifiques des jeunes et des femmes et dans une certaine mesure de la télévision. Les expériences que nous avons tenté en la matière ne sont pas satisfaisantes. Pourquoi ? Avant tout, c'est le point de vue extrêmement étroit que nous avons sur ces sujets qui les a fait périlcliter. La question du sport et de la télévision en ont été deux exem-

ples caricaturaux : au-delà d'un bref commentaire sur le déroulement du match ou de l'émission de télévision, on en venait inévitablement à une critique stéréotypée du sport professionnel, de la fonction politique des émissions de télévision. Une telle attitude est assez méprisante en fin de compte pour le lecteur du Quotidien du Peuple qui, quand il ouvre son poste de télévision, ou va voir un film, se doute bien qu'il ne va pas voir un film prolétarien. Ce qu'il attend d'une critique de film, c'est un point de vue politique sur le film mais aussi un jugement sur la qualité technique du film, le jeu des acteurs, la construction de l'intrigue... Même chose en ce qui concerne le sport, où des articles de critique du professionnalisme et de ses tares peut être entreprise, mais il faut aussi faire connaître les résultats et porter un jugement sur les performances réalisées, c'est ce que nous essayons aujourd'hui de réaliser.

Plus complexe en apparence, c'est la question des pages culturelles ou des pages femmes. Ce qui est en jeu alors c'est notre capacité à rendre compte de ce qui se fait de progressiste dans le domaine culturel, c'est notre capacité à travailler avec des groupes militants qui ont travaillé ces questions et réalisé une certaine production. Il nous semble aujourd'hui que progresser sur le front culturel et publier des pages qui suscitent l'intérêt d'un large éventail de lecteurs, c'est aussi rendre compte du travail d'éléments progressistes, qui ont su sensibiliser les masses et susciter chez elles un intérêt important même si sur quelques points ils divergent aujourd'hui des positions du Parti.

A la suite de ce rapport et des rapports plus détaillés sur le travail des différentes sections du journal, sur différents aspects du Quotidien du Peuple, les délégués de la Conférence Nationale se sont réunis en commissions pour étudier comment les points suivants sont et doivent être traités dans le journal : les informations générales, les questions politiques, les luttes ouvrières, les questions internationales, la présentation du journal, etc... Le résultat du travail des commissions, à travers une série de rapports, a permis d'approfondir le bilan du Quotidien du Peuple sur tous les aspects, de bien stigmatiser les faiblesses et décrire précisément les conceptions politiques et idéologiques à mettre en œuvre ainsi que les moyens concrets pour progresser dans la voie d'un quotidien pour la construction du Parti de type nouveau.



# cantonales 76

Les conseillers généraux, ce sont ces notables locaux «de gauche» ou de droite qui donnent à la «politicaillerie» française son vrai visage ; celui des basses manoeuvres, des concours d'influences gagnés à coup de crédits et de promesses.

Les cantonales 76 ce fut tout cela, accru encore par le caractère ouvert donné à la rivalité des partis bourgeois.

Jamais autant de bruits n'avaient été faits autour de ces élections, autant d'importance accordée à son résultat... sans guère plus d'échec dans les masses populaires que les fois précédentes !

## POLITIQUES OU PAS CES ÉLECTIONS ?

▲ Voilà l'objet du débat proposé aux masses ! Pour les partis de «gauche», PC en tête, ces élections avaient une «profonde signification politique», il s'agissait pour eux de récupérer le mécontentement des masses populaires devant l'aggravation de leur condition de vie et en s'écartant des vrais combats que mènent tous les jours les travailleurs contre la bourgeoisie de tenter de resituer leur colère sur le simple plan électoral.

Pour conforter cet électoralisme, et faire oublier leurs rôles et attitudes dans les luttes que mène la classe ouvrière, il fallait à tout prix regonfler l'importance de ces cantonales. Duper les travailleurs sur la signification alors même que, dans leur grande majorité, ceux-ci s'y étaient détournés conscients de son peu de poids. Voilà ce à quoi se sont évertués les politiciens de la «gauche» !

Par ailleurs, ce calcul a pu trouver une certaine assise, tant les réticences de la majorité à «politiser» le débat étaient évidentes. Il paraissait certain, dès les premiers jours de la campagne qu'elle allait perdre des voix en regard des résultats antérieurs, aussi n'était-il pas dans son intérêt de donner un poids politique à ces élections. D'autant plus que les tendances qui devaient s'y dégager, avaient de fortes chances de se trouver confirmées aux élections à venir. A un an des municipales, puis des sénatoriales et des législatives, il s'agissait pour la majorité d'entretenir un certain flou sur le rapport de forces que sanctionne sa rivalité avec les partis bourgeois de «gauche».

Une autre raison a sans doute poussé les partis de la majorité à s'en tenir fermement au caractère apolitique de

cette consultation ( ce qui a eu le grand avantage pour la gauche d'avoir un adversaire en position défensive). La majorité, surtout l'UDR possède encore tout un appareil de relais locaux formés de notables implantés depuis des années et qui ont su conférer au gaullisme pendant un temps une certaine assise populaire. L'UDR tenait à garder cet avantage par rapport à ses adversaires car il constitue aujourd'hui son seul point fort à un moment où sa crédibilité politique vis-à-vis de la gauche mais aussi face à aux RI à tendance à s'effriter. Avantage qu'elle perdait pour une bonne part si les choix proposés aux électeurs par les partis ne se situaient plus sur le terrain des prétentions des politiciens locaux et dépendaient directement de l'influence nationale des partis.

Pour les Républicains indépendants et les centristes, bien que leurs situations soient différentes, qu'ils n'aient pas l'avantage de nombreuses années d'implantation locale, la logique était la même. Si un éclairage «politique» était donné à ces élections, leur tactique qui visait à rassembler depuis plusieurs mois certains notables locaux «indépendants», pouvait être compromise. Mieux valait que ces derniers ne soient pas effarouchés pour pouvoir ainsi leur donner une «étiquette» Républicains-Indépendants ou centriste, sans qu'ils aient l'impression de prendre une décision par trop politique.

## FORTE PARTICIPATION OU... ABSTENTIONS SIGNIFICATIVES ?

▲ Aujourd'hui les partis de gauche, en plus des commentaires qu'ils peuvent faire sur les résultats, s'attachent à voir dans l'augmentation toute relative de la participation, une confirmation de leur analyse. Ainsi Marchais, sans doute

pour essayer de trouver un objet de satisfaction dans les résultats obtenus par le PCF, déclarait dès le premier tour qu'il y voyait une éclatante preuve de la justesse du thème central de leur campagne «ces élections étaient bien politiques !».

En fait, alors que jamais un tel battage n'avait été fait autour d'élections cantonales, plus d'un tiers des électeurs n'ont pas participé et cela même souvent dans les quartiers les plus populaires ou parfois la part des abstentions pouvait atteindre les deux tiers des inscrits... De plus, alors que toute une partie de jeunes électeurs avait pour la première fois la possibilité de participer au suffrage, l'augmentation de la participation n'apparaît que plus relative !

Aussi dans le contexte de ces élections, qui ont vu l'électorat le plus réactionnaire se mobiliser à fond pour faire barrage à l'«Union de la gauche» tandis que toute une partie de la petite bourgeoisie était sollicitée au tour d'une fausse alternative, le fait que près de 40% des électeurs n'aient pas voté gardent toute sa signification.

A coup sûr, toute une partie du peuple, et en ce sens les éléments les plus avancés, non seulement n'ont pas vu une importance significative à ces élections mais de plus, n'ont pas pris part aux votes. Et si il fallait trouver une preuve qui dépasse la simple énumération des chiffres de participation, le regain des luttes de la classe ouvrière, la colère des petits paysans, la mobilisation de la jeunesse suffiraient à affirmer qu'aucune trêve électorale n'a pu détourner le peuple de son combat.

\*

UNE MAJORITÉ USÉE ET DE PLUS EN PLUS MINORITAIRE

▲ La majorité est donc apparue lors de ces élections, minoritaires, encore faut-il dire qu'elle marquait jusqu'ici sa prédominance face à ses challenges de «gauche» par une marge de manœuvres tout à fait étroite. Plus net encore est apparu son échec global, quand on s'aperçoit au vue des résultats, qu'aucun parti qui la compose ne peut plus se réclamer ou aspirer à être représentatif d'un quelconque consensus populaire. L'UDR, qui perd des sièges dans plus de 50 départements, particulièrement dans le Bas-Rhin, en Gironde, dans les Hauts de Seine semble être le grand perdant de ces élections. Dès le premier tour on avait pu constater, que l'UDR, 2<sup>e</sup> parti de France devant le PS au dernières «cantonales», perdait près d'un tiers de ses voix. Mais peut-on parler d'un écroulement de l'UDR ? Sûrement pas nous disent les leaders UDR «nous avons progressé dans 12 départements» et si Sanguinetti avec toujours son «franc parler» déclare que «l'UDR a reçu un avertissement», Debré trouve quant à lui, que «l'UDR a approfondi un certain nombre de gains» !

En fait, si la défaite de personnalités UDR telles que Terrenoire, Pasquat et Comiti, marquent bien l'effritement du parti de Chirac, l'échec reste relatif. Relatif, vis à vis de ce que pouvait leur laisser espérer ces élections : il était évident pour tous, que depuis l'élection de Giscard, l'UDR ne représentait plus le nombre d'élus qu'elle peut encore avoir au parlement.

Relatif aussi, si l'on considère les résultats de son rival direct le parti des RI. Poniatowski a beau affirmé une très nette progression des RI au détriment de l'UDR, de nombreux éléments nous montrent l'échec du parti présidentiel ou pour le moins modèrent le succès peut lui être attribué au vue des sièges gagnés.

D'abord, les RI n'ont pas réussi à prendre vraiment le devant, force leur est de constater qu'il faudrait encore compter sur l'UDR pour les prochaines législatives. Ensuite les RI ont gagné quelques milliers de voix, leur score reste faible. Ils régressent même dans 35 départements alors même qu'ils présentaient cette année beaucoup plus de candidats. La défaite de Soisson, de Cavailé, membre du gouvernement, illustrent ainsi le peu de prestige que semble conférer aux candidats, l'étiquette du parti de Giscard. Un autre élément limite l'importance des voix gagnées par les Républicains Indépendants, quand on sait que de nombreux notables de droite, élus sous l'étiquette «indépendants» en 70, s'était

vu coller sans difficultés, promesses de crédit aidant, l'étiquette RI.

Ainsi, le parti de Giscard, des grands projets «de réduction des inégalités», de «la revalorisation du travail manuel»... de la réforme Sudreau, des réformettes en tout genre, n'a pas dépassé les limites de l'électorat des grands bourgeois et de la droite la plus réactionnaire.

L'échec est donc bien total pour une majorité bien vite usée, qu'aucune démagogie ne semble plus pouvoir relever. Le pouvoir, par le poids des difficultés de la crise qu'il fait peser sur les travailleurs, par son cynisme et la férocité de sa répression, est apparu clairement comme un gouvernement anti-populaire... la «gauche» a beau jeu d'y trouver quelques profits !

Le PCF, lui, n'a pu que limiter les dégâts, malgré la tenue de son récent congrès, l'image rénovée qu'il devait fournir. Certes, il peut trouver quelques sujets de satisfaction dans les résultats, la poussée de l'ensemble de la gauche peut même lui permettre de prendre la tête de conseils généraux (notons par eux, l'Essonne et le Val de Marne). Mais force lui est de constater que si l'Union de la gauche a remporté une victoire devant les partis de la majorité, le PCF est de moins en moins, à même d'en tirer parti.

la carte de France des cantonales.

En noir : la gauche  
En blanc : la majorité  
En grisé : partage des sièges



UN PROGRÈS .... DANS LA DIVISION

▲ Face aux politiciens de la coalition présidentielle qui tentent de minimiser leur défaite, ceux de la gauche peuvent évidemment, chanter victoire, mais sans forcément le faire à l'unisson. Car, si le PS, en 4<sup>e</sup> position aux élections de 70 se voit promu premier parti de la bourgeoisie avec 30% des voix, son partenaire de l'union de la gauche stagne et se trouve dépassé par celui qu'il n'a toujours voulu considérer que comme une force d'appoint.

On voit bien mal en effet, après l'échec de toutes ces surenchères face à la sociale démocratie, comment il pourrait aujourd'hui renverser la tendance qui irrésistiblement voit le PS et progresser et le dépasser. Cette situation de minoritaire est d'autant plus préoccupante pour les révisionnistes qu'elle affirme au grand jour l'échec de toute une stratégie qui a dupé, pendant un temps, certains travailleurs et militants. Une stratégie qui, d'union en union, a relégué tout objectif révolutionnaire pour mieux aboutir au véritable projet des tenants du capitalisme d'Etat. Mais alors qu'il précise son projet politique, définit son caractère autonome vis à vis de ses partenaires de l'Union de la Gauche, le PCF a, en fait, moins que jamais les moyens de pouvoir l'imposer dans les années qui viennent.

Non seulement le PS s'étend beaucoup plus largement que le PCF en obtenant plus de 500 sièges mais il s'attaque aux fiefs de ce dernier, comme nous le montrent les résultats en Picardie, dans le Nord, dans le Nord, le Pas de Calais. Dans la ceinture dite «rouge» de Paris, il voit certains de ses bastions menacés par le fort développement du PS qui trouve son influence dans toute une clientèle de cadres et de petits bourgeois tenus aujourd'hui à distance de Paris et qui se retrouvent souvent dans les villes nouvelles. Certes, nous devons ramener le succès du PS, qui semble spectaculaire si l'on considère les élections de 70, au fait qu'en 6 ans, il a su rénover son apparence défraîchie. On est loin de l'ancienne SFIO décatie de la dernière consultation cantonale qui se situait quelques mois après le misérable score de Deferre aux présidentielles. Mais là où l'évidence est dure à accepter aujourd'hui, pour son malheureux allié ; c'est que sans lui, sans l'«Union de la gauche» jamais le parti de Mitterrand n'aurait retrouvé ce semblant «d'image» sociale et moderne que le PCF a pu lui donner.

Aussi comprend-on la hargne de Marchais se plaignant de l'indiscipline des électeurs du PS tandis que les dirigeants de ce dernier prennent des airs de grands seigneurs un peu condescendants, affirment que ces élections consacrent avant tout la victoire de «toute la gauche unie». Poussé par les résultats du vote, autant que par les contradictions internes au PCF, Marchais va sans doute relancer ses attaques contre le PS comme au lendemain des présidentielles.

Mais la manoeuvre est bien connue, trop connue pour que le chef de file du parti révisionniste puisse espérer effacer les nombreuses questions que se posent les travailleurs

\*

#### RIVALITÉS NOUVELLES TACTIQUES MAIS PAS DE SOLUTION

Au fossé, qui sépare les aspirations des travailleurs, du cirque électoral des partis bourgeois, correspond forcément un approfondissement des rivalités au sein même des différentes fractions de la bourgeoisie.

Dans deux ans, les élections législatives confirmeront les résultats des cantonales. Il y a, en effet, peu de chances pour que l'on assiste à un renversement des tendances apparues. Aussi pour la majorité, la question posée, c'est quelle tactique adopter d'ici les législatives. Sur ce plan, rien ne semble encore arrêté, on peut cependant se demander si une certaine frange des plus réactionnaires, pourrait se résoudre à voir s'iris-

tailler pacifiquement l'«Union de la Gauche». Ils se trouvent aujourd'hui confortés par les déclarations de Ford, Kissinger ou du général Haig, affirmant que, en aucune manière, l'impérialisme US ne pourrait accepter de voir siéger au gouvernement des pays membres de l'Alliance Atlantique, des ministres révisionnistes.

Mais sans doute que d'autres solutions sont envisagées et seront préférées. Elles tournent toutes autour du rôle qui pourrait être dévolu au PS, confirmant ce dernier dans sa place de parti charnière. On peut se demander avec un certain nombre de doutes si le grand projet de Giscard de détacher le PS ou au moins toute une partie, a quelques chances de réussir d'ici 78. On voit mal, en effet, Mitterrand remettre en cause une Union de la Gauche qui jusqu'ici l'a si bien servi. Reste pour Giscard à tenter de renforcer l'unité présidentielle et peut-être à essayer d'attirer quelques notables du PS en mal de reclassement pour redonner un peu de chair à un parti de droite dit de «centre gauche». Quant à l'orientation préconisée par certains commentateurs de la bourgeoisie, qui loin de voir un échec du «libéralisme avancé», l'invitent à poursuivre ses «réformes» nous doutons fort que Giscard puisse confirmer leurs illusions. La bourgeoisie a trop fait l'expérience ces derniers mois du peu de poids de ses pseudo-réformes pour duper les travailleurs. Alors que de toute la France et tout à tour se développent le combativité de la classe ouvrière, la colère des paysans et la révolte de la jeunesse, les masques tombent et cèdent la place au vrai visage de la bourgeoisie : celui de la répression et des atteintes aux libertés démocratiques.

Le capitalisme est en crise. Sa faiblesse, ses difficultés à résister devant la mise en cause par les travailleurs de tous les aspects de sa domination, sont visibles tous les jours. Ces élections, par le peu d'écho qu'elles ont eu, par les contradictions qu'elles ont révélées et accentuées au sein de la bourgeoisie en sont un signe.

Aussi, quelles que soient les «solutions à la crise» avancées aux prochaines échéances électorales, les seules solutions pour les communistes et pour un nombre de plus en plus grand de travailleurs, c'est la révolution, c'est le pouvoir des ouvriers et des paysans !



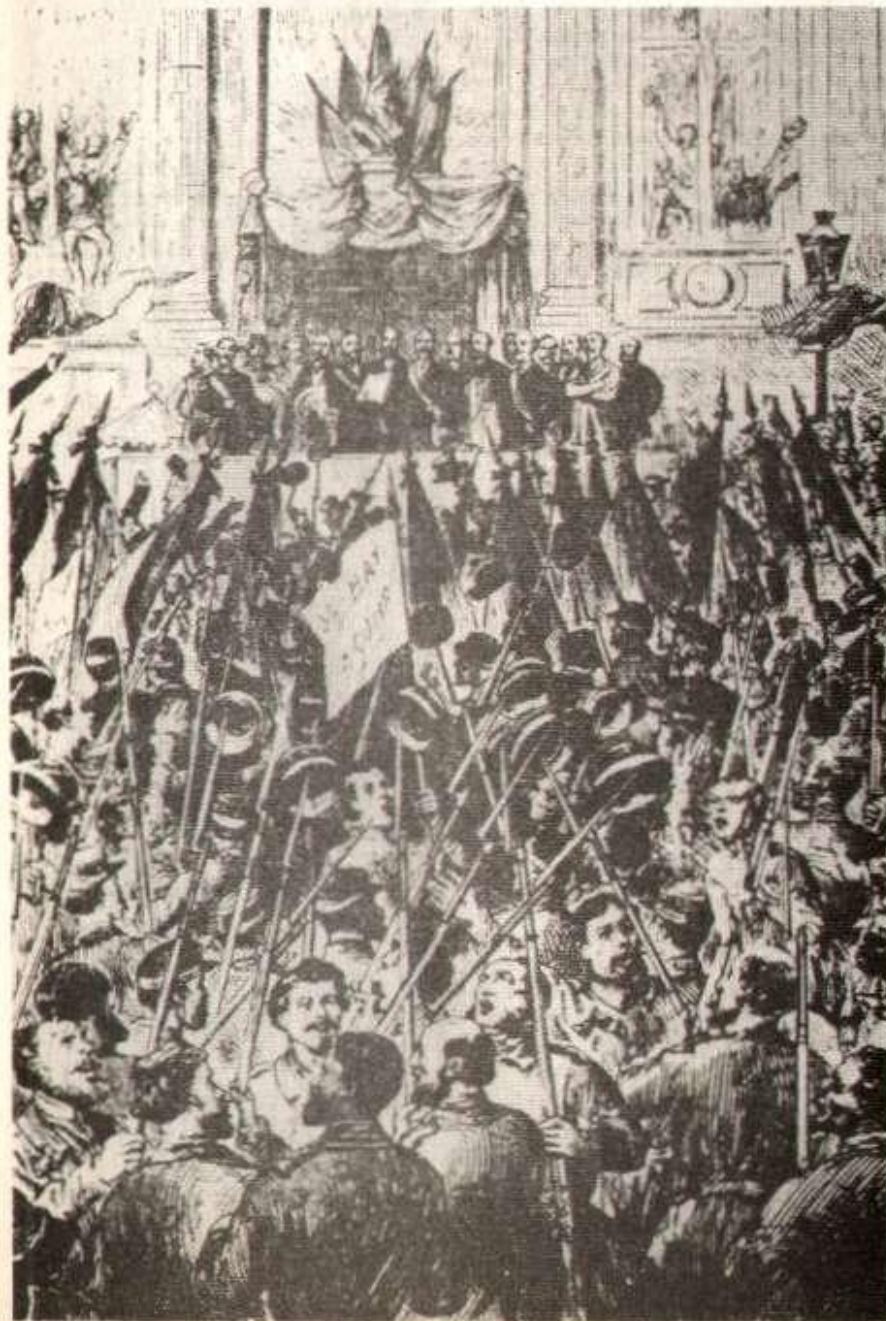
Dans deux ans, combien encore seront là ?

# LA COMMUNE

## c'était la démocratie pour le peuple

*«regardez la commune de paris,  
c'était la dictature du prolétariat».*

Engels



Le 4 septembre 1870, ouvriers, bourgeois armés, qui ont endossé l'uniforme de gardes nationaux, la foule envahit le Palais-Bourbon, où siègent les députés. Un seul cri : «La République !» Déjà, à l'Hotel de Ville, drapeau rouge et drapeau tricolore flottent. La République est proclamée sous la pression populaire. Douze députés s'arrogent le titre de «Gouvernement de la Défense Nationale». Mais l'armée prussienne s'approche de Paris.

Et le peuple veut résister. Pendant six mois, il s'organise pour résister alors que le gouvernement pactise avec Bismark.

### L'APPRENTISSAGE DE LA DEMOCRATIE

Dès le 5 septembre, sous l'impulsion des responsables des chambres syndicales, et de l'Internationale, des réunions publiques se tiennent dans chaque arrondissement : elles nomment des comités de vigilance, chargés de contrôler les maires et de recueillir les réclamations. Des délégués sont élus et forment le Comité Central des Vingt arrondissements. Partout, le mouvement ouvrier, refoulé à grand peine par la dictature impériale, jaillit au grand jour.

Dans cet hiver de siège où le froid est terrible, où les spéculateurs affament le peuple, des dizaines de clubs, de journaux, d'associations diverses se créent. Les affiches murales deviennent autant de lieux de rassemblements ; des groupes se forment spontanément pour les lire, les commenter à haute voix. Les bataillons de la Garde Nationale, prenant la relève des comités d'arrondissement, deviennent les unités de base de la vie politique : un officier propose-t-il de constituer un Comité Central avec les chefs de bataillons ? Les bataillons répondent par l'élection de leurs délégués. Paris assiégé, c'est l'apprentissage de la démocratie pour le peuple. Une démocratie qui conquiert son droit *contre* la bourgeoisie, contre le «pouvoir légal» qui se met en place.

Une telle situation ne pouvait durer. Désarmer le peuple de Paris, c'était la première condition de la victoire de la bourgeoisie. Thiers envoya 6 000 hommes emporter les canons massés par le peuple à Montmartre, mais échoua. C'était le 18 mars 1871. Le peuple en armes se souleva.

### LE POUVOIR DU PEUPLE EN ARMES

18 mars : les faubourgs s'éveillent : Lissagaray raconte : «Autour des laitiers, devant les marchands de vin, on parle à voix basse ; on se montre les soldats, les mitrailleuses braquées contre les voies populeuses... Les femmes entourent les mitrailleuses, interpellent les chefs de pièce : «C'est indigne ! Qu'est-ce que tu fais là ?» Les

*soldats se taisent... A huit heures, crosse en l'air, soldats et gardes (nationaux) confondus gravissent la rue... La foule se joint, fraternise, arrête Lecomte (le général) et ses officiers». Un à un, les bataillons refusent le combat avec le peuple en armes... Les casernes, l'Hotel de Ville, l'Imprimerie Nationale sont occupés. En reprenant ses canons, le peuple a conquis le pouvoir ; sa colère désigne aussitôt les responsables de l'agression : ces chefs de l'armée qui ont livré Paris aux Prussiens, ces bourgeois qui déjà en 1848 ont pris d'assaut les barricades ouvrières pour installer leur République. «A mort !» Les généraux Lecomte et Clément Thomas, qui ont parcouru la ville dans une «huée de sang» sont abattus. Le même jour, Paris se hérise de barricades. Le peuple sait que sa victoire n'est qu'une première bataille.*

### LE NOUVEAU POUVOIR QUI S'ÉBAUCHE C'EST AVANT TOUT CELUI DU PEUPLE EN ARMES.

La conscription est abolie. Une armée nouvelle se crée, ensemble de la Garde Nationale et du peuple en armes. Dans la Garde Nationale, il entre en masse, élisant ses chefs, repoussant toutes les tentatives qui l'auraient privé de ce contrôle. Ainsi, il refuse la proposition du délégué à la Guerre, Rossel, de créer des régiments dont il aurait nommé les colonels, de rassembler les gardes nationaux dans des casernes, ce qui les aurait coupés de leur famille, du peuple dont ils partageaient les souffrances et les préoccupations. A l'image de cette armée nouvelle, qu'inventait le peuple pour se défendre, c'est tout un Etat nouveau qui s'ébauche.

### LA COMMUNE AU SERVICE DU PEUPLE

Dès octobre 70, des pétitions des clubs de Belleville et de Ménilmontant réclament la formation d'une Commune révolutionnaire de Paris. Avec la victoire de l'insurrection populaire du 18 mars, l'idée mûrie par six mois de siège et de discussions, s'impose. La Commune sera le gouvernement du prolétariat, pour lui et pour le peuple. Idée encore confuse : à l'administration dont s'étaient dotées les premières villes affranchies du joug seigneurial au Moyen-Age — les premières communes —, se mêlent les souvenirs de la Commune de 1792, celle qui avait décrété «la levée en masse», qui avait tenté une «dictature révolutionnaire». A toute cette épaisseur historique, s'ajoutent les influences blanquistes et proudhoniennes, celle de l'Association Internationale des Travailleurs. «La Commune, c'est le droit du peuple, c'est le rationnement égal, c'est la levée en masse et la punition des traîtres ! La Commune... enfin, c'est la Commune !» explique un orateur au Club Favié (6 janvier 71).

## de la révolution de 89 à la commune :

### UN MOUVEMENT OUVRIER QUI S'ORGANISE ET QUI S'EDUQUE.

*De la Révolution de 1789, date la première apparition du peuple, des travailleurs comme force politique. Encore dispersée et composée pour une grande part de domestiques, elle s'affirme surtout comme la force la plus résolue dans la lutte contre la noblesse. Pour la première fois, s'expriment largement les volontés des travailleurs : s'ils participent peu aux clubs, sauf à celui des Jacobins, des assemblées spontanées les rassemblent sur les places publiques, dans les églises... Une nouvelle justice s'ébauche et le peuple en armes prend conscience de sa puissance... Les plus instruits participent activement à la rédaction des journaux comme «Le Père Duchesne.»*

*De ce mouvement populaire, étouffé par la bourgeoisie, survit le besoin d'expression propre. Violentement réprimé par Napoléon puis la Restauration, il réapparaît en 1830 avec la floraison d'une presse ouvrière «Le journal des ouvriers», «Le Peuple, journal général des ouvriers rédigé par eux mêmes». A «l'Atelier», le comité de rédaction et de gestion est élu. Après la révolte des canuts (1834), se multiplient les sociétés de résistance, clandestines ou dissimulées derrière des «sociétés de secours mutuel».*

*En 1848, le mouvement ouvrier a conquis une grande part de son autonomie, face aux fabricants et aux chefs d'atelier. C'est lui qui impose à la bourgeoisie industrielle et commerçante, la création d'une Commission du Gouvernement pour les Travailleurs, en février 48, après la proclamation de la République. 657 ouvriers et 231 patrons étudient un ensemble de revendications sur la législation du travail. Ainsi, la journée de travail est limitée à dix heures à Paris, onze heures en province (avec amendes contre les patrons récalcitrants), des bureaux de placement gratuit, gérés par des sociétés ouvrières, reçoivent le monopole de l'embauche pour chaque corps de métier. En mai 48, les ouvriers deviennent électeurs et éligibles aux conseils de Prudhommes. Création ambiguë, les Ateliers Nationaux occupent jusqu'à 100 000 sans-travail à des travaux de terrassement. «Ateliers de l'aumône» pour les ouvriers, «organismes encombrant et dangereux» (à cause de la concentration d'ouvriers) pour la bourgeoisie, les Ateliers Nationaux visaient en fait moins à organiser «la production sociale» voulue par Louis Blanc qu'à résoudre le problème du chômage qu'à embrigader les travailleurs. «Attachez-vous sincèrement les ouvriers et ne ménagez pas l'argent. Le jour n'est pas loin où il faudra les faire descendre dans les rues...» déclarait sans ambages le député Marie dans ses instructions au directeur des Ateliers ! De fait, les tentatives de la bourgeoisie de revenir sur toutes les mesures arrachées, se multiplient. Le 23 juin, c'est l'insurrection, exclusivement ouvrière. La confiance des travailleurs dans les républicains bourgeois meurt dans l'écrasement des journées de juin.*

*La conviction que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre d'eux-mêmes, n'en devient que plus puissante. Grèves, création de chambres syndicales ouvrières, sections de l'Internationale, regroupant 245 000 travailleurs à la fin de l'Empire, (500 000 d'après la police...), premières tentatives de fédérations des associations, c'est un profond mouvement qui, du Creusot à Fourmies, des mineurs d'Anzin aux typographes parisiens, secoue la dictature impériale. Plus intense, plus précise, l'idée que les travailleurs s'organisent non seulement pour résister au capitalisme mais pour détruire l'exploitation et se gouverner eux-mêmes, devient, avec la chute de l'Empire, de force souterraine, réalité possible. «Place au peuple ! Place à la Commune !»*

Ce qui est certain, c'est que la Commune ne doit pas être une simple affaire de gestion municipale, comme le veulent quelques uns. Dès le 18 mars, le Comité Central de la Garde Nationale décide qu'il doit désormais laisser la place à un organisme politique élu, «la Commune» qui doit assurer toutes les tâches d'un Etat.

Pour la première fois, la campagne électorale est l'affaire du peuple. Pas de problème de salle : les églises (lieux de culte le jour, lieux de réunion le soir), les salles de spectacles sont réquisition-

nées. «Dix églises s'ouvrent et la révolution monte en chaire. Au vieux, Gravières, Saint-Nicolas-des-Champs s'empplit d'un puissant murmure. Quelques bancs de gaz tremblotent dans le fourmillement de la foule, et, là-bas, noyé dans l'ombre des arceaux, le Christ est décoré de l'écharpe communale. Le seul foyer lumineux, le bureau en face de la chaire, est aussi drapé de rouge. L'orgue et la foule mugissent la Marseillaise» (Lissagaray).

Qui élire ? Des dizaines de candidats se présentent... tous connus du peuple ;

## Front Rouge -

peu d'anciens députés, beaucoup d'« obscurs », que leur activité pendant le siège a révélés. Mais « pas d'avocats ! » pas de phraseurs ! Et la foule enfumée des gardes nationaux, des ouvriers, des femmes, des enfants, qui souvent coupent le pain et le saucisson tout en écoutant, applaudissant, interpellant, parfois expulsant les orateurs.

Aux élections du 26 mars, sont élus surtout des hommes du peuple. Mais dès le départ, domine l'idée qu'issus du peuple, élus par le peuple, ils ne doivent pas s'en écarter, qu'ils ne doivent pas devenir un organisme au-dessus du peuple et hors de son contrôle. C'est pour cela qu'ils sont « responsables de leurs décisions comme de leur application », et « révocables à tout moment ». C'est pour cela que leur salaire est fixé au niveau de celui d'un ouvrier (6000 F par an maximum) et que le cumul des salaires est interdit.

Plus profondément, la Commune et tous les rouages qu'elle met en place sont au service du peuple, de ses décisions. Insuffisamment, comme semble le révéler les multiples rappels à l'ordre des clubs : « le bureau des pétitions est-il devenu une fosse aux oubliettes ? » demande le Club des Proletaires le 17 mai et Amouroux devant les électeurs du 14<sup>ème</sup> arrondissement rappelle que la Commune doit puiser toute sa force dans le peuple : « une assemblée ne peut avoir de force véritable qu'autant qu'elle court les réunions pour connaître les véritables réclamations de la population ». Ces besoins, ces suggestions, des centaines de motions votées dans les clubs, souvent par plusieurs milliers de personnes, les font connaître à la Commune. Les journaux publient des lettres de lecteurs,

### « DES ELUS VIVANT VOTRE PROPRE VIE... »

« Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant votre propre vie, souffrant les mêmes maux. Défiez vous autant des ambitieux que des parvenus ; les uns comme les autres ne consultent que leur propre intérêt et finissent toujours par se considérer comme indispensables. Défiez-vous également des parleurs incapables de passer à l'action... Cherchez des hommes du peuple résolus, actifs, ayant un sens droit et une honnêteté reconnue... Nous sommes convaincus que si vous tenez compte de ces observations, vous avez enfin trouvé des mandataires qui ne se considèrent jamais comme vos maîtres. » (Adresse du Comité Central de la Garde Nationale au peuple à la veille des élections).

## le film des événements

**2 septembre 1870 :** Après 18 ans de dictature, Napoléon III est fait prisonnier par les Prussiens. Avec Sedan, l'Empire achève de s'écrouler.

**4 septembre :** République et résistance à l'invasion sont les deux exigences du peuple descendu dans la rue. Les bourgeois contraints proclament la République. Les bataillons populaires s'organisent. Désormais, le prolétariat est en armes.

**27 janvier 1871 :** Après cinq mois de siège et de souffrances pour le peuple parisien, Paris est livré. Il ne reste plus à la bourgeoisie qu'à lui arracher ses armes.

**18 mars :** Thiers veut désarmer Paris et échoue. Les ouvriers parisiens en armes se dressent. La réaction s'enfuit à Versailles.

**26 mars :** La Commune, élue, est proclamée dans l'enthousiasme populaire. De nombreuses mesures révolutionnaires sont prises jusqu'à la fin mai.

**2 avril :** Pendant qu'une vie nouvelle s'organise à Paris, l'armée versaillaise attaque. La ville se couvre de barricades.

**28 mai :** Malgré une défense héroïque, quartier après quartier, rue après rue, la Commune est écrasée dans le sang. Au nom de la loi, de sa loi, la bourgeoisie assassine et déporte.

**1876 :** Le mouvement ouvrier se réorganise. La Commune n'est pas morte !



ouvrent leurs colonnes aux critiques, aux demandes de la population. « Pour quoi les officiers d'état-major, ces brillants personnages à retroussis rouges, ont-ils des chevaux ?... Est-ce pour parader à la porte des cafés ? » « Pourquoi n'isole-t-on pas les cartoucheries et les capsuleries, de manière à prévenir d'aussi terribles sinistres que celui de l'avenue Rapp... ? On pourrait, par exemple, les installer au milieu de la Seine, sur les pontons... » (Le Tribun du Peuple 21 mai). « A-t-on préparé des chalands chargés de pétrole pouvant, à un moment donné, enflammer la Seine, dans le cas où l'on aura à détruire des canonnières ou des ponts de bateaux ? » (Le Tribun du Peuple 17 mai). La Commune, c'est le peuple qui prend la parole.

Puisant sa force dans le peuple, la Commune agit avec le peuple. Quand

Léo Frankel est chargé de la délégation du Travail et de l'Echange, son premier geste est de se faire assister d'une « commission d'initiative » composée de travailleurs. Dans chaque arrondissement, des registres sont ouverts où les travailleurs viennent inscrire leurs offres et leurs demandes. C'est grâce à cette enquête que furent décrétées la suppression du travail de nuit pour les ouvriers boulangers, la suspension de la vente des objets engagés au Mont de Piété, la confiscation des ateliers abandonnés par leurs propriétaires...

Toutes mesures qui donnent à cette démocratie sa force profonde : cette démocratie, c'est celle du prolétariat qui dirige, c'est la démocratie pour le peuple. Ce sens de classe parcourt toutes les décisions de la Commune, toutes les discussions du peuple. Et

comme le peuple discute et décide librement dans ses assemblées, les réunions de la Commune (sauf pour les problèmes de défense) sont publiques.

### QUI DOIT DIRIGER ? LE PEUPLE OU LA BOURGEOISIE ?

19 mars. «La séance (du Comité Central) a recommencé. Babick demande que le Comité proteste contre les exécutions de Clément Thomas et de Lecomte auxquelles il est complètement étranger. «Il importe, dit-il, que le Comité dégage sa responsabilité». On lui répond : «Prenez garde de désavouer le peuple ou craignez qu'il ne vous désavoue à son tour.» —Rousseau : «Le Journal Officiel (de la Commune) déclare que les exécutions se sont faites sous nos yeux. Nous devons arrêter ces calomnies. Le peuple et la bourgeoisie se sont donné la main dans cette Révolution. Il faut que cette union persiste. Vous avez besoin que tout le monde prenne part au scrutin.» — «Eh bien, abandonnez le peuple pour conserver la bourgeoisie ; le peuple se retirera et vous verrez si c'est avec des bourgeois qu'on fait les révolutions.»

### LE PEUPLE POUR LA COMMUNE

Des hommes du peuple élus, des travailleurs conscients d'être l'inspiration et le garant de ce nouveau pouvoir, c'est la Commune de Paris. Plus encore, les travailleurs sont ce nouveau pouvoir et c'est ce qui donne à ce nouvel Etat son caractère radicalement différent.

Qui remplace l'administration enfuie à Versailles ? Le peuple. En 48 heures, Thiers réorganise la poste. Aidé par deux employés, qui acceptent de travailler sous les ordres de la Commune, il installe aux différents services «des citoyens de bonne volonté» qui doivent «faire leur apprentissage» avant qu'un



« Votre pavé, citoyen...! »

## «Paris, la veille de la mort»

«Partors de la Bastille : Les camelots assourdissants crient le «Mot d'ordre !» de Rochefort, le «Père Duchesne !» le «Cri du Peuple !» de Jules Vallès ; le «Vengeur !» de Félix Pyat ; la «Commune !» le «Tribun du Peuple !» l'«Affranchi !» l'«Avant-Garde !» le «Père des mouchards !» «L'Officiel» est peu demandé, les membres de la Commune l'étouffent sous leur concurrence : l'un d'eux, Vésinier, va jusqu'à publier dans «Paris Libre» une séance secrète. Le «Cri du Peuple» tire à cent mille exemplaires. C'est le premier levé, il chante avec le coq. Si nous avons du Vallès ce matin, bonne aubaine...

Aux kiosques, voici les caricatures : Thiers, Picard, Jules Favre, sous la figure des Trois Grâces enlaçant leur ventripotence... «L'Avenir», moniteur de la «Ligue», le «Siècle» devenu très hostile, la «Vérité» du Yankee Portalis s'empilent, mélancoliques et intacts. Une trentaine de journaux versaillais ont été supprimés par la préfecture de police ; ils n'en sont pas morts, un camelot très peu mystérieux nous les offre...

La place de la Bastille est joyeuse, animée par la foire au pain d'épice. Paris ne veut rien céder au canon ; il a même prolongé sa foire d'une semaine. Les balançoires s'élancent, les tourniquets grincent, les boutiquiers crient le bibelot à treize, les acrobates font le boniment et promettent la moitié de la recette aux blessés...

Sur les boulevards, le même Paris flâne aux magasins, attablé devant les cafés. Les voitures sont rares, le second siège a coupé court au ravitaillement des chevaux... A travers le Palais Royal, nous arrivons au Musée du Louvre. Les salles, garnies de toutes les toiles que l'administration du 4 septembre a laissées, sont ouvertes au public. Jules Favre et ses journaux n'en disent pas moins que la Commune vend à l'étranger les collections nationales...

Voici la soirée de la grande ville. Les théâtres s'ouvrent. Le Lyrique donne une grande représentation musicale au profit des blessés, et l'Opéra Comique en prépare une autre... Les boulevards s'encombrent de la foule qui sort des théâtres. Au café Peters — l'«Américain» — affluence scandaleuse de filles et d'officiers d'état major aux bottes molles à retroussis rouges, aux sabres vierges. Un détachement de gardes nationaux arrive et les enlève... Le procès n'est pas long : les filles à St-Lazare, les officiers aux tranchées avec des pelles et des pioches...

Ces remparts fumants, ces explosions d'héroïsme, ces femmes, ces hommes de toutes les professions confondus, tous les ouvriers de la terre applaudissant à notre combat, toutes les bourgeoisies coalisées contre nous, ne disent-ils pas la pensée commune et qu'on lutte ici pour la République et l'avènement d'une société sociale... Dites à la province républicaine : «Ces prolétaires parisiens combattent pour vous qui serez les persécutés de demain. S'ils succombent vous serez, vous, pendant de longues années ensevelis sous leurs funérailles.» (Lissagaray).

examen contrôle leur aptitude. Même efficacité pour réorganiser le service des Contributions Directes. «On remplaça les percepteurs par quarante citoyens, les uns ouvriers appartenant à l'Internationale, les autres employés de commerce et d'administration. Quelques fondés de pouvoir qui étaient restés furent conservés, mais flanqués d'un homme sûr...» A l'imprimerie Nationale, «tout le personnel fut conservé à l'exception du directeur, du sous-directeur, d'un sous-prote, du chef des travaux qui était cordialement détesté pour son brutalité et ses injustices». Et quand la plupart des employés décidèrent de partir à Versailles, «le nouveau directeur en profita pour faire nommer les chefs d'atelier par les ouvriers... Les gros traitements furent réduits de beaucoup, ceux des petits employés et des ouvriers augmentés.»

Les juges et tous les débiteurs de plaideoiries ramassant leurs oripeaux, ont couru se réfugier près de Thiers ?

Qu'importe ! Il appartenait à une révolution prolétarienne (...) de tracer les grandes lignes d'un tribunal où le peuple réintégré dans ses droits jugerait par jury traites les causes» (Lissagaray). Dans les clubs, dans les discussions de rue, ce sont souvent des procès qui s'ébauchent contre les mouchards, contre les traitres...

## un tribunal populaire, c'est possible

Jecker, responsable de la mort de milliers de soldats français dans l'expédition du Mexique sous le Second Empire, est découvert dans Paris. «Rien n'était plus simple que d'instruire son procès. Jecker qui se disait dupé par l'Empire, demandait à faire des révélations. En audience publique, devant douze jurés pris au hasard, devant le monde, on pouvait reconstituer par lui l'expédition du Mexique, dévoiler les intrigues du clergé, retourner les poches des voleurs, montrer comment l'impératrice, Miramon Almonte, Morny, avaient monté le coup, pour quelle cause et pour quels hommes la France avait perdu trente mille hommes et plus d'un milliard. L'expiation pouvait s'accomplir, au grand soleil, sur la Place de la Concorde... On négligea d'interroger Jecker.» (Lissagaray).

Armée, service postal, justice, enseignement... tous ces rouages nécessaires à la vie de la société, la Commune les assura. Non pas en créant de nouveaux corps de «spécialistes», mais en les confiant au peuple, en libérant son initiative. La Commune, c'est cette immense enthousiasme d'un peuple, qui soudain libéré, prend en main l'organisation de sa vie et crée. «Chacun

apportant son expérience professionnelle, des améliorations dans le matériel, des méthodes nouvelles furent introduites... Femmes qui cousent des sacs de terre pour les barricades, enfants qui transportent munitions et pavés, c'est tout un peuple qui travaille et qui lutte, qui se bat pour son pouvoir, jusqu'à la mort.

NOUVEAU PRIX DE VENTE

LE TRIBUN DU PEUPLE

Redacteur en chef LISSAGARAY

LE 22 MAI

### PARIS ETAIT IMPRENABLE - IL A ETE TRAHI PAR L'INCAPACITE DE SES CHEFS.

Bien soir, dans la nuit, les royalistes sont entrés.

ILS SE FLATTENT DE TENIR PARIS.

Le dix-huit mars au matin, Vinoy disait aussi qu'il tenait les coteaux de Montmartre.

Et à midi le Peuple était le maître. Les troupes allaient fraterniser avec lui.

Aujourd'hui qu'il en soit de même.

Aux heures suprêmes, Paris sait trouver des ressources suprêmes. Les royalistes ont peur de la ville sacrée. Un effort et ils sont perdus.

Citoyens, il ne s'agit plus des feutes de la Commune, mais de la vie de la République.

Oublions tout, sauf une chose :

SI LE PEUPE SUCCOMBE AUJOURD'HUI, L'EMPIRE EST FAIT.

La Rédaction de VINGT-UN

## DERNIERES NOUVELLES

### LES VERSAILLES A PARIS

Les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Ils ont essayé, en petit comité, d'opérer un genre révolutionnaire et ont prouvé dans le genre le non-éternité de l'Empire qui seules ont été faites pour eux. Ils ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Tout à la fin de la nuit, les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

### LA PORTE MAILLOT

Malgré la porte de la Porte de la Muette, les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

### LE PLACE PEREIRE

Malgré la porte de la Porte de la Muette, les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

### BRU-DE-TROMPHE

Malgré la porte de la Porte de la Muette, les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Malgré la porte de la Porte de la Muette, les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

### PORTE DE VERSAILLES

Malgré la porte de la Porte de la Muette, les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

### CLICHY

Malgré la porte de la Porte de la Muette, les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Malgré la porte de la Porte de la Muette, les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

## LA RESISTANCE

### La résistance d'aujourd'hui

Elle est simple.

Les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

Les Versaillais ont voulu être, en 1871, ce qu'ils furent en 1870, par le genre de leur conduite.

«elle lutte non point pour quelque objectif local ou étroitement national, mais pour l'affranchissement de toute l'humanité laborieuse, de tous les humiliés, de tous les offensés». Lénine



# CHINE

## LA MOBILISATION CONTRE LE DEVIATIONNISME DE DROITE



Depuis plus de 2 mois, les spéculations vont bon train sur la situation en Chine : « crise du régime ouverte par la mort de Chou En-laï », « lutte de cliques pour prendre le pouvoir », « débat virulent mené dans les coulisses des hautes instances du parti sans que le peuple puisse rien y comprendre »... Nous avons eu droit à tous les clichés habituels, habituels, oui, mais aux politicards bourgeois, aux spéculateurs en stabilité de régime... Pour ces gens enfoncés dans le bourbier des manœuvres en coulisse, il n'est pas possible de comprendre qu'aujourd'hui en Chine Populaire les masses prennent l'offensive sous la direction de leur Parti pour défendre le socialisme, renforcer la dictature du prolétariat.

Ce n'est pas la première fois que se développe un tel mouvement en Chine Populaire et ce n'est pas la première fois non plus que la bourgeoisie se met à crier à la chute définitive du pouvoir socialiste, espérant ainsi, voir se réaliser son vieux rêve. Les vautours sont déjà prêts à fondre sur la proie. Et, cependant, s'il est vrai qu'aujourd'hui en Chine s'affrontent deux conceptions opposées du développement du pays, de son avenir, nous pouvons affirmer qu'il n'y a rien là d'obscur bien au contraire. Les deux conceptions qui s'affrontent aujourd'hui sont la lutte pour l'avenir contre le retour au passé, la lutte pour le socialisme contre le révisionnisme.

### la lutte de classe toujours présente

L'un des apports essentiels de la pensée Mao Tsé toung est d'avoir montré que la lutte de classe ne prend pas fin avec l'avènement du socialisme. Lorsque la classe ouvrière et les masses travailleuses prennent le pouvoir en renversant la domination bourgeoise, la lutte n'est pas finie. D'une part, les représentants de l'ancienne classe dominante, maintenant déchue, essaient par tous les

moyens de reprendre le pouvoir ; d'autre part, le régime socialiste lui-même féconde une nouvelle bourgeoisie en son sein. Comment cela est-il possible ?

Tout simplement parce que les rapports bourgeois ne sont pas encore anéantis ; il existe toujours par exemple un système marchand, un système de salaires par échelons... Tous ces éléments font que de nouveaux éléments bourgeois apparaissent et que la lutte entre les deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat, se poursuit. La lutte entre les deux voies qui se déroule aujourd'hui au sein du Parti Communiste Chinois et prend de l'ampleur dans toute la Chine n'est rien d'autre que le reflet de cette lutte entre les deux classes. Lutte au sein du parti, parce que les nouvelles forces bourgeoises qui apparaissent, s'infiltrent dans ses rangs, essaient de dévier sa ligne fondamentale, de la réviser, d'usurper le pouvoir. C'est pourquoi, il est essentiel qu'au sein du Parti se déroule cette lutte entre les deux voies qui permet de dénoncer les erreurs, de les corriger, d'apprendre à leurs auteurs par la méthode unité-critique-unité, à appliquer une ligne révolutionnaire.

Mais le meilleur garant de l'application de cette ligne révolutionnaire, c'est le peuple. C'est pourquoi aujourd'hui le Parti Communiste Chinois mobilise tout le peuple dans un vaste mouvement de critique du déviationnisme de droite.

### mobiliser largement les masses

Il y a déjà quelques années, le peuple chinois se mobilisait dans un vaste mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius. Ce mouvement, qui a connu parfois des périodes d'approfondissement, a pris une grande importance dans l'histoire de la Chine socialiste parce qu'il a montré comment, à partir des acquis de la grande révolution

culturelle prolétarienne, le pouvoir socialiste se renforçait, comment la politique devenait véritablement l'affaire des masses.

Ce mouvement a en effet été l'occasion d'un vaste mouvement d'éducation de masse. Partout dans les usines, les champs, les quartiers, les écoles, étudiant les textes fondamentaux du marxisme-léninisme, examinant leurs problèmes quotidiens à la lumière de la théorie marxiste-léniniste et de la pensée Mao Tsé-toung, les ouvriers, les paysans, les cadres, les étudiants... discutaient ensemble, critiquaient les erreurs, apprenaient à distinguer la ligne juste de la ligne fautive, à combattre le révisionnisme pour édifier le socialisme. C'était là, un nouveau pas décisif franchi dans l'édification du pays, dans la formation de l'homme nouveau, de l'homme socialiste. Qui est mieux à défendre les intérêts d'un prolétariat si ce n'est pas le prolétariat et ses alliés ? Connaissant ce qu'a été la société d'exploitation, ayant participé pas à pas à la construction de la Chine nouvelle, les masses chinoises savent reconnaître où est leur intérêt, qui défend une ligne révolutionnaire, qui cherche à les emmener sur une voie de salut, celle de la restauration du capitalisme. C'est par ce mouvement d'éducation, de critique, que partout en Chine le peuple est devenu de plus en plus apte à distinguer le juste du faux, à maîtriser la destinée de la Chine socialiste.

## aujourd'hui : consolider les acquis de la révolution culturelle

Ces acquis du mouvement de critique contre Lin Biao, on en mesure pleinement le poids dans le mouvement actuel. Mais ce mouvement, quel est-il ?

Depuis plusieurs mois déjà, il a pris naissance dans les universités et les écoles chinoises. Les établissements scolaires chinois sont ainsi devenus le théâtre de débats de masse autour du thème « renforcer les acquis de la grande révolution culturelle prolétarienne ». Cela signifie renforcer le contrôle de la classe ouvrière sur l'enseignement, son contenu, ses conséquences. L'école, et particulièrement les universités, est le lieu où sont formés la grande majorité des cadres de la nouvelle Chine. Il est donc primordial qu'ils soient éduqués dans l'esprit de servir le peuple, que leur conception du monde soit fermement prolétarienne.

Avec la révolution culturelle justement, tout le système scolaire chinois avait connu de profonds bouleversements : lui les cours magistraux coupés de la vie, la formation de techniciens en chambre incapables d'appliquer les théories qu'ils connaissaient pourtant par cœur. Lors de la révolution culturelle, les ouvriers, les paysans se sont rendus dans les universités, ont discuté avec les étudiants et enseignants et les ont encouragés à aller s'éduquer aux côtés des travailleurs que ce soit à l'usine ou à la campagne. Dès lors, les étudiants sont massivement partis à la production. Chaque année, de nouveaux contingents d'étudiants sortent de l'université pour partir dans les champs, les ateliers afin d'apprendre auprès des masses travailleuses. Avec elles, en s'appuyant sur leurs connaissances, leur expérience, ils font progresser les méthodes de travail, d'enseignement...

Depuis la révolution culturelle, les élèves des écoles secondaires partaient à la production avant de pouvoir, pour certains d'entre eux, accéder à l'université. Mais surtout le gros contingent des étudiants est formé d'ouvriers, de paysans, de soldats, désignés par leur comité de quartier, leur cellule ou leur brigade pour aller faire des études et en rapporter ensuite les fruits à la collectivité.

Mais depuis quelque temps, ces acquis décisifs étaient remis en cause. Un vent droitier commençait à souffler, dénigrant les stages à la production, remettant en cause la large participation des ouvriers, paysans et soldats. Une routine s'installait éteignant la force de la critique. Cette remise en cause est grave, elle signifie que la classe ouvrière pourrait perdre son contrôle sur le contenu de l'enseignement dispensé, qu'à nouveau les cours seraient réservés à une élite d'intellectuels ne pensant plus qu'à l'étude ou à la recherche pour une nouvelle caste, coupée des masses, pourrait ainsi se former.

Alors, de nouveau, les universités chinoises ont largement ouvert leurs portes aux travailleurs. Les salles de cours sont le lieu de débats animés sur la dictature du prolétariat, la nécessité du contrôle vigilant de la classe ouvrière sur le contenu de l'enseignement. Les murs fleurissent de nouveau de « dazibao » où, individuellement ou par groupes, étudiants, enseignants et travailleurs font des critiques, des suggestions, des propositions pour le renforcement de l'université socialiste au service du peuple, pour consolider les acquis de la révolution culturelle. Mais voici deux mois, le débat a franchi l'enceinte des universités, il a fait place à un mouvement encore plus large mettant en accusation le déviationnisme de droite qui a fait son apparition plus largement dans la vie.

## prendre comme axe la lutte de classe

C'est la rapidité, l'ampleur du mouvement engagé aujourd'hui qui affolent nos bourgeois, les fait crier à la faillite du système. C'est avec des airs pleins de sous-entendus qu'ils nous disent « En Chine... hum... hum... ». Ils semblent même inquiets pour la santé de ce pays ! Rassurons-les tout de suite ! Là où ils voient une faillite du régime, nous pouvons leur dire nous, marxistes-léninistes, qu'un nouveau pas est en train d'être franchi dans l'édification du socialisme, dans le renforcement de la dictature du prolétariat.

Pour le nouvel an 76, l'éditorial paru dans le « Quotidien du Peuple », le « Drapeau Rouge » et le « Journal de l'Armée de Libération » faisait remarquer que « contester que la lutte de classes est l'axe ou altérer ce principe nous mène inévitablement à commettre des erreurs sur les plans théorique et pratique !!! » et rappelait cette phrase de Lénine « La politique ne peut manquer d'avoir la primauté sur l'économie. Raisonner autrement, c'est oublier l'a.b.c. du marxisme ». Pourquoi ces remarques ? Parce que depuis quelque temps, une certaine remise en cause de la primauté de la politique se faisait jour. Par exemple, certains préconisent de prendre comme axe de travail dans tous les domaines le développement de l'économie nationale. Cette théorie n'est pas sans rappeler certains mots d'ordre de Liu Shaohi qui furent dénoncés et combattus lors de la Révolution Culturelle.

Si aujourd'hui le mouvement de lutte qui se développe en Chine s'appuie sur le mot d'ordre « Renforcer les acquis de la Révolution Culturelle », si dans les débats menés l'attitude prise vis à vis de ce grand mouvement des années 66-67, est décisive, c'est qu'en effet, le déviationnisme de droite mis en accusation à l'heure actuelle présente un certain nombre de similitudes avec les théories révisionnistes prônées autrefois par Liu Shaohi. Que penser en effet de ceux qui aujourd'hui cherchent à faire croire que la contradiction bourgeoise prolétariat n'est plus la contradiction principale, que dans la société socialiste la lutte de

classes va en s'atténuant ? Que penser de ceux qui déclarent « Faire décoller l'économie nationale doit être l'axe du travail dans tous les domaines » déformant ainsi la directive impulsée par Mao Tsé-toung « faire décoller l'économie nationale » en la faisant passer pour l'axe en fonction duquel aujourd'hui, toute la société chinoise doit vivre et travailler.

Ce point de vue est complètement erroné qui prétend que la quasi-réalisation de la transformation socialiste des moyens de production s'accompagnerait de l'abolition de la lutte des classes. Si ce point de vue l'emporte, c'est le retour à une politique économiste forcée, à la course au profit sans considération des conditions de travail des masses. Le point de vue qui domine alors est celui de produire toujours plus pour faire plus de bénéfice. Alors la ligne politique passe après la production, alors le révisionnisme s'installe et le capitalisme se restaure.

De nouveau, les points de vue selon lesquels il faut avoir recours aux stimulants matériels, à une compétitivité malsaine entre les travailleurs resurgissent. La conception qui domine n'est pas celle de servir le peuple, mais de tout mettre au service du profit.

Cette théorie, si elle était appliquée aujourd'hui en Chine, pourrait remettre en cause tout le travail fourni pour atténuer, par exemple, la contradiction ville-campagne, pour l'annihiler progressivement. Comment cela ? Prenons l'exemple de la ville de Chache cité dans Pékin Information n°8 du 23+2+76.

« Au premier plan, le soutien à l'agriculture. Quel doit être l'axe de développement de l'industrie locale ? S'agit-il de suivre fermement la ligne révolutionnaire du président Mao, de tenir compte en toute chose des intérêts du peuple et des besoins de la révolution, et de placer le soutien à l'agriculture au premier plan ? Ou bien faut-il mettre le profit au poste de commandement, se donner un mal fou pour réaliser de gros bénéfices et renoncer lorsque le besoin est peu rentable ?

A Chache, le processus de développement industriel a toujours été marqué par la lutte acharnée entre ces deux lignes. La ville est située dans une plaine de Kiangnan, une région productrice de céréales et de coton. Là, l'industrie dépend essentiellement de la campagne pour ses approvisionnements et ses débouchés. C'est évident qu'on doit consacrer le maximum d'efforts au développement des usines travaillant pour l'agriculture. Or, avant la Grande Révolution Culturelle, la ligne révisionniste de Liu Chao Chi poussait certains à courir exclusivement après le profit et la valeur de la production. De sorte que ce qui était destiné à la campagne se développait lentement. Mais le point de vue selon lequel « le soutien à l'agriculture coûte cher » a été débouté par les cadres et les masses depuis la Grande Révolution Culturelle Proletarienne et le mouvement critique contre Lin Piao et Confucius, comme a été critiqué le « profit au poste de commandement ». Ainsi, ont-ils acquis une meilleure perception du principe général du développement économique national - « prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant ». Si l'essor industriel sort l'agriculture et en accélère le progrès, il se constituera une solide base de développement. Faute de quoi, il ne pourra connaître d'expansion rapide, surtout s'agissant d'une petite ville comme Chache. Cette question n'est pas seulement économique, elle est aussi politique. Car cette manière d'agir est favorable à la modernisation de l'agriculture, à la réduction de l'écart entre ville et campagne, à la consolidation de l'alliance des ouvriers et paysans, et à celle de la dictature du prolétariat ».

Voilà qui est clair. La Chine est un pays principalement agricole. Peut-on parler d'une politique au service du peuple si elle n'est pas orientée en direction du soutien à la

grande majorité du peuple travailleur ? A Chache la question est simple, soit l'industrie est orientée uniquement dans le sens de produire pour faire des bénéfices sans s'appuyer sur la base locale, qui est l'agriculture, sans compter sur les forces locales et dès lors, c'est la ligne révisionniste qui l'emporte.

Soit la production industrielle est orientée dans le sens de favoriser le développement de l'agriculture locale, en travaillant en étroite collaboration avec les paysans, alors les progrès vont de pair dans l'industrie locale et dans l'agriculture, alors se renforcent l'unité ouvriers paysans, le pouvoir socialiste. C'est pour ce renforcement que le peuple chinois se mobilise aujourd'hui, et pour sa victoire il doit maintenir la ligne fondamentale du Parti.

## « la justesse de la ligne politique et idéologique est déterminante en tout »

C'est aussi ce qu'ont prouvé par leur expérience pratique les travailleurs de Chache dont nous venons de parler. Ils ont donné la priorité à l'agriculture, ils ont su trancher entre les deux voies : voie socialiste ou voie capitaliste. Ils ont su appliquer là ce que disait Lénine : « Sans une position politique juste, une classe donnée ne peut maintenir sa domination, et, par conséquent, elle ne peut pas non plus s'acquitter de sa tâche dans la production ».



Si aujourd'hui les masses travailleuses de la Chine sont aptes à déterminer la ligne juste, à « édifier une muraille d'airain pour combattre et prévenir le révisionnisme », à « faire la révolution et promouvoir la production », c'est parce qu'elles ont suivi, appliqué la ligne fondamentale de leur Parti, le Parti Communiste Chinois ; c'est parce que ce Parti les a éduquées pour qu'elles prennent chaque jour mieux leurs affaires en main, pour que la politique devienne véritablement l'affaire des masses.

Si le mouvement de lutte actuel ne manque pas de similitudes avec la lutte contre la clique révisionniste de Liu Chaochi, il y a cependant des différences importantes avec la Révolution Culturelle. En effet, on pourrait croire, avec ces similitudes, que les mouvements de lutte menés précédemment, de la Révolution Culturelle au mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius ont échoué, qu'aujourd'hui les communistes chinois, le peuple chinois repartent de zéro. Mais si l'on examine bien la situation actuelle on constate d'importants changements significatifs des progrès réalisés dans l'édification socialiste.

En effet, lors de la Révolution Culturelle, le peuple s'était progressivement, massivement mobilisé pour critiquer et écraser une ligne révisionniste constituée, installée dans le

Parti lui-même et dont les représentants étaient à l'offensive pour usurper le pouvoir. Déjà, leur ligne avait triomphé dans un certain nombre de secteurs, par exemple l'université, et puis Mao n'avait-il pas dénoncé également le fait que «dans une majorité assez grande des usines, la direction n'est pas entre les mains de vrais marxistes, ni des masses ouvrières»? Avec la révolution culturelle, le peuple chinois a fait un premier apprentissage de la critique de masse. Sous la direction de leur Parti, les masses ont alors largement discuté, débattu pour savoir si la contradiction principale était toujours entre bourgeoisie et prolétariat ou si avec le socialisme c'était l'extinction de la lutte de classes. C'est en s'appuyant sur les masses, sur leur détermination à poursuivre la révolution, que le PCC a pu triompher de la voie révisionniste de Liu Chaochi.

Depuis la révolution culturelle, le peuple chinois a de mieux en mieux appris quel était son pouvoir, que c'était lui, sous la direction de son Parti armé d'une ligne révolutionnaire, qui décidait de l'avenir du pays, que c'était à lui qu'incombait la tâche de débusquer partout les erreurs révisionnistes, de les critiquer pour les rectifier avant qu'elles ne se transforment en ligne constituée, structurée politiquement. Avec le mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius, et les vastes mouvements d'éducation de masse qui l'ont accompagné, avec l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat, les travailleurs chinois ont chaque jour mieux appris à maîtriser la théorie marxiste-léniniste, à défendre leur pouvoir. C'est parce qu'ils ont compris fondamentalement que la ligne politique est déterminante en tout qu'ils se sont engagés dans la voie de la lutte de classes quotidienne, qu'ils mènent à chaque instant la lutte entre les deux voies, qu'ils appliquent le principe soigner la maladie pour guérir l'homme. C'est à travers ces différents mouvements de lutte et d'éducation que les masses populaires chinoises ont considérablement élevé leur niveau théorique, montrant aujourd'hui leur aptitude à distinguer le vrai marxisme du faux.

Et c'est le mouvement actuel contre le «déviationnisme de droite» qui montre les pas décisifs franchis par le peuple chinois depuis la révolution culturelle. Car s'il s'agit d'en défendre les acquis, de renforcer la lutte entre les deux voies qui se développe aujourd'hui, même si elle dénonce violemment les responsables au sein du parti engagés dans la voie révisionniste et particulièrement «un responsable engagé dans la voie capitaliste», ne s'en prend pas à une ligne fortement structurée, ayant de solides bases d'appui dans quelques secteurs de la société, mais à un courant, à un vent déviationniste de droite risquant justement d'amener la constitution de cette ligne, d'engager le peuple chinois sur une voie fautive. On voit ici comment le peuple chinois et son parti ont appris à débusquer les erreurs révisionnistes dès qu'elles apparaissent, à les critiquer pour les écraser avant qu'elles ne deviennent une ligne politique structurée pouvant usurper le pouvoir. La lutte actuelle contre le courant déviationniste de droite est donc un nouveau pas franchi dans la lutte contre le déviationnisme, dans l'édification du socialisme par les masses. Pas d'autant plus décisif que le peuple a su se mobiliser rapidement montrant sa grande capacité politique, sa maîtrise de la théorie marxiste-léniniste, sa volonté de renforcer la dictature du prolétariat.

## la lutte au sein du parti

Sous le socialisme, la lutte de classes se poursuit, et la bourgeoisie, avide de reprendre le pouvoir, tente d'infiltrer

le parti communiste, d'y installer des agents. Parlant de la lutte entre voie socialiste et voie capitaliste, Mao expliquait en 1962 : «Il faut comprendre que cette lutte sera longue et complexe, redoubler de vigilance et poursuivre l'éducation socialiste. Il faut comprendre et résoudre correctement les problèmes posés par les contradictions de classes et la lutte des classes, distinguer les contradictions entre l'ennemi et nous, et les contradictions au sein du peuple, puis leur donner une juste solution ... Dès maintenant, nous devons parler de cette question jour après jour, mois après mois, année après année, afin d'en avoir une compréhension suffisamment claire et de suivre une ligne marxiste-léniniste».

C'est en menant cette lutte qu'aujourd'hui les communistes chinois peuvent mettre en accusation «ce responsable engagé dans la voie capitaliste qui, avant la grande révolution culturelle prolétarienne, a emboîté le pas à Liu Chaochi dans la pratique du révisionnisme et s'est opposé à tous les mouvements révolutionnaires socialistes, qui fut critiqué au cours de la grande révolution culturelle mais refuse de s'amender. Il a juré du bout des lèvres de ne jamais remettre en cause les conclusions établies, mais une fois revenu à son poste de travail, il a récidivé, continuant de suivre la voie capitaliste». La responsabilité de ce courant déviationniste de droite est claire, elle incombe à Teng Siao Ping. Mais s'il est indispensable pour les communistes chinois de s'en prendre directement aux membres du parti engagés dans la voie capitaliste, surtout s'ils ont des responsabilités importantes, c'est principalement contre le courant erroné qu'ils impulsent que la lutte se mène, que le peuple doit se mobiliser.

Et là encore, nous voyons en application l'un des acquis du mouvement communiste chinois. La lutte entre les deux voies au sein du Parti se mène constamment, elle n'est pas niée, réprimée, mais considérée comme une chose positive. «Le marxisme, lui aussi, s'est développé au cours de la lutte». Il faut que les conceptions fausses s'expriment pour être mieux critiquées, combattues, pour que la ligne juste se renforce et progresse. C'est pourquoi aujourd'hui le responsable engagé dans la voie capitaliste n'est pas nominalement dénoncé. A travers lui, c'est le courant déviationniste qui est mis en accusation, que les masses doivent prendre à partie. Pour lui, il reste la possibilité d'une autocritique sincère et non «du bout des lèvres», d'une rectification avec l'aide des révolutionnaires chinois. C'est par la méthode unité-critique et autocritique-unité que les communistes chinois aident ceux qui se sont engagés dans la voie capitaliste à comprendre leurs erreurs, à les rectifier pour travailler au renforcement de la dictature du prolétariat. Mais si ce responsable du courant droitier persiste dans ses erreurs, il sera soumis au feu de la critique de masse, il sera écarté des postes dirigeants et tout sera mis en œuvre pour le rééduquer. Ce mouvement de critique sera pour le peuple chinois l'occasion de s'aguerrir encore plus dans la maîtrise de la théorie marxiste-léniniste.

Poursuivre et approfondir la révolution culturelle, c'est donc bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui en Chine, mais en franchissant de nouveaux pas, décisifs dans l'éducation révolutionnaire des masses, dans l'avancée de l'édification socialiste. Le mouvement de lutte actuelle ne peut donc que renforcer notre confiance dans l'immense capacité des masses à prendre leurs affaires en mains. Le pouvoir socialiste en Chine n'est pas en danger : loin de là, il se renforce de jour en jour, en prenant fermement appui sur les masses révolutionnaires de tout le pays, en suivant la ligne révolutionnaire du Parti Communiste Chinois sous la direction de Mao Tsé-toung.



EXTRAITS DE PÉKIN INFORMATION N° 5 - 30 JAN-  
VIER 1976

### LE PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG TRAITE DE LA LUTTE CONTRE L'ÉCONOMISME.

LA POLITIQUE EST LE COMMANDEMENT ET L'ÂME.  
LE TRAVAIL POLITIQUE EST VITAL POUR TOUT NOTRE  
TRAVAIL DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE.

*Sans vue politique juste, on est comme sans âme.  
«De la juste solution des contradictions au sein du peuple»*

*Le travail politique est vital pour tout notre travail dans  
le domaine économique, à plus forte raison dans la période  
de transformation radicale du régime socio-économique.*

*Note sur l'article : «Une sérieuse leçon», L'Essor du socialisme  
dans les campagnes chinoises.*

*La lutte révolutionnaire sur les fronts de l'idéologie et  
de l'art doit être subordonnée à la lutte politique, car les  
besoins des classes et des masses ne peuvent trouver  
leur expression concentrée que par l'intermédiaire de la  
politique.*

*«Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à  
Yenan»*

IL FAUT FAIRE DE PLUS GRANDS EFFORTS DANS  
LA LUTTE POLITIQUE SANS TRANSFORMATIONS  
POLITIQUES, TOUTES LES FORCES PRODUCTIVES  
CONDAMNÉES À LA RUINE.

*...Il nous faut conduire actuellement les paysans à porter  
leurs plus grands efforts sur la lutte politique pour renverser  
complètement le pouvoir des propriétaires fonciers. Puis nous  
devons commencer sans tarder la lutte économique pour résoudre  
d'une manière radicale le problème de la terre et les autres  
problèmes économiques de la paysannerie pauvre.*

*Ayant créé leurs propres organisations, les paysans ont  
consacré leurs premiers efforts à dépouiller de son prestige  
politique la classe des propriétaires fonciers, en particulier  
les despotes locaux et les mauvais hobereaux, c'est à dire à  
renverser le pouvoir des propriétaires fonciers dans la société  
rurale et à y établir celui des paysans. C'est une lutte des plus  
sérieuses et des plus importantes. Dans la seconde période,  
celle de l'action révolutionnaire, cette lutte joue un rôle capital.  
Si elle n'est pas victorieuse, il est à coup sûr impossible de  
remporter la victoire dans la lutte économique pour la  
réduction des fermages et du taux d'intérêt, pour l'obtention  
des terres et des autres moyens de production, etc.*

*«Sur l'enquête sans le Hounan à propos du mouvement  
paysan».*

*Au cours de ces luttes, nous devons créer diverses  
organisations de masse, former des noyaux du Parti,  
constituer des unités armées au sein des masses de même  
que des organes du pouvoir populaire, élever rapidement au  
niveau des luttes politiques les luttes économiques des  
masses et amener les masses à participer à l'édification  
des bases d'appui.*

*«Établir de solides bases d'appui dans le Nord-Est».*

*Quand vous venez d'entrer dans une ville, ne lancez pas à  
la légère les mots d'ordre pour l'augmentation des*

*salaires et la réduction des heures de travail. En temps de  
guerre, c'est déjà fort heureux si la production peut continuer  
et si les heures de travail et le niveau des salaires peuvent être  
maintenus tels quels. Qu'il soit possible ou non, plus tard,  
de réduire les heures de travail et d'augmenter les salaires  
dans une mesure appropriée, cela dépendra des conditions  
économiques, c'est à dire de la bonne marche des entreprises.*

*«Télégramme au commandement du front de Louyang après  
la reprise de la ville»*

REDOUBLEZ DE VIGILANCE À L'ÉGARD DES «BALLE  
ENROBÉES DE SUCRE»

*Il peut y avoir des communistes que l'ennemi armé n'a pu  
vaincre, qui se conduisaient devant l'ennemi en héros dignes  
de ce nom, mais qui, incapables de résister aux balles  
enrobées de sucre, tomberont sous ces balles. Nous devons  
prévenir pareil état de choses.*

*«Rapport à la deuxième session plénière du Comité Central  
issu du 7ème congrès du Parti Communiste Chinois»*



EXTRAITS DE PÉKIN INFORMATION N° 49 - 10 DÉ-  
CEMBRE 1973

CRITIQUE DE LIN PIAO

L'ESSENCE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DE LA «THE-  
ORIE DES FORCES PRODUCTIVES»

*Lancée et dirigée par le grand dirigeant du peuple  
chinois, le président Mao en personne, la Grande Révo-  
lution culturelle prolétarienne avait, en 1969, remporté de  
brillants succès : le quartier général bourgeois dirigé par  
Liou Chao-Chi était détruit et la dictature du prolétariat  
en sortait considérablement renforcée dans notre pays.  
Une question se posa alors : était-il bien nécessaire de  
poursuivre la révolution socialiste ?*

DEUX RÉPONSES, REFLETS DE DEUX LIGNES DIFFÉ-  
RENTES

A cette question, il existe deux réponses diamétralement opposées. Le président Mao a fait remarquer : « Nous avons déjà remporté de grandes victoires. Mais la classe vaincue se débatta encore. Ces gens sont toujours là et cette classe aussi. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas parler de victoire finale. Même pour les prochaines décennies. Il ne faut pas relâcher notre vigilance ». Comme l'a fait ressortir le rapport politique du IXe congrès, qui a été élaboré sous la direction personnelle du président Mao, la révolution n'est pas encore finie. Le prolétariat doit continuer à avancer et mener à son terme la révolution socialiste dans le domaine de la superstructure.

Telle est la réponse marxiste-léniniste que l'on peut faire en se basant sur la théorie et l'expérience pratique de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat.

Lin Piao, en collusion avec Tchen Po-ta, s'opposait à la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat ; dans le rapport politique qu'ils avaient préparé pour le IXe congrès, ils soutinrent qu'après ce Congrès la tâche principale serait de développer la production. Bien entendu, ce rapport politique fut rejeté par le Comité Central.

Rien de neuf au fond dans ce fatras sorti par Lin Piao et Tchen Po-ta ; ils nous resservaient simplement la chanson composée par Liou Chao-chi.

« DEVELOPPER LA PRODUCTION » : DE LA POUDRE AUX YEUX

Le président Mao a repris l'héritage du marxisme-léninisme, il l'a défendu et développé ; il a fait le bilan de l'expérience historique de la dictature du prolétariat en Chine comme à l'étranger. Il a tracé pour notre Parti la ligne fondamentale pour toute la période historique du socialisme. Déjà, à la deuxième session plénière du Comité Central issu du VIIIe Congrès du Parti, il avait fait remarquer : quand la révolution chinoise aura triomphé dans tout le pays et que le problème agraire aura été résolu, deux contradictions fondamentales n'en subsisteront pas moins en Chine. La première, d'ordre intérieur, est la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. La seconde, d'ordre extérieur, est la contradiction entre la Chine et les pays impérialistes. Il a dirigé le Parti et le peuple tout entier dans la grande révolution socialiste et dans la grande édification du socialisme. En 1962, à la dixième session plénière du Comité central issu du VIIIe Congrès, il poussa plus loin encore son bilan de l'expérience historique de la dictature du prolétariat en Chine comme à l'étranger et exposa de manière encore plus complète la ligne fondamentale suivante : « La société socialiste s'étend sur une assez longue période historique, au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, de même que le danger d'une restauration du capitalisme. Il faut comprendre que cette lutte sera longue et complexe redoubler de vigilance et poursuivre l'éducation socialiste. Il faut saisir et résoudre correctement les problèmes concernant les contradictions de classes et la lutte des classes, distinguer, d'une part, les contradictions entre l'ennemi et nous, d'autre part, les contradictions au sein du peuple, puis leur donner une juste solution. Sinon, un pays socialiste comme le nôtre se transformera en son contraire : il changera de nature et verra la restauration du capitalisme. Dès maintenant, nous devons parler de cette question, jour après jour, mois après mois, année après année, afin d'en avoir une compréhension suffisamment claire et de suivre une ligne marxiste-léniniste ».

Est-ce que le prolétariat et le reste du peuple travailleur souhaitent développer la production ? Bien sûr ! Notre principe, c'est : faire la révolution et promouvoir la pro-

duction. Ce grand principe explique de manière correcte les rapports existant entre la révolution et la production, entre l'esprit et la matière, entre la super-structure et la base économique, entre les rapports de production et les forces productives. C'est la politique qui commande ; elle est l'âme de tout. « Le travail politique est vital pour toute notre activité dans le domaine économique ». « L'économie est la base, la politique l'expression concentrée de l'économie ». C'est précisément pour consolider plus encore la base économique du socialisme et pousser plus avant le développement des forces productives socialistes que nous devons mener à bien la révolution dans le domaine de la superstructure, stigmatiser le révisionnisme et consolider la direction du prolétariat. Comme la pratique l'a prouvé, chaque nouvelle vague de la révolution socialiste entraîne inmanquablement un nouvel essor de la production.

UN ORIPEAU REVISIONNISTE QUE L'ON SE REPASSE DE MAIN EN MAIN

Parler seulement de « développer la production » et ne pas vouloir continuer la révolution : cette « théorie » de Lin Piao et de son groupe n'a rien d'original. Ils reprenaient ainsi la théorie bien connue des forces productives, bible des premiers révisionnistes.

D'après la théorie des forces productives, le développement social est uniquement le résultat naturel du développement de ces dernières, et en particulier du développement des moyens de production. Des forces productives hautement développées donnent spontanément naissance à un nouveau système social. Et si les forces productives ne sont pas encore suffisamment développées, la classe révolutionnaire avancée ne doit pas et ne peut absolument pas déclencher une révolution sociale.

D'après cette théorie, dans un pays où le capitalisme ne s'est pas largement développé, où les forces productives n'ont pas encore atteint un niveau très élevé et où l'économie rurale est encore arriérée et dominée par la petite production, le prolétariat et le reste du peuple révolutionnaire ne doivent pas et ne peuvent absolument pas déclencher une révolution socialiste.

D'après cette théorie, étant donné ses forces productives sociales hautement développées, le capitalisme peut « évoluer vers le socialisme » et, par conséquent, il n'y a nul besoin de recourir à la révolution violente, ni même de faire la révolution prolétarienne ni d'établir la dictature du prolétariat.

Là où les forces productives sont sous-développées, continue cette théorie, le prolétariat, même là où il a pris le pouvoir politique, doit tout d'abord aider le capitalisme à se développer. C'est seulement lorsque le capitalisme sera pleinement développé et que les forces productives sociales auront atteint un très haut niveau que l'on pourra parler du passage à une société socialiste.

Et toujours d'après cette théorie des forces productives, sous la dictature du prolétariat, avec l'accomplissement pour l'essentiel de la transformation socialiste de la propriété des moyens de production, on a réglé la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme ; alors que la tâche du Parti et de l'Etat ne consiste plus qu'à développer la production et il n'est plus besoin de continuer la révolution.

Tous ces sophismes à cent pour cent révisionnistes ont mutilé, déformé et truqué les principes fondamentaux du marxisme-léninisme concernant les rapports réciproques entre les forces productives et les rapports de production, entre la base économique et la superstructure.

Marx disait que « le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même ». Lénine disait que « la première force productrice de toute l'Humanité, c'est l'ouvrier, le travailleur ». Le président Mao a fait remarquer qu'« il n'y a rien de plus précieux que tous les biens du monde, l'homme est le plus précieux ».

# PORTUGAL



## questions sur le 25 novembre

Dans notre dernier numéro, nous avons donné une vue chronologique des événements du 25 novembre à Lisbonne, qui sont à l'origine de la situation politique régnant actuellement dans le pays. Une fois donné le canevas, des interrogations fondamentales demeurent : qui a eu l'initiative ? Pourquoi ? De quelle façon les différentes forces politiques ont-elles participé aux événements, se sont-elles situées par rapport à eux ? Quelle liaison existe entre ces forces et les différents courants politiques existant à l'époque dans l'armée portugaise ?

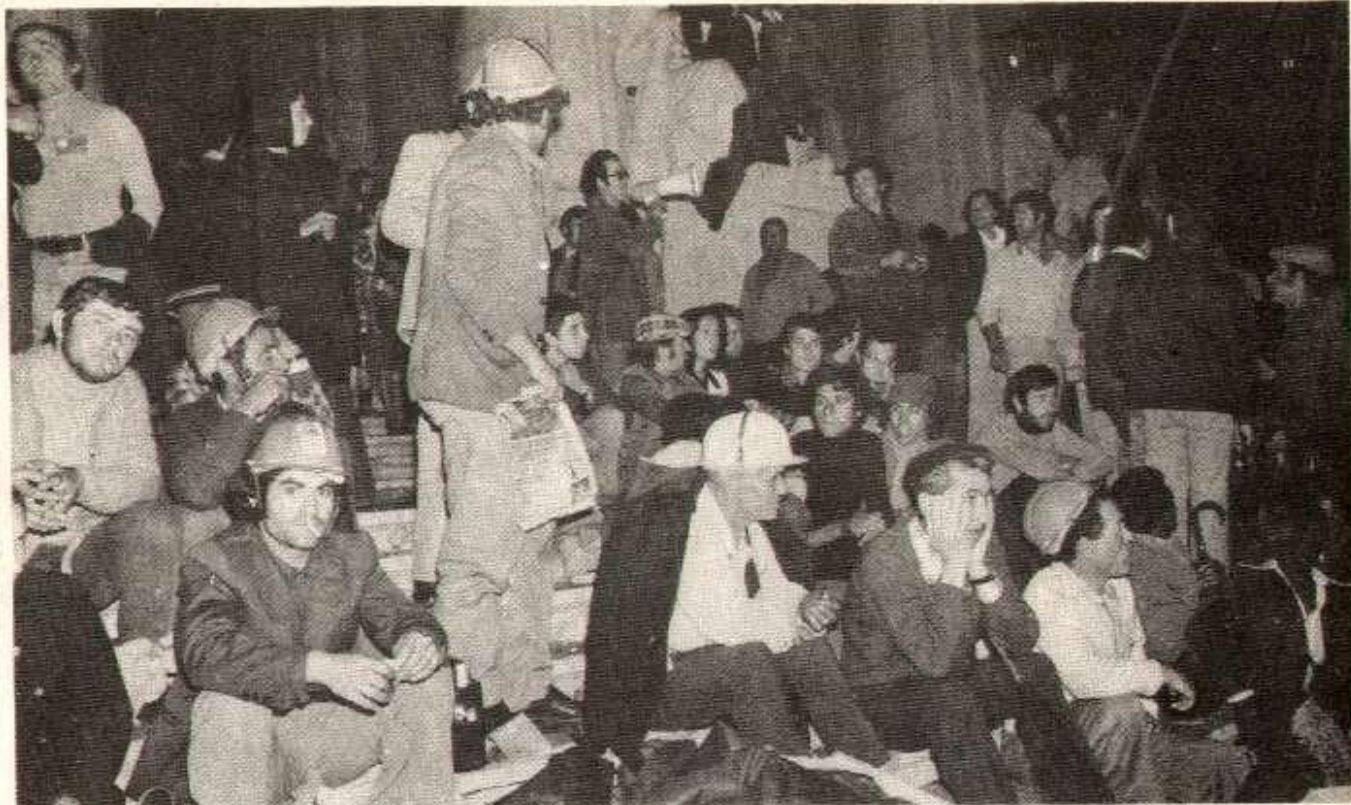
Pourquoi, trois mois après, reparler des événements du 25 novembre au Portugal ? Parce que, ce jour là, s'est dessiné le Portugal tel qu'il apparaît aujourd'hui. C'est une première raison. Mais surtout parce que, des mois durant, le Portugal, à cause de sa proximité géographique, de facteurs politiques communs (tels que la forte présence du parti révisionniste), a constitué un pôle d'intérêt, non seulement pour les révolutionnaires, ou ceux qui se prétendent tels, mais aussi pour de larges masses de travailleurs.

À l'interrogation : la révolution, est-ce possible ? Et «quelle révolution ?», largement présente dans notre peuple, le Portugal a semblé apporter une possibilité de réponse, ou en tout cas

constituer une expérience qu'il importait de suivre pour en bien tirer la leçon. Or, le 25 novembre, au pied du mur, au moment où les rapports de forces militaires basculent, les différentes forces politiques se révèlent pour ce qu'elles sont. Poser la question du 25 novembre, c'est poser la question de tout ce qu'on a appelé «la révolution portugaise». Ceci dans le but d'en tirer, au-delà de toutes les particularités de la société portugaise, les leçons pour notre propre révolution.

La nuit du 25 novembre, on s'en souvient, est celle où des forces militaires réduites (quelques centaines de soldats des «commandos» de la caserne d'Amadora entreront seuls en action) sont parvenues à stabiliser, au profit des forces traditionnelles de la bourgeoisie portugaise et impérialismes occidentaux, une situation politique et militaire qui semblait leur échapper totalement.

Points de départ immédiats de la crise : deux événements. La décision du conseil de la révolution, dominé alors par les officiers sociaux démocrates du «groupe des neuf» d'enlever à Otelo de Carvalho le commandement de la région militaire de Lisbonne, pour le confier à un membre de ce groupe : Vasco Lourenço. Carvalho, une des figures de proue du «Mouvement des Forces Armées», était l'officier le plus représen-



tatif de ce courant qui refusait tout à la fois le pouvoir des anciennes classes et n'envisageait qu'avec méfiance une prise du pouvoir par le P«C»P. Deuxième initiative, celle des parachutistes de la base militaire de Tancos, qui occupent sans coup férir plusieurs bases aériennes, y compris l'état-major de l'armée de l'air.

C'est alors que les «Commandos» vont se mettre en mouvement. C'est alors que les régiments de la région militaire de Lisbonne, réputés «de gauche» (encore faut-il voir ce qui se cache derrière cette étiquette bien vague), tomberont les uns après les autres, sans offrir aucune résistance, sauf, par accident et très temporairement, celui de la Police Militaire.

Comprendre les événements qui ont conduit à cette situation apparemment paradoxale, c'est avant tout examiner la situation politique au moment où ils se sont déclenchés.

Depuis le mois de septembre, le pouvoir central (gouvernement, «conseil de la révolution», a échappé aux mains du P«C»P et des officiers les plus proches de lui, le groupe formé autour de Vasco Gonçalves, ancien premier ministre (les «Gonçalvistes»); il se trouve désormais majoritairement entre les mains d'un groupe d'officiers constitué autour du major Melo Antunes, dit «groupe des neuf». Si, au mois de septembre, P«C»P et «Gonçalvistes» ont dû céder la place, c'est bien évidemment qu'ils ne pouvaient faire autrement.

Dans le courant de l'été, les propriétaires fonciers et l'ancienne bourgeoisie ont su exploiter habilement le mécontentement des paysans et d'autres couches (y compris ouvrières) de la population du nord du pays. Isolés petit à petit sur le plan politique (la classe ouvrière de la région de Lisbonne, forte de l'expérience de leur gestion capitaliste, ne leur accorde guère non plus sa confiance à ce moment-là), l'initiative du «groupe des neuf» qui demandent leur départ va en même temps les isoler dans l'armée: il existe alors, parmi les cadres de l'armée qui sont pour l'essentiel restés en place depuis le régime fasciste, suffisamment d'officiers ordinairement réactionnaires pour se saisir de l'occasion et mettre en minorité les courants auxquels le cours de la lutte des classes les avait contraints jusque là à se soumettre. On aurait pu penser, alors, que la «normalisation» commençait, qu'il ne restait plus aux «neuf» et à la droite militaire, au parti socialiste et à la réaction classique, qu'à transcrire sur le plan civil ce qui semblait acquis dans l'armée, à réduire les mouvements populaires existants dans les usines, les quartiers pauvres de la capitale, ainsi que dans les grands domaines agricoles du sud. Le contraire s'était pourtant produit.

Pendant ces trois mois, et de plus en plus fortement dans le courant de novembre, le mouvement des masses est venu mettre en échec ce projet. Pour le comprendre, il suffit par exemple de constater que beaucoup des mesures qui entrent aujourd'hui en vigueur étaient déjà à l'état de projets à partir de

septembre: ainsi, dans le domaine de l'information, rendre à leurs anciens propriétaires réactionnaires Radio Renaissance et le journal *República*; dans le domaine militaire, démobiliser une masse de soldats politisés pour mettre sur pieds une armée de métier capable de jouer son rôle anti-populaire dans la lutte des classes, etc... A la fin novembre, c'est plutôt au résultat inverse qu'on est parvenu: fait sans précédent, 30 000 maçons, soutenus par d'autres travailleurs, encerclent pendant 48 heures le gouvernement et le contraignent à céder sur leur cahier de revendication. Les grandes fermes du sud sont toujours occupées. Les soldats qui, ont «fait» le 25 novembre, et continué à servir dans des casernes où ils ont pu se saisir de la politique, et se proclamer «fils du peuple» ou «toujours aux côtés du peuple» sont toujours là. Ce sont ceux du régiment de la Police Militaire qui, chargés spécialement de garder le palais du gouvernement, se sont solidarisés avec les maçons, permettant que leur action se déroule sans rencontrer la répression. Ce sont ceux du régiment de Cascais (de la banlieue), qui, envoyés par le gouvernement occuper les studios de Radio Renaissance, ont quelques heures après pris le parti des travailleurs de la station, et émis avec eux un communiqué commun.

Peu après la prise du pouvoir par les «neuf», cette insoumission permanente s'est étendue au nord, jusque là épargné, où les soldats d'un régiment, dissous par le commandant réactionnaire de la région, ont réussi à faire rapporter la mesure au terme d'une lutte



de plusieurs jours, qui a bénéficié du soutien de nombreuses casernes du nord et du centre. Au sud, à la base aérienne de Beja, la jonction, à l'occasion d'un fait de répression dans l'armée, commence à se faire entre les soldats et les ouvriers agricoles et paysans pauvres, qui leur ont apporté leur soutien : les soldats commencent à s'organiser pour aider les paysans au travail des champs. Au départ, la mutinerie des parachutistes de la base de Tancos n'est qu'un nouvel épisode de ce mouvement : envoyés plastiquer l'émetteur de Radio Renaissance, sur ordre gouvernemental, ils déclarent après réflexion qu'on leur a fait faire une action réactionnaire, et refusent de se soumettre aux ordres de ceux qui la leur ont commandé.

Tant que, dans l'armée, cette situation n'est pas réglée au profit de la bourgeoisie, on voit que toute répression du mouvement des masses demeure impossible. Le recours à la police lui-même est hasardeux : on verra, lorsqu'elle intervient au ministère de l'information, pour en chasser les travailleurs qui l'occupent, les soldats du RALIS (le «régiment rouge» le plus célèbre de Lisbonne), encercler à leur tour la police, qui dans ces mois se fait plutôt discrète, tâchant de faire oublier ses crimes de la période fasciste en attendant des jours meilleurs pour elle. Une fois de plus, le mouvement des soldats, le mouvement des masses qu'il protège, en mettant en cause l'autorité du gouvernement, déterminent une crise politique au Portugal. La résoudre, sans quelque sens que ce soit, c'est bien évidemment régler d'abord le problème de l'armée, pilier essentiel du pouvoir, qui depuis des mois ne parvient plus à jouer ce rôle au service de la bourgeoisie.

### HYPOTHÈSES

Sur cette toile de fond, plusieurs explications politiques des événements du 25 novembre sont possibles. S'agit-il d'un coup militaire monté par le parti révisionniste, avec pour instrument les officiers «gonçalvistes», et qui aurait échoué ? Au contraire, est-ce purement et simplement une affaire manipulée de bout en bout par le «groupe des neuf» et la majorité du Conseil de la Révolution ?

Dans la première hypothèse, l'alliance aurait-elle été effective avec les officiers dits «progressistes», plus indépendants du parti révisionniste, et sensibles au mouvement des masses, dont Otelo de Carvalho donne une assez bonne image ? Le dernier point de vue est celui qui ressort du «relatório», rapport officiel établi par les vainqueurs, des événements du 25 novembre, par exemple, il coïncide assez bien avec ceux de certains groupes isolés qui ne voient, de bout en bout, au Portugal, que la main

de Moscou : «coup prosoviétique», dirait-on alors. Ceux, d'autre part, qui ne voient dans la «gauche portugaise» qu'un tout, privilégient l'unité avec le P«C»P et ne saisissent pas les contradictions qui l'opposent, non seulement aux masses, mais aussi à certains groupes d'officiers, peuvent se rallier à l'idée d'un coup manipulé de part en part par la «droite», et dont toute cette «gauche» aurait été victime.

### CERTITUDES

Plusieurs faits méritent d'abord d'être nettement établis. D'une part, il est parfaitement exact que la majorité du conseil de la révolution («groupe des neuf» + droite militaire) se préparaient à l'épreuve de force. Les officiers du régiment de parachutistes de Tancos, mutinés, ont été regroupés au nord, dans l'ancienne base de l'OTAN de Cortegaça. Ils ont emmené avec eux tous les appareils ; ils sont rejoints par les parachutistes qui rentrent à ce moment d'Angola, et qui ne sont pas encore «contaminés» par l'atmosphère des casernes portugaises. D'autre part, le régiment des «commandos», qui sera au cours de la nuit le fer de lance de l'opération contre les casernes «de gauche» est renforcé depuis plusieurs jours par des mercenaires : les journaux ont même publié leur solde, dix fois supérieure à celle de l'homme de troupe ordinaire. On les verra, au soir du 25 novembre, dans leurs uniformes flamboyants neufs, aux alentours du palais présidentiel, où le régiment charge la foule. Enfin et surtout, dans cette même caserne, depuis le lundi 24 novembre, a été constitué un état-major de combat, qui dirigera les opérations du lendemain soir. Incontestablement, «à droite», on est prêt à l'action : le mardi matin, le Conseil de la révolution rendra publique sa décision : le remplacement d'Otelo de Carvalho par Vasco Lourenço à la tête de la région militaire de Lisbonne est confirmé.

### LES GONÇALVISTES

Proches du P«C»P pendant toute la période allant jusqu'au mois de septembre, gouvernant à l'époque en étroite relation avec lui, ce groupe d'officiers, qui a vu le 6ème gouvernement dissoudre son principal centre de regroupement, la «cinquième division de l'état-major», a incontestablement joué un rôle dans les événements. C'est l'un des leurs, Paulino, que l'on retrouve chez les parachutistes mutinés qui ont décidé de se lancer à l'assaut des bases aériennes de la région. C'en est un autre, Duran Clemente, qui «occupera» les studios de la télévision (qu'au demeurant il est normalement chargé de garder). Dans une lettre au «*Diario de Lisboa*», ce capitaine confirmera après coup qu'une réunion de ces officiers s'est bien tenue dans la nuit du lundi, et qu'ils ont décidé de demander aux parachutistes de «faire quelque chose». Il semble exact que ce groupe d'officiers a donné à la droite le prétexte qu'elle attendait pour intervenir.

### AUTRE POINT INCONTESTABLE

Les commissions de soldats, politiquement progressistes, ne sont dans aucun coup : les représentants d'une vingtaine d'unités se sont en effet réunis le samedi : ils ont repoussé tout «coup d'état», d'où qu'il vienne ; à quel point ces organismes sont étrangers aux événements, c'est ce que montre leur appel à une manifestation contre le départ d'Otelo... pour le jeudi 27, soit deux jours après que tout aura été réglé (naturellement, cette manifestation n'a jamais eu lieu) !

### LES OFFICIERS «PROGRESSISTES» INDEPENDANTS DU P«C»P

Eux, ne sont pas non plus prêts à une quelconque action : à preuve, le fait qu'Otelo de Carvalho, leur principal





leader, au lieu de se rendre au siège de l'organisme militaire qu'il dirige, le «COPCOM», et d'où il aurait pu donner des ordres, préférera passer la nuit au palais présidentiel, avec le conseil de la révolution dont la majorité est elle, en train d'agir. Aucune des casernes qu'ils dirigent ne se mettra en mouvement dans la nuit décisive.

Enfin un dernier point, extrêmement important pour juger du rôle des différentes forces politiques : le régiment des fusiliers marins, unité capable militairement d'écraser sans peine les «commandos» qui agissent pour le compte de la droite, ne bougeront pas d'un pouce cette nuit-là, et répondront même négativement à tous les appels qui leur parviennent, notamment en provenance du RALIS, à partir du moment où la gravité de la situation commence à apparaître, et où les officiers progressistes indépendants envisagent une action d'arrêt des commandos à condition que les fusiliers marchent ! Or ce régiment, est, de toute la région militaire, celui qui est le plus étroitement sous le contrôle du P«C»P. Martins Guerreiro, officier de marine membre du parti révisionniste, leur a lui-même transmis la consigne de ne rien faire. Dès une heure du matin, dans la nuit du 25 au 26, alors que les commandos interviennent successivement contre toutes les casernes «de gauche», le parti révisionniste publie un communiqué : «Il faut chercher une solution politique à la crise», indiquant nettement par là qu'il est contre toute riposte militaire.

#### QUESTIONS POLITIQUES

Le rôle joué par les officiers «gonçalvistes», réputés proches du P«C»P, l'attitude adoptée par ailleurs par ce dernier, posent la question centrale : quel jeu le parti révisionniste a-t-il joué le 25 novembre ? Pour y répondre, il faut examiner la tactique de ce parti avant et après le coup d'état.

Chassé de sa position dominante au mois de septembre, par la social démocratie et la droite (surtout la première, à l'époque), le parti révisionniste ne se résigne pas. D'une part, il conserve encore un pied dans l'appareil d'Etat (au gouvernement, au conseil de la révolution) ; même si le parti socialiste entreprend de le chasser d'un certain nombre de ses places, dans les provinces, dans les ministères, etc... il est encore puissant, l'appareil qu'il a mis en place est loin d'être démantelé. D'autre part, sa position très minoritaire dans les organes du pouvoir central va lui permettre de jouer, vis-à-vis des masses, un double jeu, de se présenter comme une opposition (ce qu'il est en train de devenir) de gauche (ce qui est faux). Alors que, dans les mois précédents, parti de gouvernement, il s'opposait ouvertement aux aspirations des masses, en contradiction sur nombre de points avec le projet de capitalisme d'état qu'il tentait de mettre en place, il va au contraire au maximum «coller au mouvement», faire tous ses efforts pour refaire le terrain perdu dans la classe ouvrière, dans les masses populaires qui ont tendu, dans la dernière période, à échapper à son emprise.

Agissant de la sorte, il va mettre à profit l'indignation suscitée assez largement dans les masses par les mesures réactionnaires du nouveau gouvernement. Profitant des incertitudes politiques de l'extrême gauche, il va même jusqu'à passer alliance, une courte période, avec une partie d'entre elle : Le «Front Uni Révolutionnaire», ainsi constitué, devra cependant rapidement se passer de ses services. A la fin du mois de novembre, il apparaîtra ainsi à beaucoup de travailleurs comme la seule force «à gauche» du gouvernement capable d'offrir une alternative. Le 16 novembre, à Lisbonne, il parviendra de la sorte à rassembler une manifestation très importante, alors qu'en septembre il en était à faire moins que l'extrême-gauche rassemblée pour soutenir les officiers «progressistes».

Derrière cette apparence de gauche, se cache cependant un projet politique, qu'il faut mesurer exactement : très rapidement, le P«C»P en est venu à formuler son mot d'ordre pour la période : «gouvernement de gauche», c'est à dire rupture de l'alliance entre le parti socialiste et la réaction classique, au profit d'une alliance PS-P«C». Non qu'il ait renoncé, à terme, à ses visées hégémoniques. Mais, se sachant haï des payans du nord, ayant mesuré l'opposition croissante à sa politique parmi les cadres de l'armée, il sait ne pouvoir gouverner qu'à condition de partager le pouvoir. Les classes exploiteuses traditionnelles, qui commencent à se renforcer, vont naturellement lui demander de faire ses preuves pour ce marché : de montrer sa capacité à maintenir dans des limites acceptables pour elles le mouvement de masses. Ainsi, se développe une contradiction, classique chez les partis révisionnistes, entre la nécessité pour le P«C»P de coller suffisamment au mouvement des masses pour les tromper, et en même temps de la maîtriser suffisamment pour remplir ses objectifs politiques. Ayant, un temps, mis l'accent sur le premier terme, le P«C»P se voit sommé par ceux-là même sur qui il peut fonder les plus grands espoirs de faire enfin ses preuves dans le second domaine : le major Melo Antunes, le week end précédant le 25 novembre, convoque spécialement le *Nouvel Observateur* pour lui donner une interview. Celle-ci peut se résumer comme suit : le P«C»P doit abandonner sa politique «gauchiste» de soutien apparent au mouvement des masses. Particulièrement, il doit laisser le Conseil de la Révolution «mettre de l'ordre» dans l'armée, avancer dans la construction d'un «état fort». A cette condition, il a pleinement sa place au pouvoir.

C'est saisi de cette offre très précise que le parti révisionniste laissera, dans la nuit du 25, les commandos agir à leur guise, «payant le prix» en assurant la neutralité des fusiliers marins. Que cette tactique ait ou non été concertée avec le major Antunes, comme l'hypothèse a pu en être parfois avancée, le résultat politique est, en tout cas, le même : l'opération de mise au pas de l'armée, annoncée publiquement dans le *Nouvel Observateur* par le major Antunes, est réussie, et le parti révisionniste y a apporté sa caution.

#### DINDONS DE LA FARCE

Et les «Gonçalvistes ?» que deviennent dans l'affaire, ces officiers pourtant si proches du P«C»P, qui avaient assez longtemps gouverné à ses côtés ? Incontestablement, ils se sont lancés dans une aventure. Cherchaient-ils réellement, ce faisant, à prendre le pouvoir ? Les circonstances de leur action (cen-

trée essentiellement autour des parachutistes), les objectifs que ce régiment assignait à son mouvement, permettent peut-être de répondre. Ce qui semble, c'est que, voyant la mesure d'exclusion de Carvalho de la région militaire de Lisbonne, considérant que cette éviction d'un allié possible mettait en cause d'une façon trop décisive le rapport des forces militaires au sein des officiers, ce groupe a imaginé d'utiliser les parachutistes de Tancos pour imposer un rééquilibrage, par un autre bout, du Conseil de la Révolution, organisme suprême du pouvoir à l'époque. Le but, clairement déterminé, était l'éviction de ce conseil du général qui y représentait l'aviation, connu pour ses positions de droite. Seul remplaçant possible : Costa Martins, proche du P«C»P ; alors, peut-être, aurait-on pu discuter sur la question de la région militaire. Telles sont apparemment, à ce moment, les limites de leur action. Une alliance directe avec les officiers «progressistes» leur aurait peut-être permis, temporairement, de réussir cet objectif. Les différentes rencontres qui ont pu avoir lieu avant le déclenchement de l'affaire des parachutistes de Tancos laissent cependant penser que cette unité n'a pas pu se réaliser. Au reste, comme le montre la réunion de l'inter-commission des soldats et marins, ceux-ci ne sont pas prêts à l'aventure.

Mais surtout, une question essentielle demeure : celle du rapport exact entre le P«C»P et ce groupe d'officiers, tellement proches de lui politiquement jusqu'à la fin de l'été 75, que beaucoup passaient avec vraisemblance pour être purement et simplement ses instruments. N'est-ce pas, finalement, l'attitude même de ce parti qui se trouve, dans la nuit du 25 novembre, à l'origine de l'échec de leur tentative ?

Certes, auraient-ils réussi, que la direction révisionniste se serait retrouvée à leurs côtés. Elle n'entendait pour autant pas se trouver engagée dans une entreprise jugée trop hasardeuse. Et le fond de sa politique pour la période n'était pas dans cette prise du pouvoir dont les gonçalvistes se trouvaient nostalgiques, mais, comme on l'a vu, dans «l'union de la gauche».

C'est que les rapports entre partis politiques et groupes d'officiers ne sont pas, au Portugal, après le 25 avril, essentiellement des rapports d'adhésion pure et simple des militaires aux différentes organisations. Il s'agit bien, plutôt, de tendances à l'intérieur de l'armée, proches politiquement de tel ou tel parti, mais qui ne font pas forcément sa politique jusqu'au bout. Ainsi, par exemple, le «groupe des neuf», s'il se rapproche sur beaucoup de points du parti socialiste, si, durant l'été 1975, il fait pour l'essentiel sa politique, s'en trouve nettement séparé après le 25

novembre : tandis que le PS poursuit sa politique d'alliance gouvernementale à droite, Melo Antunes et ses amis, eux, prônent de plus en plus ouvertement l'unité avec un parti révisionniste affaibli. De la même façon, Gonçalves et sa faction, qui gouvernaient avec le P«C»P, une fois chassés du pouvoir, ne poursuivent plus exactement les mêmes buts. Dès le mois de septembre, au moment où les contradictions dans l'armée se dénouent provisoirement par l'éviction du «camarade Vasco» (Gonçalves) le bruit court, très vraisemblable, que le P«C»P a «lâché» le premier ministre qu'il soutenait jusque là. Dès lors, les divergences vont aller en se précisant : si, dans la manifestation du 16 novembre, la dernière démonstration de force du parti révisionniste, certains groupes, plus particulièrement liés aux officiers gonçalvistes, réclament encore «le retour de Vasco», tel n'est pas, on l'a vu, le mot d'ordre central du P«C»P, pour qui il s'agit de mettre sur pied un «gouvernement de gauche» avec le PS, rééquilibré en sa faveur (et non le gouvernement «homogène» éphémère présidé par Gonçalves au courant de l'été).

Certes, durant la préparation du «coup de Tancos», le parti révisionniste dépêche auprès des militaires un membre de sa direction, qui au reste a complètement disparu depuis, et n'assistait même pas à sa dernière conférence nationale : Jaime Serra. Mais, dès après l'échec, qu'il a largement favorisé, ce parti se lancera dans une dénonciation effrénée des «gauchistes», dans lesquels les partisans de Gonçalves se trouvent allégrement rangés : campagne pleinement cohérente avec le mot d'ordre tactique de gouvernement commun avec le parti socialiste.

Au total, vu du côté des différentes forces politiques, le 25 novembre peut se résumer comme suit : pour le PS et la droite classique, c'est la «remise en ordre» tant espérée depuis des mois. Pour le P«C»P, c'est probablement l'occasion de se débarrasser de militaires, longtemps utiles (y compris après le mois de septembre, quand il s'agissait de refaire le terrain perdu au cours de l'été) mais devenus désormais un obstacle aux projets politiques en cours. Les «gonçalvistes auront été les dindons de cette farce».

Quand aux militaires dits «progressistes», ce que le 25 novembre met en lumière le plus crûment, c'est leur totale inefficacité, dès lors que la droite se met en mouvement, dès lors que l'alliance avec le parti révisionniste (fut-elle contradictoire) n'est plus possible pour eux. Dans le même mouvement, les forces petites bourgeoises qui, au sein du «Front Uni Révolutionnaire», fondaient tous leurs espoirs sur le putsch «de gauche», réalisé au moyen d'une alliance entre officiers progressistes et élé-

ments de l'armée plus ou moins proches du P«C»P, font les frais de l'opération : au lendemain du coup, elles s'effondrent sous le choc de l'échec décisif rencontré par leur tactique.

Trois mois après, que reste-t-il de la situation «révolutionnaire» connue par le Portugal après le 25 avril ? Essentiellement, une forte poussée de la droite traditionnelle, qui vient maintenant contrebattre les positions mêmes du parti socialiste. Une situation inextricable pour le parti révisionniste, dont la perspective d'alliance avec le PS s'éloigne de jour en jour.

Des mois durant, deux phénomènes essentiels sont venus contrarier la «révolution» en cours, donner ses limites politiques au mouvement des masses. D'une part, la forte influence révisionniste au sein de la classe ouvrière. Ayant tenté un temps de mettre en place son projet de capitalisme d'état, le P«C»P a suscité la désaffection vis-à-vis de sa politique au sein de la classe ouvrière, l'opposition frontale des paysans, le gain de forces de la réaction classique : ce n'est pas les nouveaux exploiters, les nouveaux oppresseurs, qui peuvent s'opposer aux anciens. Et cette leçon se confirme au moment où la réaction décide de porter son coup décisif. Le révisionnisme porte la responsabilité essentielle de l'offensive réactionnaire à laquelle le peuple portugais est aujourd'hui confronté. Son seul regret est de n'avoir pas été en mesure de la mener pour son propre compte.

D'un autre côté, les courants petits-bourgeois, représentés surtout, d'une façon spécifique au Portugal, par certains groupes d'officiers du «Mouvement des Forces Armées» (et, de ce point de vue, «Gonçalviste», «progressiste», et «groupe des neuf») sont plus proches qu'il n'y paraît, montrent aussi leur incapacité à réussir en lieu et place du prolétariat, une révolution qu'ils voudraient contrôler. Deux caractères essentiels les empêchent : d'une part, leur hésitation, leur incapacité congénitale, à résoudre par les armes la question de l'état. D'autre part, leur fascination devant le révisionnisme, seule force politique capable, malgré les contradictions qu'ils entretiennent avec lui, de proposer un projet politique cohérent dans lequel ils puissent se reconnaître.

Désormais, au Portugal, une fois ces obstacles mis en lumière par la réalité, la question se pose de la construction d'une authentique avant-garde prolétarienne, capable de mener à bien une révolution qui ne soit pas en dentelle. La vigueur dont a fait preuve des mois durant, le mouvement des masses, complètement absent des jeux de caserne du 25 novembre, en est la plus sûre des garanties.



## colloque contre le colonialisme français

Le samedi 6 mars, notre Parti prenait l'initiative d'un colloque contre le colonialisme français, auquel participaient diverses organisations représentant les peuples de ces pays : AGEG (Guadeloupe), AGEM (Martinique), ASEC (Comores), UEG (Guyane), UNECAS (Djibouti).

Pourquoi ce colloque ?

Notre Parti s'est toujours assigné pour tâche de lutter contre l'impérialisme français, sur tous les aspects de son oppression. Aujourd'hui, la France impérialiste possède encore à travers le monde quelques colonies qu'elle a affublées du nom de *départements* ou de *territoires d'outre mer*. Mais dans ces pays, les peuples se révoltent avec de plus en plus de force, contraignant au recul le colonialisme, le poussant à chercher d'autres solutions pour perpétuer sa domination. Il incombe aux révolutionnaires en France de soutenir ces luttes, de les populariser pour développer la solidarité de combat entre le peuple de France et les peuples des colonies.

Avec le colloque du 6 mars, nous avons pu tous ensemble apprendre à mieux connaître les peuples opprimés par l'impérialisme français, leurs luttes, à mieux cerner les manœuvres cyniques du colonialisme. A travers les questions abordées, les discussions menées, nous avons mieux perçu la nécessité de développer l'unité de lutte du peuple de France et des peuples des colonies contre notre ennemi commun : *l'impérialisme français*.

Ces débats nous ont permis de franchir un premier pas, de mieux cerner ensemble différents aspects de la domination colonialiste française. Ne pouvant refléter ici la teneur de l'ensemble des débats, nous présentons ci-dessous des extraits de la discussion qui s'est menée sur la Guadeloupe. Nous publierons ultérieurement un compte rendu de l'ensemble du colloque.

*Pour bien comprendre comment l'impérialisme français oppresse le peuple guadeloupéen, comment est assurée la domination sur la société guadeloupéenne, il faut tout d'abord savoir différentes choses.*

*C'est premièrement qu'en Guadeloupe, depuis de très nombreuses années, le colonialisme français s'est lancé dans un plan de développement sans précédent du capitalisme. Ce développement a commencé dans les années 60, et il atteint aujourd'hui un stade très avancé, prenant des formes très particulières comme la mécanisation dans le secteur agricole, comme la concentration, la centralisation des usines ou encore l'apparition de toute une série de magasins à grande surface et de banques dans les grandes villes.*

## GUADELOUPE une société de classes

*En Guadeloupe aujourd'hui existe un certain nombre de classes, et les classes les plus nombreuses, les plus importantes sont la classe ouvrière et la paysannerie pauvre. La classe ouvrière en elle-même est constituée d'une très grande masse d'ouvriers agricoles. C'est pourquoi une place importante sera conférée à ces ouvriers agricoles dans les luttes de masse, les luttes politiques en Guadeloupe. Ces ouvriers agricoles se répartissent soit dans le secteur de la canne à sucre soit dans celui de la banane.*

*Quand à la paysannerie, elle se décompose ainsi. Les paysans pauvres, d'une façon générale sont des petits planteurs, c'est à dire des gens qui possèdent un petit lopin de terre, qui souvent ne dépasse pas l'hectare. La paysannerie comprend aussi les colons partiels; ce sont des gens qui «possèdent» un lopin de terre, c'est à dire qui ont la charge de ce lopin qui appartient soit au capitaliste usinier soit au propriétaire foncier. Les colons partiels sont liés par un contrat particulier avec le propriétaire foncier ou le capitaliste usinier, contrat qui stipule non seulement la culture que doivent faire les colons partiels sur ces terres, mais encore toute une série de clauses pour le taux de colonat (c'est à dire la rente que doit verser le colon au propriétaire foncier), contrat qui stipule encore les différents moyens que doit mettre en jeu le colon partiel pour l'organisation de son exploitation. La paysannerie pauvre se compose d'un grand nombre de guadeloupéens qui pos-*

*sèdent un petit lopin de terre mais ne travaillent pas, en fait, tous les jours de l'année sur ce lopin. C'est à dire qu'ils sont obligés de vendre leur force de travail à un moment donné de l'année soit comme maçon, soit en effectuant des petits travaux divers, soit en allant couper la canne comme ouvriers agricoles sur les propriétés des capitalistes usiniers, des propriétaires fonciers ou même des moyens paysans.*

*Ce qu'il faut encore préciser en ce qui concerne le secteur agricole, c'est que la grosse majorité des terres, et surtout des meilleures terres, sont entre les mains des capitalistes usiniers et des propriétaires fonciers. Les capitalistes usiniers dont nous parlons sont représentés au sein de sociétés anonymes françaises, comme la SIS, Société Industrielle des Sucreries, qui contrôle un grand nombre d'usines mais aussi de grandes surfaces de terres, la Société Anonyme de Beauport... Ce sont ces gens qui en fait contrôlent totalement le secteur de la canne. Dans le secteur de la banane, les capitalistes usiniers qui contrôlent ce secteur, sont représentés dans une société anonyme, la SEPA, société créée il y a 3 ou 4 ans par un capitaliste usinier qui représente, en fin de compte, les idées nouvelles du capitalisme en Guadeloupe. Celui-ci contrôle vraiment la grosse majorité des terres en banane et en canne; c'est aussi le grand théoricien des capitalistes usiniers guadeloupéens.*

*A côté de ces capitalistes usiniers qui contrôlent une part importante des terres, figurent des propriétaires fonciers, des individus d'origine martiniquaise pour certains, guadeloupéenne pour d'autres, mais également des français. Ils contrôlent une autre partie importante des terres. En ce qui concerne le secteur de la banane, ces propriétaires fonciers ont un visage très particulier : dans la région sud de la Guadeloupe, on trouve des descendants directs des propriétaires fonciers esclavagistes qui non seulement emploient des méthodes très proches de celles employées autrefois par leurs ancêtres, puisqu'ils ne rentabilisent pas véritablement l'exploitation de leurs terres par des procédés capitalistes, mais qui de plus se réfugient dans des méthodes anciennes, et même tout à fait dépassées au niveau de leur exploitation. Pour ce qui est des rapports avec leurs ouvriers, on trouve là aussi des séquelles des rapports de type esclavagiste.*

*On peut voir ainsi comment se répartissent les différentes forces au niveau du secteur agricole, à savoir une grande masse de gens qui n'ont*

*pas beaucoup de terre, travaillent sur des lopins de un hectare environ, ce sont des petits planteurs des colons partiels, et d'autre part une infime minorité, majoritairement composée de capitalistes français mais aussi de propriétaires fonciers, qui contrôle la majorité des terres en Guadeloupe et qui, en fait, domine le secteur agricole.*

*C'est partant de l'exploitation du sol guadeloupéen, de l'exploitation dans le secteur agricole, que le colonialisme français est arrivé à instaurer véritablement sa domination économique. Tous les autres oppresseurs que nous trouvons en Guadeloupe : les capitalistes commerçants, la bourgeoisie compradore sont des gens liés avec le secteur agricole. Soit ils organisent de l'import-export au niveau de la banane, du sucre et des différents dérivés de la canne, soit ils organisent l'import-export de tout ce qui est nécessaire, en fin de compte, est la bonne marche de la Guadeloupe. En particulier, les capitalistes commerçants sont pour la plupart des gens qui vendent des planches, des tôles... ce qui se vend bien en Guadeloupe.*

*On a vu apparaître aussi un certain nombre de supermarchés comme on en trouve en France. Ceux-ci contrôlent et oppriment en fait tous les petits commerces locaux, les petits magasins qui existaient, ils étouffent en fin de compte le développement d'un commerce local viable.*

*Après avoir tracé ce rapide tableau des forces en présence, nous pouvons examiner maintenant comment le colonialisme français a mis en œuvre son plan de développement du capitalisme en Guadeloupe.*

## DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME

### la réforme foncière

*Ce plan est parti de la réforme foncière. Selon les colonialistes français, cette réforme était organisée pour répartir équitablement les terres au niveau de la paysannerie et des travailleurs de la terre. Mais dans les faits ce n'était pas la terre à ceux qui la travaillent, mais la terre à ceux qui l'achètent, et ne pouvaient l'acheter que ceux qui en avaient les moyens. Cette réforme n'a donc servi qu'à une chose : répartir les terres, et en particulier les meilleu-*

res terres, en faveur des capitalistes usiniers, des propriétaires fonciers.

Cela a permis aussi de liquider un certain nombre de terres agricoles exploitées auparavant, en les vendant à la bourgeoisie guadeloupéenne, à la moyenne bourgeoisie, en particulier aux fonctionnaires ; en clair c'était l'organisation de la spéculation foncière. Par contre les

paysans qui voulaient acheter des terres ont dû s'endetter. Quand un paysan se présentait pour acheter une terre, il fallait qu'il fasse un emprunt au Crédit Agricole. Or dans le conseil d'administration du Crédit Agricole, se trouvent les capitalistes usiniers ; si bien que le paysan achetait sa terre, mais pour rembourser l'emprunt était obligé de vendre son produit aux usiniers. L'achat de la

terre transformait ainsi le paysan en colon partiel : il avait une bonne terre, mais était obligé de payer une redevance à celui qui lui avait vendu. Quand on fait le bilan aujourd'hui de cette réforme, on voit clairement le but qu'elle poursuivait : prendre les terres des paysans, les répartir au niveau des propriétaires fonciers et des capitalistes usiniers, et organiser la spéculation foncière.



## la concentration des usines

Autre point particulier rentrant également dans le plan de développement du capitalisme en Guadeloupe, la concentration des usines. C'est également depuis les années 60 que les capitalistes usiniers, au sein de leurs sociétés anonymes, ont entrepris de liquider un certain nombre d'usines qui n'étaient pas rentables, pour mieux faire face à tous les problèmes que rencontrait l'impérialisme français dans le cadre de la vente du sucre dans le Marché Commun. En 73 par exemple, nous avons vu la fermeture de deux usines, six déjà avaient été fermées dans les dix années précédentes. Ils ont ainsi liquidé un certain nombre d'usines qu'ils jugeaient non rentables pour eux et ont entrepris le regroupement des usines qui restaient. En 73, la S.I.S., filiale d'une grande société française, a acheté un certain nombre d'usines dans la région de Sainte-Rose. Il existe là une forte tradition de lutte. La S.I.S a décidé la fermeture d'un certain nombre d'usines, mettant au chômage de nombreux ouvriers et rui-

nant des paysans pauvres, des colons partiels de la région. Lors de cette fermeture, les syndicats, UTA, UPG ont expliqué que celle-ci ne ruinait pas seulement les paysans pauvres, ne mettaient pas seulement au chômage les ouvriers agricoles, mais ruinait de fait tous les gens qui font partie du peuple guadeloupéen. Ils expliquaient, et c'était clairement perçu, que la fermeture de ces deux usines ne permettrait même pas de vivre aux gens des professions libérales, comme les médecins par exemple, puisque les colons partiels, les paysans pauvres, les ouvriers agricoles sont des gens qui les font vivre en venant au cabinet médical. Cette fermeture ne permettrait pas non plus de vivre aux petits commerçants de la région ni à tous les autres artisans puisque, en fin de compte, ils vivent tous des travaux, de l'argent fourni par les paysans et les ouvriers.

Ce plan de concentration des usines répond à un objectif des capitalistes usiniers : rendre le plus bas possible le prix de la canne comparativement au prix de la betterave. En effet, la compétition qui existe au sein du Marché Commun met en branle non seulement la concurrence entre le sucre français et le sucre des autres impérialismes

présents dans le Marché Commun, mais aussi, au sein de la France même, la concurrence entre le sucre de la canne et le sucre de la betterave. Ce que veulent donc les capitalistes usiniers guadeloupéens, c'est rendre plus compétitif le sucre qu'ils produisent face aux autres sucres qu'ils ne contrôlent pas.

## la mécanisation

Le colonialisme a également engagé un plan de mécanisation de la culture de la canne. Dans les années 60, les colonialistes disaient que la culture de la canne ne pourrait être développée que si la récolte était mécanisée, si on remplaçait les ouvriers agricoles par des machines plus rentables puisqu'elles travaillaient plus vite et qu'elles ne coûtent pas cher. D'autre part, elles permettent aux capitalistes (et au peuple guadeloupéen, disaient-ils) d'écouler la récolte le plus vite possible. Ce plan de mécanisation a atteint aujourd'hui un stade assez avancé dans la mesure où, sur toutes les terres agricoles qui étaient exploitées, où la canne était coupée

uniquement par des ouvriers agricoles, apparaissent des machines qui font tous les travaux de récolte : la coupe, la plantation des cannes, le chargement dans des camions qui transportent les cannes à l'usine; aucun secteur de la récolte n'est laissé aux mains des ouvriers agricoles.

Ce qu'il ne faut jamais perdre de vue pour comprendre l'évolution de la situation en Guadeloupe, le développement des luttes, c'est que toutes les couches de la population guadeloupéenne, que ce soit les fonctionnaires, les gens de profession libérale, vivent de l'exploitation de la canne, de l'exploitation de la banane. La liaison étroite qui existe entre le secteur agricole, et particulièrement le secteur de la canne, entre les ouvriers, les paysans et les autres couches de la population permet de mieux comprendre comment il est possible aujourd'hui de mobiliser largement toutes les couches de la population sur des problèmes importants comme ceux de la canne et de la banane.

## l'industrie touristique

Pour terminer, il est indispensable de dire quelques mots sur le dernier plan mis en branle par le colonialisme français en Guadeloupe : l'industrie touristique. Conscients de l'avancée politique du peuple guadeloupéen, visible à travers ses organisations, ses mouvements, les impérialistes français essaient de faire croire qu'ils travaillent à l'installation d'une véritable industrie en Guadeloupe, d'une industrie qui permettrait de résorber le chômage, de faire vivre le peuple. Ils essaient de tromper les masses en leur parlant du développement du tourisme qui en fait ne sert que les intérêts de l'impérialisme français, les intérêts américains, canadiens et allemands. C'est ainsi que depuis quelques années, on a vu apparaître en Guadeloupe des hôtels, de vastes plans d'implantation touristique... Dernièrement, Stirn ne proposait-il pas d'organiser des voyages touristiques à faible prix ? Tout ceci répond à un objectif important que poursuit l'impérialisme français, à savoir remplacer petit à petit des secteurs qu'il ne contrôle pas par le tourisme, mieux exploiter le peuple guadeloupéen en mettant sur pied l'organisation du tourisme. Ce plan d'implantation touristique est aujourd'hui en plein développement.

Dans les années qui viennent, nous aurons certainement l'occasion d'entendre souvent parler du tourisme en Guadeloupe. En fait, cela ne sera que le reflet de l'implantation encore plus massive des intérêts français en Guadeloupe.

Tous ces plans, ces restructurations menés par l'impérialisme français en Guadeloupe amène une situation telle que la crise est ressentie dans toutes les couches de la population. Cette crise se traduit d'une manière générale par un chômage croissant, une émigration croissante, mais aussi par une détérioration constante des conditions de vie de l'ensemble des couches de la population, y compris dans des couches qui étaient autrefois privilégiées comme par exemple la petite bourgeoisie. Ainsi quand on regarde le tableau de la situation, on comprend aisément l'ampleur des luttes qui se mènent depuis quelques années en Guadeloupe. Mais si ces luttes prennent de l'importance, c'est parce que se mènent dans les masses populaires un travail politique, un travail d'organisation.

## DES SYNDICATS DE MASSE

Ce travail politique, ce travail d'organisation, cela fait maintenant cinq années que des organisations syndicales comme l'UTA, Union des Travailleurs Agricoles, l'UPG, l'Union des Paysans pauvres de Guadeloupe et plus récemment l'UGTG, Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens, le mènent. Ces syndicats ont apporté quelque chose de nouveau en impulsant leur travail sur une ligne qui s'oppose à la ligne réformiste des organisations contrôlées par les révisionnistes, comme la CGT. Ces nouveaux syndicats sont dirigés par les travailleurs eux-mêmes, ils sont non seulement l'organisateur des luttes syndicales, mais aussi l'organisateur des masses dans leur vie quotidienne. C'est ainsi que ces syndicats ne luttent pas seulement sur le front économique, mais ils prennent en main la lutte contre l'analphabétisme, la lutte contre les idées rétrogrades dans lesquelles le colonialisme maintient les masses populaires. L'UPG par exemple tente une expérience au niveau des campagnes en organisant des groupes d'entraide qui permettent aux paysans de s'éduquer, de commencer à rompre avec l'individualisme qui caractérise leur catégorie sociale.

Actuellement que se passe-t-il en

Guadeloupe ? Des grèves importantes ont été menées, qui portent essentiellement sur des revendications économiques : augmentation de salaire pour les ouvriers, prix de la tonne de canne pour les paysans. C'est à travers ces luttes menées sur le plan économique que les travailleurs font l'apprentissage de la lutte politique, font leur expérience de la lutte de classe, trempent leur conscience de classe. Aujourd'hui, à travers ces luttes économiques, les travailleurs arrivent à comprendre la liaison entre des phénomènes qu'ils ne liaient pas auparavant : entre l'administration coloniale et les propriétaires fonciers, les capitalistes usiniers, entre les élus locaux, tel maire de telle commune, tel conseiller général, et tout un ensemble qui n'est autre que l'impérialisme français mais que les travailleurs ne voyaient pas concrètement. Après 5 années, on peut constater qu'à travers des luttes qui sont essentiellement économiques, la conscience politique des ouvriers et des paysans a progressé. Cette progression du mouvement a fait qu'en 75, au congrès de l'UGTG et à l'assemblée générale de l'UPG, les syndicats ont pris officiellement la position politique de lutter pour l'indépendance nationale, analysant l'avenir de la révolution guadeloupéenne comme étroitement dépendant de la lutte menée par le peuple guadeloupéen uni autour de l'alliance ouvriers-paysans, sous la direction de la classe ouvrière.

C'est ainsi que nous pouvons affirmer aujourd'hui que même les luttes économiques que mèneront les travailleurs auront ce contenu fondamental qui est celui de l'indépendance nationale. Les organisations dont nous venons de parler, même si elles sont des syndicats, sont des organisations patriotiques. Les forces qui sont actuellement mobilisées en Guadeloupe dans la grève de la canne à sucre sont des forces patriotiques. C'est en tant que telles que ces forces, ces organisations sont combattues par le colonialisme français. Ce n'est pas en tant que syndicats, qu'ouvriers qui luttent pour une augmentation de salaire que les ouvriers, les paysans sont combattus, mais comme éléments qui luttent, qui agissent pour que triomphe l'indépendance nationale.

# DOSSIER JUSTICE ...

«L'indépendance de la magistrature», «l'égalité des justiciables», «la neutralité de la justice», «la liberté et la neutralité des juges»... tous ces mythes qui enveloppaient l'appareil judiciaire français, sont tombés, un à un, ces derniers mois.

Plus particulièrement, ces tous derniers mois, un certain nombre de juges d'instruction ont multiplié les inculpations, voire même les incarcérations de patrons pour accidents du travail.

Interrogé sur la légitimité de ces nombreuses inculpations, le juge Patureau, du syndicat de la magistrature, déclare : «cela nous paraît la chose la plus normale ; il y a un nombre considérable d'accidents du travail dont plus de 2 000 mortels... Nous considérons que l'inculpation doit se situer au niveau de celui qui a économiquement le pouvoir de décision, la possibilité de modifier les conditions de travail. La mise en détention est basée sur la notion d'ordre public...»

La nouvelle démarche de ces juges d'instruction est intéressante. De la même manière, le 30 septembre 1975, le juge de Charrette motive l'inculpation de Chapron, patron des usines «Huiles et Goudrons Dérivés» tenu pour responsable de la mort d'un de ses employés, du «trouble considérable» apporté ainsi à «l'ordre public». Or, jusqu'à présent, les ministres de l'intérieur, les magistrats nous avaient habitué à une toute autre interprétation de cette notion «d'ordre public». Brandie au nom de la «défense de la sécurité», au nom de la «sécurité de l'Etat» et «des citoyens», elle visait essentiellement les «délinquants graves», les révolutionnaires... Retournée contre les patrons, elle tendrait à démontrer que la véritable menace sociale, «l'atteinte aux personnes» viendrait à présent de l'insuffisance des conditions de sécurité dans les entreprises !

## «Les contradictions dans l'appareil judiciaire»

- En janvier 1975, le conseil supérieur de la magistrature démet le juge H. Dujardin de ses fonctions d'instruction pour avoir violé le secret de l'instruction. Il avait accepté la présence d'un journaliste dans son propre cabinet.

- Début 1975, O. Baudot, substitut à Marseille est inculpé. Prétexe : un pamphlet écrit de sa main et intitulé : «harangue à des magistrats qui débutent...» où il déclare «Soyez partiaux... pour maintenir la balance entre le fort et le faible, le riche et le pauvre qui ne pèsent pas d'un même poids...»

- En octobre 1975 le juge Pascal, déjà déssaisi deux fois (l'affaire de Bruay en Artois, Liévin) est inculpé à son tour, à la fois, pour violation et du secret professionnel et du secret de l'instruction. Il lui est reproché d'avoir publié un article dans Paris-Match où il critiquait le réquisitoire d'un procureur, et cela sur plainte de M<sup>o</sup> Leroy.

- J. Wolff et Exetier, tous deux substitués forment recours en Conseil d'Etat pour excès de pouvoir : leur note avait été abaissée pour manquement à l'obligation de réserve ; ils avaient commenté dans un journal une motion du Syndicat de la Magistrature.

- G. Robert, délégué syndical licencié, finit par gagner sa réintégration dans son entreprise après 29 procès et 26 mois de procédure.

- Enfin le 30 septembre 1975, le juge De Charette inculpe et incarcère Chapron, patron des Huiles et Goudrons Dérivés, suite à la mort d'un ouvrier. 3 jours après Lecanuet «fera» libérer Chapron. Planche, patron est à son tour inculpé et incarcéré par le juge Chauvard suite à un accident mortel du travail... Il sera libéré 3 jours après dans les mêmes conditions que Chapron. etc...

Face à cette nouvelle «audace» de certains juges, la bourgeoisie s'émeut et menace. «Il est à redouter, déclare Lecanuet, que certains magistrats puissent obéir à des consignes politiques ou syndicales». L'anathème est jeté : le «complot des juges». La bourgeoisie évoque alors non sans un certain cynisme, «l'indépendance de la magistrature», «la nécessaire et inaliénable neutralité des juges» et enfin «son obligation de réserve». Chotard du CNPF, renchérit, visant le syndicat de la Magistrature : «C'est un coup monté de longue date. Nous en sommes à nous demander s'il n'y a pas une machination politique d'un groupe de magistrats contre les chefs d'entreprise... Tout se passe comme si l'on essayait de dégouter les chefs d'entreprise d'exercer leur métier...»

## Les juges et «leur justice» de la justice égale pour tous

Si la justice est apparue depuis longtemps aux yeux des travailleurs pour ce qu'elle est, une justice de classe, la prise de conscience par les magistrats de la nature, du fonctionnement et de l'utilisation de l'appareil judiciaire est plus récente.

Avec le développement de la crise, l'approfondissement des difficultés économiques ; les magistrats ont à connaître un nombre de plus en plus grand d'affaires où l'essentiel des inculpés sont des chômeurs... La multiplication des demandes d'expulsion, de saisies... amène un certain nombre de magistrats à s'interroger sur leur «pouvoir de juger», sur la portée de leurs décisions. «Ils magistrats syndiqués constatent que la justice est appelée à sanctionner les travail-



leurs et les couches les plus défavorisées qui sont en première ligne les victimes de la crise économique. Ils constatent finalement que «l'institution judiciaire accentue plus nettement les inégalités...»

Avec le développement des luttes des travailleurs, certains magistrats sont de plus en plus sollicités pour expulser les grévistes des usines occupées. La question qu'ils furent alors amenés à se poser fut : quel droit doit l'emporter : le droit du patron, du propriétaire des usines, ou le droit de grève, le droit à la lutte des travailleurs ? Un certain nombre d'entre eux, refusant l'attitude habituelle des magistrats : signer sans plus d'examen la décision d'expulsion, allèrent aux portes des usines en lutte examiner le bien-fondé de la demande patronale, discuter avec les délégués, les syndicalistes, les raisons de ces luttes.

Confrontant ainsi le point de vue des grévistes avec les demandes d'expulsion, ils les rejetaient. Ils en vinrent ainsi, lors de leur dernier congrès, (novembre 75) à dénoncer les décisions des patrons «qui consistent à profiter de la crise, soit pour restructurer les entreprises, soit pour détruire les syndicats, obstacle réel mis au maintien du système capitaliste». Des juges qui refusent que les travailleurs fassent les frais de la crise !

Enfin, la multiplication récente des licenciements des travailleurs combattifs et de syndicalistes, et de toutes les autres formes de répression anti-syndicales : mises à pieds, milices privées, citations en justice de sections syndicales pour préjudice commercial (Renault réclame 3 milliards d'AF pour la grève du printemps 75...) pose un nouveau cas de conscience aux juges du syndicat de la magistrature. «Devant cette répression tout azimuth, l'impression générale est que la justice est silencieuse et laisse faire». «La question qui nous est posée (sous entendu par les travailleurs) est de savoir si nous allons continuer à sauvegarder l'ordre patronal ou si nous allons réagir contre cette répression».

#### ...A LA «JUSTICE DE CLASSE»

Sur la base de cette première prise de conscience à propos du fonctionnement de l'institution judiciaire et du comportement des juges, les magistrats du Syndicat de la magistrature en sont venus à une réflexion sur leur «outil de travail», la loi. Ce problème de la nature de la loi, de son interprétation est devenu la



pierre angulaire des contradictions entre les magistrats syndiqués et le garde des sceaux. En butte aux nombreuses attaques et pressions du pouvoir, laissant entendre que la plus lourde menace qui pèserait «sur la justice et les libertés», serait la partialité politique des juges qui «refuseraient» d'appliquer la loi au profit de «leurs choix politiques et syndicaux», les magistrats s'en défendent.

Pour ce faire, à la conception jusqu'alors dominante de «l'objectivité et la neutralité de la loi, la loi au dessus des classes sociales et de la lutte de classes, le syndicat oppose une conception qui se veut plus «historique et sociale».

Ainsi, la loi ne serait pas une règle, une fin en soi». Elle correspondrait aux exigences du système capitaliste et de son développement. Les luttes de la classe ouvrière et des masses populaires auraient imposé des modifications importantes au contenu même de la loi. Dans ces conditions, la loi apparaîtrait alors comme «une concrétisation juridique», à un moment donné, «des rapports de force». Les concessions imposées par les travailleurs à la bourgeoisie, auraient du même coup brisé le «monolithisme» de la loi. «Il n'y a pas une loi mais des lois qui se complètent mais aussi s'opposent». «Sous la pression des luttes, des lois nouvelles ont été concédées qui contenaient des références à des systèmes de valeur différents, le plus souvent en contradiction». Des «lois bourgeoises» et des «lois prolétariennes», en quelque sorte, la légalité de la bourgeoisie minée de l'intérieur !

A ce point particulier de leur démarche, les magistrats se laissent piéger par les limites réformistes de leur point de vue sur l'appareil judiciaire et sa crise. Se situant d'emblée sur le terrain juridique de l'interprétation de la loi où précisément le pouvoir cherche à contenir ses contradictions avec les magistrats, ces derniers réduisent la prise de conscience d'un certain nombre d'entre eux à une «crise morale et d'identité», une crise de conscience professionnelle : quelle loi appliquer ? «Le juge est alors nécessairement amené à effectuer un choix entre les lois, c'est à dire entre des systèmes de référence. Droit de propriété ou droit du travail, droit du patron ou droit de l'ouvrier, le droit du propriétaire ou le droit du métayer et du fermier».

#### POURQUOI LA CRISE DE LA JUSTICE ?

Cette crise de la justice saisie par les magistrats comme crise interne au corps judiciaire, crise interne à la loi, n'a pu prendre effet qu'avec la modification importante de la composition sociale du personnel judiciaire, ces dernières années.

Tant que l'essentiel des magistrats était recruté dans le sein même de la bourgeoisie, leur adhésion à l'idéologie dominante emportait le reste : la garantie d'une «interprétation correcte de la loi» et présentait une «sécurité parfaite pour la classe sociale au pouvoir».

Mais, la multiplication des affaires à juger nécessita une modification importante du recrutement des magistrats sous peine de paralysie de l'appareil judiciaire. Par «une démocratisation» du recrutement, les portes de la magistrature furent plus largement ouvertes à de nombreuses couches sociales, petites bourgeoises notamment.

La «fidélité de la magistrature» fut, pour la bourgeoisie, du même coup remise en cause. Le développement des pressions du pouvoir en sont devenues plus fortes. La campagne de Lecanuet et de Poniatowski, pour discréditer les juges auprès de l'opinion publique, ne fit qu'accroître la «sensibilité» des juges au caractère de classe de la justice, leur volonté de rechercher une «nouvelle identité» du juge auprès des masses populaires.

Mais les racines de cette «nouvelle perception» du degré de dégradation des conditions de vie et de travail des masses populaires, de l'augmentation des accidents du travail par exemple, doivent être recherchées ailleurs : dans la lutte des travailleurs, dans le développement de la crise politique.

«Lorsque le syndicat de la magistrature a commencé à rencontrer les confédérations ouvrières, (...), lorsque ces contacts se sont multipliés à l'échelon local et national, l'importance des accidents du travail est apparue rapidement (...) Nous avons découvert une partie de la réalité du monde du travail et de la vie de l'entreprise». Ainsi les racines mêmes des contradictions qui traversent actuellement l'appareil judiciaire sont plus à rechercher dans la manière dont les luttes actuelles

«interpellent» les magistrats et leur syndicat.

Ce sont en effet les luttes des travailleurs d'Usinor, des mineurs de Liévin pour imposer la sécurité, les mobilisations populaires pour exiger sur différentes affaires (Bruay en Artois, Liévin) que la vérité soit faite et les responsables démasqués et condamnés, qui ont entraîné le développement des actions de certains juges.

C'est la démarche même des travailleurs lors de ces mobilisations que l'on retrouve dans celle de certains juges. C'est parce que les travailleurs, en partant d'un certain nombre de faits concrets, les ramenant aux mécanismes de surexploitation qu'ils sous-tendent, que les magistrats syndiqués purent s'exprimer ainsi sur les accidents du travail.



Les accidents sont dus «à l'étroite relation entre les conditions de travail et de sécurité, l'absence d'autonomie du travail vis-à-vis de la sécurité, la loi du rendement, la liaison entre la sécurité et la politique générale d'investissement ou d'organisation de la production (...)». Ce sont précisément ces mécanismes que les travailleurs d'Usinor établirent eux-mêmes sur la base de leur expérience, logique dont se serviront certains juges pour retourner la notion d'ordre public contre quelques patrons ou cadres.

Se rendre compte de cet aspect essentiel de la réalité de la «crise de la justice», c'est en fait la remettre sur ses pieds ; c'est du même coup poser la limite de la démarche des juges syndiqués.

#### LA JUSTICE, PILIER DE L'APPAREIL D'ETAT BOURGEOIS

Il s'agit tout d'abord de bien saisir l'appareil judiciaire comme une pièce, un moment de l'appareil d'Etat, de l'appareil de répression.

Auxiliaire du patronat, l'appareil judiciaire intervient dans les luttes quand les menaces, les répressions anti-syndicales, la violence patronale, les milices privées n'ont pu venir à bout des luttes des travailleurs. Il prépare et «légatise» les interventions de C.R.S. «Au nom de la loi», précisément ! Il permet, par les inculpations, voir même les incarcérations, de neutraliser les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière.

A cet égard, supposer que l'on puisse transformer cette «justice» en «justice égale pour tous», «rétablir la balance entre le fort et le faible», ne peut être qu'une illusion, celle de réformistes qui n'envisagent les transformations que de l'intérieur, que du seul fait de la «révolte des juges». Tout ce que l'on peut en attendre, comme quelques cas récents nous ont permis d'en juger, c'est une neutralisation ponctuelle, locale, temporaire de la répression judiciaire. N'est-ce pas au nom de l'ordre public que Lecanuet a fait pression sur la cour d'appel d'Amiens pour que Chapron soit relâché.

En outre, le caractère de classe de l'appareil judiciaire peut être également compris à deux instants de la

vie judiciaire : la formation de la loi et le rôle des magistrats. Tout d'abord, la formation de la loi. Elle est le seul fait du « législateur », c'est-à-dire dans le cadre de la démocratie bourgeoise, les assemblées parlementaires, voire même avec la constitution de la Vème république, de l'exécutif, du gouvernement. En d'autres termes, le législateur c'est l'Etat bourgeois, ce « conseil d'administration des capitalistes ».

De plus cette loi, les normes législatives ne prennent nullement en compte la réalité de classe des individus. Elles les rangent sous des catégories telles que le « citoyen, le justiciable » établissant du même coup le mythe de « l'égalité des justiciables devant la loi et la justice ». La réalité de l'exploitation est ainsi masquée par le « contrat de travail » qui lie le travailleur à son patron. La domination du capital sur le travail disparaît au profit de l'égalité contractuelle.

C'est précisément sur la base de ces mystifications que la loi « régularise les rapports sociaux », assure finalement la domination de la bourgeoisie, tente de contenir la lutte des classes.

Et, pour plus de sécurité, la bourgeoisie multiplie les barrages : le jargon juridique, les procédures compliquées, etc... De plus, seuls des « experts », des membres de la fonction publique « assurent l'interprétation de la loi ». Seuls les magistrats, les avocats ont accès à ce corps législatif, en assurent le bon fonctionnement.

En conséquence même dans le cas des multiples concessions de la bourgeoisie aux revendications ouvrières (les 40 heures, la protection des syndicalistes (...)), la nature bourgeoise de la loi, de son interprétation, ne peut être remise en cause. Ces acquis positifs des luttes pris dans le carcan des lois ne peuvent transformer radicalement leur nature. Parler de lois « aux valeurs

contradictoires », n'implique pas que l'Etat bourgeois est susceptible de fabriquer, outre les « lois bourgeoises », des « lois prolétariennes » dont il garantirait l'application.

Seule la destruction de l'Etat bourgeois et de son appareil, et avec lui de l'appareil judiciaire permettra d'édifier une « justice au service des travailleurs, une justice populaire ». Si les prises de position de certains magistrats, de leur syndicat, expression de la crise politique qui traverse l'appareil judiciaire, sont intéressantes et courageuses, elles ne franchissent pas pour autant les limites de classe qui définissent l'appareil judiciaire. Revendiquer une « justice égale pour tous », c'est reprendre un des mots d'ordre de la révolution bourgeoise démocratique, c'est revendiquer simplement ce que la bourgeoisie tolère mal en cette période d'aiguïsement de la lutte des classes ce qu'elle revendiquait elle-même jadis.

## CHINE : LA LUTTE CONTRE L'ECONOMISME (suite de la page 21).

*plus précieux» et que «le facteur décisif, c'est l'homme et non le matériel». Le marxisme-léninisme affirme que la pratique des trois grands mouvements révolutionnaires que sont la lutte pour la production, la lutte de classes et l'expérimentation scientifique, est la pratique des masses ; ce sont elles les acteurs principaux de ces trois mouvements et ce sont elles la force principale capable de connaître le monde objectif et de le transformer. Bien sûr, les moyens de production sont une partie indispensable et très importante, mais ce sont les hommes qui les emploient et qui les fabriquent. Une idéologie différente donnera des résultats différents dans le travail. Ne pas connaître le facteur humain, c'est rejeter la plus puissante des forces productives ; négliger le rôle de l'esprit, c'est refuser de reconnaître le rôle moteur de la connaissance et, de ce fait, refuser de reconnaître l'action en retour de la superstructure sur la base économique.*

*« Certes, les forces productives, la pratique et la base économique jouent en général le rôle principal, décisif, et quiconque le nie n'est pas un matérialiste ; mais il faut reconnaître que dans des conditions déterminées, les rapports de production, la théorie et la superstructure peuvent, à leur tour, jouer le rôle principal, décisif. Lorsque, faute de modification dans les rapports de production, les forces productives ne peuvent plus se développer, la modification des rapports de production joue le rôle principal, décisif. Lorsque la superstructure (politique, culture, etc.) entrave le développement de la base économique, les transformations politiques et culturelles deviennent la chose principale, décisive ». Cette brillante analyse du président Mao expose de manière pénétrante les rapports dialectiques et révolutionnaires existant entre les forces productives et les rapports de production, entre la base économique et la superstructure.*

*Aux yeux des anciens comme des modernes révisionnistes, le grand rôle révolutionnaire des masses, l'énorme effet stimulant que joue la transformation des rapports de production dans le développement des forces productives et que joue la transformation de la superstructure dans le développement de la base économique, tout cela n'existe tout simplement pas. On comprend pourquoi, avec leur théorie des forces productives, ils sont contre*

*la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, quand celui-ci n'a pas encore pris le pouvoir ; on comprend également pourquoi ils s'opposent à la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat une fois que le prolétariat a pris le pouvoir, et notamment quand a été accomplie pour l'essentiel la transformation socialiste de la propriété des moyens de production. Quand ils dirent que « la tâche principale après le IXe Congrès serait de développer la production », Lin Biao et son groupe reprenaient très clairement la même rengaine que les révisionnistes anciens et modernes. C'est un aspect majeur de leur ligne révisionniste, ligne d'extrême droite dans son essence.*

*Sans transformations politiques, toutes les forces productives sont condamnées à la ruine. Tel est le sort qui attend aussi bien l'agriculture que l'industrie.*  
*« Du gouvernement de coalition »*

**IL NE FAUT PAS VOIR SEULEMENT LES INTERETS IMMEDIATS ET PARTIELS, EN OUBLIANT LES INTERETS GENERAUX ET A LONG TERME DE LA CLASSE OUVRIERE.**

*Il faut mener un travail d'éducation parmi les camarades des syndicats et les masses ouvrières pour leur faire comprendre qu'ils ne doivent pas voir seulement les intérêts immédiats et partiels, en oubliant les intérêts généraux et à long terme de la classe ouvrière.*

*« A propos de la politique concernant l'industrie et le commerce »*

*Il faut reconnaître qu'une partie des masses a souvent tendance à concentrer son attention sur des intérêts immédiats, partiels et personnels, et ne comprend pas ou ne comprend pas suffisamment les intérêts à long terme, d'importance nationale et collectifs... C'est pourquoi il faut poursuivre sans cesse parmi les masses une éducation politique vivante et réaliste, leur dire toujours la vérité sur les difficultés qui surgissent et examiner avec elles les moyens de les surmonter.*

*« De la juste solution des contradictions au sein du peuple »*

## la campagne de sécurité des français

*En un an de pouvoir, Giscard aura sanctionné 24 auditeurs de justice pour avoir participé à un stage de formation syndicale, un magistrat pour avoir organisé dans des locaux judiciaires une conférence de presse, 2 autres pour avoir usé des libertés d'expression et d'opinion... «28 membres du corps sanctionnés en 1 an, autant qu'en 30 ans».*

*De plus la justice est également la cible de la «politique de réforme» de Giscard. Ces réformes viseraient précisément la répression des juges: contrôle plus sévère pour l'entrée à l'école nationale de la magistrature, recrutement parallèle auprès d'anciens officiers de l'armée, de la gendarmerie, d'anciens commissaires de police. Il est également prévu tout un train de mesures visant à réduire le «pouvoir de juger», à raffermir le contrôle de l'administration sur l'activité des juges. Le transfert de quelques uns de leurs pouvoirs au profit des préfets, des administrations (pénitencier par exemple) en est le mécanisme essentiel.*

*Mais cette reprise en main de la magistrature reste un moyen insuffisant de riposte. Le pouvoir va au-delà. C'est la campagne sur: «la sécurité des français», l'appel constant au renforcement de l'appareil répressif. Les campagnes de presse les plus récentes à propos de l'affaire Hazan, de l'affaire de Troyes, de la condamnation à mort de Bruno, ... ainsi que les déclarations des ministres de l'intérieur et de la justice nous fournissent l'occasion d'en démonter le mécanisme et la logique.*

### «les contradictions dans l'appareil judiciaire»

*Avec le développement des difficultés économiques, il est vrai qu'un sentiment général, diffus, d'insécurité, s'est développé: crainte du chômage, montée croissante des prix, aggravation des conditions de travail, cadences plus élevées, crainte des accidents du travail...*



*Chapron, patron responsable de la mort d'un ouvrier, laissé en liberté par la justice bourgeoise.*

*Dans un premier temps, ces campagnes s'appuieront sur ce sentiment général et procéderont à un accouplage de thèmes hétéroclites: le cancer et le chômage, «maladies du tissu social», la hausse des prix et la misère du troisième âge, les accidents de la route, et les accidents du travail: «2 fléaux sociaux»...*

*Dans un deuxième temps, sur la base de ces rapprochements, ces campagnes «mettent en scène» quelques comportements délinquants «graves» et spectaculaires. Ainsi, la misère du 3<sup>e</sup> âge permettra de développer une campagne anti-jeune, les prises d'otages, de dénoncer les séquestrations de patrons et de cadres, le banditisme, d'y amalgamer les petits vols de magasin.*

*Enfin dans un troisième temps, le jeune deviendra le «gauchiste», le gréviste, un terroriste, le chômeur volant à l'étalage, un dangereux gangster...*

#### «DE LA SÉCURITÉ DU CITOYEN À LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT»

*La détermination de la véritable menace sociale se trouve ainsi déplacée: du délinquant au gréviste, au manifestant.*

*La boucle sera bouclée avec la déclaration récente de Poniatowski devant une assemblée d'officiers de police: «Il faut surveiller cette couche de la population qui fournit 85% de la délinquance». Inutile de préciser que l'ensemble des officiers avaient compris, les couches de la population n'est autre que les masses populaires.*

*Classes populaires = classes dangereuses, la plus grande menace sociale = luttes populaires.*

*La bourgeoisie se trouve dans son ensemble réconfortée dans sa certitude de «l'immoralisme populaire». Elle propose un véritable modèle de collaboration de classe. Suite au relatif échec de son chantage à la crise qui évoquait déjà «l'insécurité économique», c'est à présent «l'insécurité sociale et politique» qui est à présent mise en jeu.*

*Prenant ainsi appui à la fois sur «l'immoralisme populaire» et «l'insécurité», la bourgeoisie tente de resserrer ses propres rangs et ceux de ses alliés: les couches petites-bourgeoises, voir même l'aristocratie ouvrière. D'unifier en quelque sorte toutes les classes et couches qui ont encore quelque intérêt à la survie du capitalisme!*

*L'exemple de l'Allemagne nous fournit un bon exemple du sens de ces campagnes. En l'occurrence, c'est la «bande à Baader», devenue un véritable mythe, qui a servi de support. La tentative a été de généraliser le sentiment d'insécurité et son corollaire «le besoin de sécurité» à un point tel que le flic devienne «le protecteur». A la fin l'objectif sera de transformer les masses populaires en auxiliaires des «chasses aux sorcières», d'attendre d'elles la neutralité pour toute répression syndicale et politique.*

*C'est dans ces conditions que la bourgeoisie tente de leur faire accepter le renforcement de la répression et toutes ses atteintes aux libertés démocratiques.*

# POUR LA SANTE QUELLES LUTTES

Depuis que le capitalisme existe, la lutte pour la Santé a fait partie intégrante du combat de la classe ouvrière. En système capitaliste, le sort de la classe ouvrière a toujours été des plus précaires. Misère, mortalité accélérée, maladies professionnelles, accidents du travail furent et restent encore largement son lot quotidien. C'est la lutte de classes qui a fait reculer les aspects les plus sordides de l'exploitation. C'est elle qui a été le facteur principal dans l'élaboration du droit en matière de congés, de maladie, d'accident.

1874 : c'est la fin du travail des enfants et des filles mineures.

1898 : la première loi indemnifiant les «risques professionnels» est votée.

1906 : le repos hebdomadaire est acquis

1919 : la première maladie professionnelle, le saturnisme, est reconnue.

1946 : la Sécurité Sociale est généralisée.

Mais en même temps, la bourgeoisie a tenté de reprendre d'une main ce qu'elle lâchait de l'autre, avec l'intensification du travail, l'allongement de la durée des transports, etc...

La lutte pour la Santé, de son côté, n'a pas cessé de s'approfondir. De lutte pour la survie au départ, elle a marqué un premier point d'importance lorsque la notion de maladie professionnelle, c'est-à-dire de maladie due à l'exploitation, a été reconnue.

Cette notion s'est peu à peu approfondie jusqu'à la remise en cause actuelles des diverses pollutions, des diverses névroses, des cancers comme conséquence du système.

De bataille (nécessaire) pour l'indemnisation des maladies et accidents, ces luttes se sont transformées, et ce, de façon décisive, avec le Tribunal Populaire de Liévin, en remise en cause de l'organisation capitaliste du travail, du capitalisme lui-même.

Les fumées fluorées, invisibles, des usines d'aluminium du trust impérialiste Pechiney sont peu à peu devenues la cible concrète, visible, des ouvriers et des paysans de plusieurs vallées de France, dans leur lutte pour la Santé.

## MAI 68 : QUELLE MÉDECINE ?

Si la question de la santé n'a pas occupé une place décisive dans les luttes de ce printemps, elle a pourtant été présente.

Dans de nombreuses réunions de quartiers, assemblées d'usines, des discussions se menèrent à propos de la Sécurité Sociale, des conditions de travail, des profits des trusts pharmaceutiques, etc..

Lors des accords de Grenelle, les ouvriers de la métallurgie obtenaient la signature d'un accord généralisant la mensualisation ; c'est à dire la possibilité pour eux de s'arrêter en maladie sans subir une forte baisse de leurs ressources.

Dans de nombreuses villes, les travailleurs hospitaliers se mobilisèrent. A Paris, dans les hôpitaux de l'Assistance Publique, la grève marqua une étape nouvelle par rapport aux précédents mouvements d'ampleur tels que celui de 1953.

L'emprise du mouvement y échappa à plusieurs reprises aux faux communistes du Pcf, des comités de grève furent élus, allant jusqu'à démettre «mandarins et surveillantes répressives de leurs fonctions (comme à Bichat).

C'est en remettant en cause le «pouvoir médical», en dénonçant l'attitude des médecins face aux travailleurs malades, que les hospitaliers entamèrent une première rupture avec le révisionnisme ; rupture incomplète, fortement marquée encore par le corporatisme, ne débouchant souvent que sur une remise en cause de la hiérarchie, sans poser la question de la nécessaire alliance avec la classe ouvrière autrement que dans des motions de solidarité.

Dans les facultés en grève, des comités d'action furent constitués, dénonçant le pouvoir mandarin, l'organisation des études, la sélection. Au sein de ces comités, une tendance progressiste développait le thème de la solidarité avec les travailleurs, dénonçait la médecine des patrons, face à une tendance réformiste. Cette contradiction parcourut tout le mouvement des étudiants en médecine, à un point tel qu'à Paris, la

tendance réformiste soutint un «Livre Blanc» qui servit à point les projets de réforme d'Edgar Faure. La tendance progressiste tenta par la suite de concrétiser dans le soutien aux luttes d'usines ou d'hôpitaux une aspiration encore confuse à servir le peuple. Un petit nombre se cantonna à un discours clos sur la médecine de classe, sous l'influence stérilisante du trotskysme.

## LE TRIBUNAL POPULAIRE DE LENS DECEMBRE 70

Février 70 : 16 mineurs meurent d'un coup de grisou à Fouquières-lès-Lens, car les Houillères les ont fait descendre alors que les conditions de sécurité ne sont pas respectées : pas d'appareils pour mesurer le grisou, pas de ventilation. Suite à l'incendie du bureau des Houillères, la police arrête dix militants. Le Secours Rouge du Nord entreprend de juger les vrais coupables et le 12 décembre 70, à Lens, se tient un Tribunal Populaire où des ingénieurs, des médecins et aussi des mineurs, sous la présidence de Jean-Paul Sartre dénoncèrent les Houillères. Deux jours plus tard, les militants qui étaient jugés par la Cour de Sécurité de l'Etat sont acquittés. A la suite de cette campagne, des appareils pour mesurer le grisou ont été obtenus.

Pendant toute la préparation du Tribunal et après aussi, une enquête est menée dans les corons par des médecins. Ils font le point sur la silicose, dénoncent la médecine des Houillères, aident à la constitution d'un comité de silicosés à Bruay, examinent des dossiers de mineurs. Mais devant les difficultés réelles qu'ils rencontrent, un certain scepticisme se fait jour chez tous ces médecins. Derrière des phrases telles que « il ne faut pas se battre sur le terrain des experts » ou « les médecins peuvent se battre à la place des mineurs », c'est un constat d'échec, d'abandon qu'ils tirent. Les marques du travail des révisionnistes dans les mines sont en effet profondes : ils ont détruit, de fait, l'organisation de lutte des mineurs, leur syndicat. Ils ont renforcé le mythe de la fatalité.

Face à cette situation, c'était une analyse politique d'ensemble qui était nécessaire, menée avec les mineurs, sur la politique de liquidation des mines, sur le rôle du révisionnisme, sur la fatalité. Voilà qui dépassait largement le cadre de la lutte, nécessaire, mais limitée contre la répression ou contre la silicose. Reconstruire l'organisation des mineurs exigeait de partir des mineurs, de leurs aspirations. De la façon, dans le cadre et les conditions où se déroula cette action, sans l'arme d'une ligne et d'un parti véritablement communiste, son issue négative était logique. Mais elle aura constitué, jusque dans ses aspects négatifs une première base de réflexion, de critique pour aller de l'avant.



### FERODO : UN PREMIER PAS

Décembre 1970 : les ouvriers de Ferodo séquestrent leurs patrons. Cette séquestration sera suivie de plusieurs licenciements. Un Comité de Soutien est créé à l'initiative du Secours Rouge, auquel participent plusieurs étudiants en médecine révolutionnaires. Ferodo, c'est une usine de 2 000 ouvriers, anciens paysans pour la plupart, située en pleine campagne. C'est «la sale boîte» comme disaient les ouvriers, car on y tombe facilement malade.

Deux usines, celles de Coligny et des Fontaines furent fermées en 58 et 70. Il n'y avait aucune protection contre l'amiante et les ouvriers tombaient rapidement malades. Beaucoup furent décimés par l'asbestose, souvent vers 35-40 ans. Les ouvriers disaient «pour le casse croûte, il fallait gratter l'amiante sur le pain, avant de manger ; les champs et les arbres en étaient recouverts, même les vaches en crevaient.»

Ferodo a recruté massivement dans les familles de paysans dont les revenus agricoles ne suffisaient plus pour vivre. Le choix était simple : soit mourir de faim, soit de l'asbestose.

L'asbestose, c'est une maladie incurable, due aux poussières d'amiante qui

se fixent sur les poumons. Elle apparaît après 5 ou 10 ans d'exposition, même si le travailleur n'est plus à ce moment exposé aux poussières. Elle évolue progressivement, comme la silicose, vers la bronchite, l'asphyxie. Un grand nombre de cancers et de tuberculoses lui sont dus.

Pendant plus d'un an, une quinzaine d'étudiants en médecine sont intervenus à Ferodo, faisant le bilan de l'asbestose, combattant le mythe de la fatalité, montrant la responsabilité du profit.

Ils ont défini avec les ouvriers les mesures nécessaires pour supprimer l'asbestose :

- Installation d'un système correct d'as-

piration capotant les machines.

- Humidifier l'amiante et organiser la rotation des travailleurs exposés.

- Ralentir les cadences et diminuer la densité des machines dans les ateliers pour diminuer la production de poussières.

Face à eux, ils trouveront le médecin du travail, payé par le patron, tous les médecins de la région dont les ouvriers disent «qu'ils sont achetés par le patron», les médecins experts de la Sécurité Sociale qui travaillent main dans la main avec Ferodo, pensionnant au minimum, réduisant les taux. En un mot, une véritable mafia qui vit de l'exploitation des ouvriers, sert le profit capitaliste.

Les tracts du comité de soutien eurent un réel écho dans l'usine. Un courant de sympathie était créé : les vieux ouvriers prenaient les tracts pour les distribuer à l'intérieur, plusieurs petits débrayages eurent lieu. Ferodo finit par reculer : 140 millions furent débloqués par la direction pour faire des aménagements. Le médecin du travail mis en question quitta l'usine.

L'action victorieuse menée à Ferodo constitue un fait positif. Parce qu'elle a mis en pleine lumière la responsabilité du patron, qu'elle a mobilisé un certain

nombre d'intellectuels sur l'axe «servir le peuple», qu'elle a montré la possibilité de faire reculer le patron sur des problèmes de santé, qu'elle a mis en évidence la cause des maladies : la recherche du profit maximum.

1972-1974

### LA LONGUE LUTTE VICTORIEUSE DES O.S. DE PENARROYA

Penarroya-Lyon, c'est une vieille usine de récupération de plomb, de cuivre, d'aluminium. Pour les ouvriers qui y travaillent, ce sont de très dures conditions de travail. Après une première grève, les O.S. décident d'engager la lutte contre la maladie qui les mine : le saturnisme dû aux vapeurs de plomb qui attaquent les reins, les os, détruisent les globules rouges. Cette lutte durera deux ans, et sera menée avec la solidarité active des autres usines du trust. Malgré les obstacles (brimades répétées et licenciements, manœuvres de division du PCF) la lutte sera victorieuse.

Pendant toute la durée de la lutte, travailleurs de la santé et médecins du comité de soutien aidèrent les ouvriers à interpréter les résultats de leurs analyses, leur donnèrent les armes nécessaires pour la discussion des dossiers médicaux, pour l'élaboration de la plateforme revendicative.

Fin 72, la direction licencie son médecin du travail raciste et incompetent, sous la pression des travailleurs.

Enfin, en 1974, les ouvriers obtiennent que leurs dossiers médicaux soient examinés collectivement en présence de médecins choisis par eux. Une nouvelle usine est construite à Villefranche.

Le bilan de Penarroya est largement positif. C'est celui d'une lutte prolongée d'O.S., dans une petite usine, avec le soutien d'intellectuels révolutionnaires. Malgré cela, cette lutte eut ses limites : menée de façon exclusivement syndicaliste, elle fut essentiellement revendicative. Elle conserva un caractère relativement apolitique, se montra timorée dans sa dénonciation du révisionnisme.

Le patron réussit largement à disperser à coups de mutations, ou de primes de départ, le noyau des ouvriers avancés. Et aujourd'hui dans la nouvelle usine de Villefranche, avec l'augmentation des cadences, les travailleurs sont à nouveau intoxiqués par le plomb.

JUIN 74

### USINOR-DUNKERQUE : LA LUTTE POUR LA MACHINE

2 Juin 74 : après la mort de leur camarade, Jean-Claude Delaleau, mort carbonisé en changeant une tuyère, les haut-fournistes d'Usinor entrent en grève. 5 389 blessés en 73, 72 morts depuis 62, cela suffisait ! La lutte des haut-fournistes, c'est la lutte pour la machine à changer les tuyères. Cette

machine que les ouvriers exigeaient, Usinor en avait la description dans ses tiroirs depuis 68, mais niait son existence, car elle aurait coûté plus cher que tous les morts au travail.

Devant la détermination des haut-fournisseurs, Usinor cède et reconnaît l'existence des plans de cette machine, met ses ingénieurs au travail pour la réaliser.

La lutte d'Usinor a posé le problème de : la technique au service de qui ? De la même façon que les capitalistes procèdent à de multiples innovations pour augmenter leur profit, et qu'il n'y a pas d'impossibilité technique, les travailleurs ont exigé et obtenu que les ingénieurs conçoivent une machine, pour la sécurité des travailleurs.

MARS 75

### LE TRIBUNAL POPULAIRE DE LIÉVIN : UNE AVANCÉE DÉCISIVE

La préparation du Tribunal Populaire de Liévin a représenté une étape nouvelle, supérieure dans les luttes menées sur le front de la santé, des accidents. Et 5 ans après Lens, on peut mesurer tout le chemin parcouru, et ce, de plusieurs points de vue.

Alors que dans les vues précédentes, la cible visée était le patron (Penarroya), le profit (Férodo), les mineurs de Liévin unis dans la Commission Populaire d'Enquête (CPE) ont démonté l'ensemble de la mécanique de la politique bourgeoise, ont lié l'accident et l'insécurité à la politique énergétique suivie par l'impérialisme français, mis en cause à travers les Houillères, l'organisation capitaliste du travail : « ce n'est pas la mine, c'est le capitalisme qui est périmé ! ».

Alors qu'à Férodo, Penarroya, Lens, la critique du révisionnisme fut plus que sommaire, réduite à une simple critique du PCF, les mineurs de la CPE ont montré le poids du révisionnisme dans les mines, son rôle dans le renforcement du mythe de la fatalité, la nécessité de le combattre frontalement pour construire l'organisation de lutte des mineurs.

Dans ces premières luttes, le rôle des intellectuels est apparu dominant. L'apport scientifique fourni aux ouvriers n'était pas complètement dégagé, loin s'en faut, d'une conception à la fois humanitaire et technicienne, c'est bien sous la direction politique, et non formelle, des mineurs organisés qu'ingénieurs des mines et médecins travaillèrent à Liévin, concrétisant leur aspiration à servir le peuple.

Alors que dans les luttes précédentes, une incapacité assez grande à s'appuyer sur les masses, à partir de leurs aspirations, dominait, à Liévin, c'est en partant de la volonté de lutte des mineurs, en aidant à résoudre les questions qu'ils posaient, en mettant entre leurs mains la direction de la Commission Populaire, que la ligne de masse fut mise en œuvre. Contrairement aux actions menées en

70-71 la construction à Liévin d'une organisation communiste représente une avancée incontestable.

Donnant une cible d'ensemble à la lutte : Capital assassin, la CPE a reçu un écho d'ensemble à son appel : des témoignages, des motions de solidarité affluèrent de la France entière.

### SÉCUREX : LA POLICE MÉDICALE DES PATRONS

En 1970, les travailleurs dépendant de l'Union Industrielle Métallurgique et Minière (UIMM) arrachaient la mensualisation, fruit des luttes qu'ils avaient menées depuis 1968. Ces accords permettaient aux ouvriers de bénéficier des mêmes avantages que les cadres et employés, en cas d'arrêt maladie : rémunération conservée alors qu'avant les ouvriers qui s'arrêtaient ne touchaient plus que la moitié de leur salaire versée par la Sécurité Sociale.

A la fin des accords, l'article 7 prévoyait, en cas d'arrêt maladie, la possibilité de «contrevisites, s'il y a lieu...». L'ensemble du texte était signé par les syndicats.

Trois ans plus tard, en 1973, les patrons réalisaient un vieux rêve, celui d'organiser leur contrôle direct sur les arrêts maladie, ceci pour intimider les ouvriers et limiter l'absentéisme.

Très vite, l'ordre national des médecins cautionne le contrôle en signant, le 3 mai 1973, un contrat type pour l'embauche de médecins-flics.

Des sociétés comme Sécurex fleurissent partout, engagent des médecins et louent leurs services aux patrons. Ces médecins grassement payés vont trouver chez eux les travailleurs en arrêt maladie et décident si ceux-ci doivent ou non reprendre le travail. En cas d'abus, le travailleur reçoit un avis du patron lui intimant l'ordre de reprendre sous peine de perdre les indemnités versées (complément patronal représentant la moitié du salaire).

Avec la politique de crise, le système de contrôle des arrêts de travail s'est rapidement étendu. Parallèlement à la fermeture d'entreprises non rentables, la bourgeoisie a restructuré son économie pour accroître la rentabilité, d'où, augmentation des cadences, heures supplémentaires dans les secteurs «rentables». L'absentéisme a augmenté en rapport avec l'exploitation accrue, avec l'augmentation de la charge de travail.

Les systèmes type Sécurex se sont en effet rapidement étendus. Ils débordent largement les frontières du département du Nord, atteignant le Nord, l'Est, la Région Parisienne, la région Rhône-Alpes, particulièrement dans la Métallurgie et la Chimie. Sécurex se

généralise actuellement sur le trust Thomson.

Seules, les luttes des travailleurs pourront faire reculer les patrons sur l'extension de Sécurex et sur le contrôle des travailleurs malades, car ce contrôle est une tendance durable de l'impérialisme et s'étendra, faute de lutte.

Ainsi à Wallaut, entreprise textile du Nord de la France, une grève de 24 H en 1973, suivie à 90 % des 800 salariés a empêché le patron de passer un contrat avec Sécurex. A la raffinerie de sucre Beghin, à la SNR à Annecy, des actions du même type ont fait reculer les patrons.

Dans la confection, suite aux luttes menées par les travailleurs, la convention collective a été modifiée et indique clairement que les contrôles médicaux ne sont assurés que par la Sécurité Sociale.

14-15 JUIN 1975 :

### LES ASSISES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES.

L'idée des Assises lancée au Tribunal Populaire de Liévin dans le débat sur les conditions de travail, fut largement reprise par les travailleurs dans leurs entreprises. Pendant 2 mois, les Assises furent préparées dans tous les coins de France, Nice, Marseille, Strasbourg, Bordeaux, Brest...

Leur préparation et leur terme marque un tournant très positif dans l'histoire des luttes pour la santé. Ce sont des centaines de témoignages sur l'organisation capitaliste du travail, de dossiers noirs, de bilans de luttes sur les conditions de travail qui sont parvenus à la commission de préparation.

Ces témoignages, ces dossiers qui concernent les conditions de travail, les luttes pour la santé étaient réalisés par des groupes de travailleurs, de syndicalistes, spécialistes ou non.

Des techniciens, des juristes, des médecins ont aussi apporté leur contribution, mais pour dénoncer l'organisation capitaliste du travail, la politique de la bourgeoisie qui use les ouvriers jusqu'à la corde. Ils ont aussi, par leurs dossiers, donné des armes aux travailleurs pour mieux se défendre dans leurs luttes.

Lors de la tenue des Assises, on a vu réunis les représentants de tous ces travailleurs unis pendant 2 mois pour la préparation des dossiers, animés de la volonté croissante des travailleurs d'en finir avec l'insécurité, les accidents, les maladies professionnelles, la médecine capitaliste.

Dans ce mouvement de dénonciation, s'est dégagée l'aspiration d'un certain nombre de techniciens, médecins, hospitaliers, juristes, de servir la classe

ouvrière, de s'unir à elle.

Dans tous les carrefours, on pouvait remarquer la richesse du contenu des interventions, fruit de l'expérience, comme lors de la dénonciation des conditions de travail, fruit d'un sérieux travail d'enquête, comme ce médecin de Bordeaux, présentant une thèse sur le travail posté, analyse médicale mais aussi analyse vivante basée sur des interviews d'ouvriers en poste, dans diverses entreprises bordelaises.

Des travailleurs de Saclay brisant le secret professionnel remirent en cause la manière dont la bourgeoisie utilise l'énergie nucléaire... Hospitaliers, ouvriers, spécialistes échangeaient leur expérience, écoutant attentivement chaque intervention, apportant chacun leur témoignage.

Dans chaque carrefour fut étudié à fond le problème des conditions de travail avec le carrefour «dossiers noirs», les luttes sur les conditions de travail, dans le carrefour «luttes», ou les dédales de la loi bourgeoise et de la médecine du travail, enfin le carrefour sur les «femmes et leur condition propre d'exploitation» et celui sur «l'appareil médical et hospitalier».

L'assemblée générale qui clôtura les Assises fut l'occasion de synthétiser ce débat, riche expérience prolétarienne sur la question des conditions de travail.

C'est unanimement que l'assemblée générale affirmait sa volonté de remise en cause fondamentale des conditions de travail et le rejet des solutions d'adaptation de l'ouvrier à la machine économique capitaliste.

Les Assises, dans leur signification politique, témoignaient de l'aspiration à une société au service du peuple et non à une société où l'homme est une source de profit.

L'aspiration et le besoin des travailleurs des usines à avoir un complément d'information pour aider les mobilisations, surtout sur les conditions de travail, là où la bourgeoisie se sert du savoir pour justifier son exploitation, furent plusieurs fois affirmés.



Le 3<sup>e</sup> point qui se dégagea des Assises, c'est la volonté que ce soient les masses qui prennent en mains la lutte à l'hôpital, à l'usine, et l'opposition à la politique réformiste et révisionniste qui, sur ces questions, fait tout pour déposséder les travailleurs de l'initiative, pour la remettre aux spécialistes.

Ce qui s'est dégagé des Assises, c'est aussi la volonté de l'élargissement, de l'approfondissement du travail effectué, de son rattachement au combat d'ensemble contre la politique de crise, pour la révolution. La nécessité de forger l'arme de ce combat : le Parti de Type Nouveau à édifier dans un nouveau type de rapport avec les masses, s'unifiant avec elles, débattant avec elles pour synthétiser l'expérience et la porter à un degré supérieur.

#### LE COMITÉ SUR LA SANTÉ ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL PREMIÈRES ACTIONS

Au tribunal populaire de Liévin. Aux Assises sur les accidents du travail et les maladies professionnelles dans les luttes de Pénaroya, d'Usinor Dunkerque, etc... est apparue la volonté croissante des travailleurs d'en finir avec l'insécurité, le

salaires au rendement, les accidents, les maladies professionnelles, la médecine capitaliste.

Dans ce mouvement, s'est dégagée l'aspiration d'un certain nombre de techniciens, médecins, hospitaliers, juristes, de servir la classe ouvrière, de s'unir à elle.

Le Comité de liaison sur la santé et les conditions de travail, fondé aux assises, en juin 75, est né de cette volonté, avec pour objectif :

- de fournir aux travailleurs les outils politiques et scientifiques nécessaires à la prise en main par les travailleurs eux-mêmes de la lutte pour leur santé,
- d'impulser une politique révolutionnaire sur le front de la santé et des conditions de travail, sur la base des CHS, dans le but de supprimer les causes de maladies et d'accidents.

Le CLISACT a été lancé à l'initiative de militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T., ouvriers, paysans, hospitaliers, médecins, juristes du syndicat de la magistrature, du Mouvement d'Action Judiciaire, du GIA (Groupe Information Asiles), du CLH (Comité de lutte des Handicapés), du PCR (ml).

Le CLISACT a engagé son travail :

- de contre-expertises de produits toxiques utilisés dans les usines. Des analyses de produits toxiques ont été déjà pratiquées pour une usine de Mourmelon, pour usine de métallurgie,
- de contre-expertises médicales effectuées pour des ouvriers de la SNECMA, pour des travailleurs de l'aluminium intoxiqués par le fluor,
- de réflexion et de lutte politique sur la question de la sécurité du travail et de la médecine. 2 actions sont en cours dans ce domaine, une qui vise à impulser la lutte sur le





problème de la menace invisible que sont les rayons, l'autre sur le problème du fluor.

### LA LUTTE CONTRE PÉCHINEY

Péchiney Aluminium : 25000 ouvriers, une dizaine d'usines en Maurienne, Haute-Durance, Haute-Ariège, Bigorre. Un procédé technologique dangereux utilisé parce que rentable (fusion en présence de fluorine par électrolyse) provoque le rejet massif de fluorose dans l'atmosphère. La fluorose humaine et animale, souvent mortelle, la stérilisation des terres de culture, la destruction des forêts et de l'environnement. Voilà à quoi conduit la logique capitaliste de la course au profit maximum.

C'est l'exposition prolongée au travail ou dans le périmètre de l'usine qui cause des troubles de croissance chez les enfants, des graves troubles osseux (durcissement et fragilité combinée des os, excroissances, rhumatismes ressemblant à de l'arthrose), des troubles digestifs, une anémie chez les travailleurs.

Ces troubles, les ouvriers de l'aluminium les connaissent puisqu'ils les vivent tous mais ils ne sont jamais attribués au fluor, au travail dans la chaleur des fours par les médecins du travail à la solde de Péchiney qui n'ont jamais rien remarqué. Tous ces symptômes plus accentués sont retrouvés sur les animaux : moutons, vaches, ânes fluorosés ont leurs machoires déformées et ne peuvent plus se nourrir. Le bétail s'affaiblit et meurt rapidement.

PUK veut bien reconnaître que le bétail est touché puisqu'il indemnise les paysans (300 par an en Maurienne) mais pour les hommes, il n'en est pas question.

Face à Péchiney, la riposte s'organise : dans les vallées Alpines et Pyrénéennes, des comités de défense contre la pollution fluorée se sont créés regroupant des paysans, des habitants, des ouvriers. Les ouvriers d'Anzat en liaison avec le CLISACT ont commencé le bilan du retentissement du fluor sur leur santé.

Les premières contre-expertises ont eu lieu, le recensement des symptômes, des cas de maladies, des causes des décès et départs prématurés à la retraite est d'ores et déjà entamé.

Un pas était franchi le 7 mars dernier par la création d'un comité national de coordination des luttes

contres les pollutions de PUK qui regroupe les diverses associations de défense, le CLISACT, des médecins locaux décidés à servir la lutte.

Le Comité qui appelle à :

- supprimer toute forme de pollution,
- garantir une réelle protection de la santé des ouvriers et de la population,
- maintenir l'emploi et les ressources des ouvriers et des agriculteurs.

Il mettra en œuvre pour atteindre ces objectifs tous les moyens de lutte possibles.

Avant l'été, doit avoir lieu un grand rassemblement national sur la question du fluor, d'ici là un questionnaire rédigé par le CLISACT avec l'aide des ouvriers, médecins des régions concernées, permettra de dresser le dossier de la fluorose chez les travailleurs de l'aluminium.

Ouvriers exploités par PUK, malade du fluor, paysans ruinés par PUK, c'est la même nécessité qui exige la même lutte unie contre PUK. C'est cette unité que PUK redoute au plus haut point.

C'est le même capitalisme qui détruit la santé des ouvriers à l'usine, la santé de leurs enfants, ruine la culture et l'élevage pour les agriculteurs.

C'est le même capitalisme qui après avoir accéléré l'exode rural, sous prétexte d'industrialisation, cherche à mettre les ouvriers au chômage.

C'est contre cet ennemi que grandissent les aspirations des ouvriers et des paysans à l'unité ; « sans les ouvriers, on ne pourra pas avancer » déclarent les paysans de Lanmezan. « Ce qu'il faut, c'est faire un bilan sérieux du fluor, se battre sur plusieurs usines et avec les paysans de la région » disent les ouvriers d'Anzat.

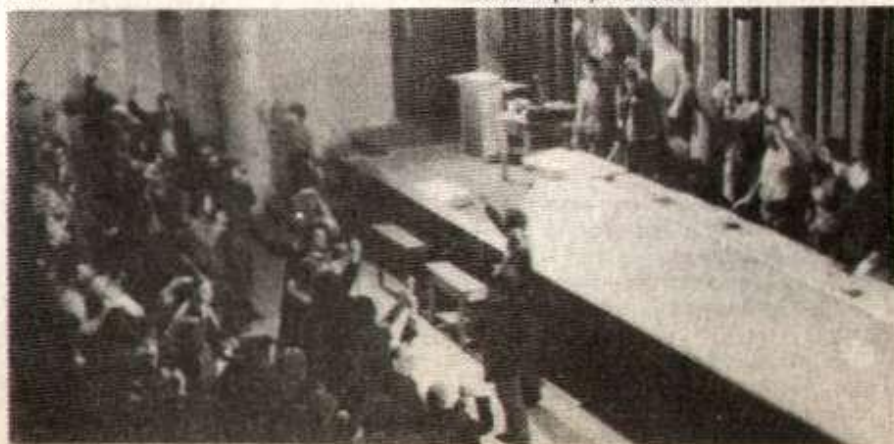
C'est sur ces bases, qu'il est possible aujourd'hui de faire face au trust Péchiney, à l'impérialisme français, d'avancer sur la voie de l'unité populaire du pouvoir des ouvriers et des paysans.

### DES LUTTES QUI S'APPROFONDISSENT

La question de la santé des masses est au carrefour de toute une série d'aspects de leur vie : travail, cadences, logement, alimentation, pollution, éducation, famille, etc... Au stade actuel de son développement, le capitalisme monopoliste d'Etat s'attaque de plus en plus à tous ces aspects, et partant de là à la santé des travailleurs. Dans ce domaine, avec l'usure accélérée par l'intensification du travail, la remise en cause du droit à la santé par le contrôle patronal des arrêts de travail, la mise en œuvre d'une médecine de classe dans les hôpitaux, se mesure la paupérisation de la classe ouvrière.

Dans la crise qu'il traverse, l'impérialisme français remet en cause les acquis des travailleurs. La bourgeoisie a par ailleurs décidé de mettre un frein aux dépenses de santé, par la réduction des dépenses hospitalières, de Sécurité Sociale, etc... Elle est décidée à mettre en place des centres de soins de la santé sociale pour limiter arrêts-maladie et prescription, et ce faisant, à limiter le niveau de santé de la classe ouvrière. La caractéristique de la médecine de crise c'est qu'elle ne vise même plus à assurer le niveau de santé minimum nécessaire aux travailleurs pour les remettre à la production. Le confortable volant de chômage que l'impérialisme français s'est assuré a en partie remis en cause cette exigence.

Devant l'extension et l'aggravation de ces menaces, devant le caractère profondément réactionnaire de la politique de santé de la bourgeoisie, les luttes ne manqueront pas de se développer. La marge de manœuvre de l'impérialisme n'en sera de ce fait que plus limitée, son avenir que plus réduit.



# Etudiants face à l'Unité

## Populaire

*Manifestations, grèves avec occupations, à plusieurs reprises des affrontements avec la police, huit ans après 68, la bourgeoisie ressort le spectre des « casseurs de 68 ». Pourtant, les occupations d'ANPE, les délégations de masse aux usines ont façonné en quelques semaines un nouveau visage du mouvement étudiant. Frappés à leur tour par la politique de crise, les étudiants se tournent de plus en plus massivement vers les travailleurs.*

*Mais sur quelles bases gagner leur soutien ? En cherchant à résoudre cette question, le mouvement est devenu une véritable école politique. Désormais quelle que soit son issue, le mouvement étudiant ne sera plus comme avant. Aujourd'hui, pour les étudiants aussi s'ouvre la voie de l'unité populaire.*

Le mouvement s'est déclenché à Nantes, en décembre, contre un évènement très concret : en Droit, la commission pédagogique s'était opposée au passage en troisième cycle d'une demi-douzaine d'étudiants. La riposte d'abord engagée sur l'objectif précis de la réintégration des étudiants exclus en arriva rapidement à la remise en cause de l'ensemble de la réforme du second cycle par le biais de la dénonciation de la commission pédagogique. C'était véritablement la première riposte de masse contre les mesures Soisson. Ce mouvement fut relayé en janvier, notamment à Rennes, Angers, Tours et Toulouse, puis fin février, le mouvement gagne à peu près l'ensemble des universités soit par la grève, soit par la mise en place de comités de lutte préparant la grève.

On pourrait s'étonner de l'explosion du mouvement car il est vrai que, depuis plusieurs années, on ne pouvait plus véritablement parler de « mouvement étudiant », ensuite n'y a-t-il pas eu successivement la réforme du premier cycle avec le DEUG, puis l'année dernière la réforme du troisième cycle sans qu'une riposte ait eu lieu ? Quels sont les facteurs qui ont poussé au déclenchement de la lutte ? Il nous faut examiner les aspects principaux de la réforme du deuxième cycle.

### LES ASPECTS GÉNÉRAUX DE LA RÉFORME

Son sens général est bien résumé dans les mots d'ordre de la plupart des manifestations : « Non à la main mise du patronat ! Ni chômeurs, ni cadres au service du patronat ! »

En effet, désormais, la définition des filières, la nature des débouchés, les critères de succès seront du ressort du patronat, en particulier régional.

La première circulaire d'application, dite circulaire Quermonne, confirme cette orientation en plein mouvement ; « l'appareil d'enseignement mis en place dans les années 60... était trop tourné vers l'enseignement et la recherche et s'est révélé inadapté aux nouvelles données du marché de l'emploi ». En même temps que les filières menant à l'enseignement sont considérablement réduites et rassemblées dans des centres de formation de maîtres (CFM) avec *numerus clausus* à l'entrée, il faut redéfinir les filières dans le sens d'une meilleure adaptation aux demandes du marché : cela s'appelle le plan de redéploiement. La mise en place de ces nouvelles filières est définie au niveau de chaque université par des Groupes d'Études Techniques (GET) constitués par référence aux principaux secteurs d'activité économique, sociale et culturelle et composés pour un tiers au moins de représentants de ces activités. L'habilitation pour ces fonctions est accordée à chaque université pour une période de cinq ans au maximum. La manière dont sont établis ces dossiers d'habilitation est désormais bien connue : les étudiants de Grenoble ont mis la

main sur des lettres de la Banque Worms, de Merlin-Gerin etc... dans lesquelles ces messieurs indiquaient leur préférence pour telle ou telle formation, allant même jusqu'à déterminer le nombre d'étudiants qui devraient en sortir. Mais la main mise patronale ne s'arrête pas là, dans le cadre du second cycle, les étudiants devront accomplir des stages dits « en alternance » par lesquels ils devront, dans l'administration ou l'entreprise correspondante à leurs études, donner la preuve de leur conformité aux critères capitalistes d'efficacité.

### QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DE LA RÉFORME ?

La réforme consacre la suppression du diplôme national : d'abord parce que les filières sont définies principalement en fonction des besoins régionaux ou locaux, ensuite parce que la validité de ces diplômes est limitée dans le temps, pour les étudiants cela signifie à terme disqualification, chômage et recyclage. Ensuite parce que les universités



pourront, à leur gré, définir le niveau d'entrée dans telle ou telle formation, le passage en second cycle ne sera pas automatique, même avec le DEUG en poche. Avec le même diplôme, les étudiants qui désireront poursuivre leurs études dans une autre faculté devront éventuellement satisfaire à un nouveau contrôle : c'est la suppression du système d'équivalence, la mise en place d'universités pour l'élite et d'universités pour le tout-venant. Enfin, il faut souligner le renforcement du contrôle idéologique notamment par le biais des stages en alternance.

Cependant, le DEUG introduit depuis deux ans sur le modèle des IUT, c'était déjà la formation au rabais, le bachotage et le contrôle tatillon des présences ! La réforme du troisième cycle, l'année dernière, c'était déjà la soumission de la recherche à la loi du profit immédiat !



#### POURQUOI LE MOUVEMENT A-T-IL ÉCLATÉ ?

Ce n'est pas par hasard que la réforme du second cycle a été mise en place en dernier lieu, J-L. Quermone, directeur des Enseignements supérieurs, précise : «*Nous terminons par le deuxième cycle, parce que c'est le plus difficile. C'est le cœur même des formations universitaires, c'est là que se trouve la charnière entre formation et emploi.* C'est bien à ce moment là, en effet, que la plupart des étudiants cherchent à entrer dans la vie active, c'est bien pour cela aussi que la réforme du deuxième cycle porte un éclairage cru sur ce que la bourgeoisie veut faire de l'université, sur l'avenir qu'elle prépare. La réforme du deuxième cycle, c'est la clef pour comprendre l'ensemble de la réforme de l'université.

La réforme du deuxième cycle concentre et porte au plus haut point toutes les contradictions qui peuvent dresser la jeunesse intellectuelle contre la bourgeoisie :

L'argument choc d'Alice Saunier Séité, c'est que cette réforme va fournir des débouchés : mais les étudiants s'interrogent sur la validité d'un diplôme dont la filière ne durera pas plus de cinq ans, diplôme de plus lié à un besoin bien précis, limité géographiquement. La circulaire d'application ne précise-t-elle pas qu'il faudra «*tenir compte des contraintes du marché de l'emploi, du point de vue tant quantitatif que qualitatif*» ?

Alors que depuis des années existe dans la jeunesse intellectuelle une crise idéologique profonde, remettant en cause son alliance traditionnelle avec la bourgeoisie, les débouchés proposés, une fois l'enseignement bouclé, sont principalement des postes de cadres, associés à

l'exploitation des masses populaires, soit directement, soit par l'administration. Bien plus, le critère de succès, c'est la bonne assimilation de la mentalité de jeune cadre, testé au cours des stages en alternance.

Alors qu'il y a chez les jeunes intellectuels une grande aspiration à la connaissance, toute recherche qui n'a pas de débouché rentable immédiat est interdite.

Pour finir, lorsqu'on annonce aux étudiants qu'enfin les débouchés vont être adaptés au marché de l'emploi, un million et demi de chômeurs, voilà qui suscite la méfiance !

Appliquée si possible dès la rentrée prochaine, en tout cas totalement en 1977, la réforme du deuxième cycle détermine donc l'avenir immédiat de la plupart des étudiants, la bourgeoisie ne laisse donc d'autres solutions que le chômage

ou la mise à son service pour l'exploitation des travailleurs.

C'était là aggraver toutes les contradictions déjà existantes au moment même où l'inquiétude face à l'avenir était déjà profonde, c'était réunir tous les facteurs propices à l'explosion.

#### UNE RÉFORME DE CRISE

Voilà sans doute la réforme la plus radicale que l'université aura jamais connue, c'est en quelques mois, la liquidation de cette vieille université célébrée, il y a peu de temps encore, comme le berceau et l'espoir de la culture française et l'apparition d'universités à l'américaine, étroitement liées à l'industrie, où PDG et hommes d'affaires trônent en bonne place. Ce qui frappe, c'est la détermination de la bourgeoisie à appliquer sa réforme, hier c'était Soisson rassemblant les premiers éléments de la réforme avec une persévérance discrète et sournoise, renversant les majorités des conseils d'université par quelques obscures manipulations de couloir : aujourd'hui, c'est Alice Saunier Séité qui menace et passe aux actes à Clermont-Ferrand par l'intervention de la police et avec l'agression sauvage des étudiants de Clignancourt par une milice privée recrutée par le Secrétariat d'État. Une chose est claire aux yeux de la bourgeoisie l'enjeu est gros et il y a urgence.

#### POUR LA BOURGEOISIE QUEL EST L'ENJEU ?

Le programme de Soisson était net : «*il faut en finir avec des étudiants mal orientés et je dirais même mal formés.* Mais concrètement, les premières mesures cette année ont porté sur le budget, ainsi grâce à la politique cyniquement appelée «*de vérité des prix*» le loyer des chambres universitaires s'est accru de 30 %, même chose pour le prix des repas universitaires. La dite «*nouvelle répartition des crédits*» est un véritable blocage du financement des universités puisque le niveau n'est plus fixé au pro-rata du nombre d'étudiants mais en fonction de la surface des locaux et du personnel. La réduction maximale des études, l'élimination des filières peu rentables n'est-ce pas aussi la volonté d'en finir avec ces étudiants tirant leurs années sans avenir professionnel clair, n'est-ce pas répondre à un besoin patronal tel que certains secteurs d'industries avaient du entretenir à leurs frais des écoles pour former leurs cadres ?

En soumettant la formation au contrôle patronal, la bourgeoisie fait coup double :

- en fixant comme critère de choix d'une formation sa correspondance dans un besoin immédiat de l'économie, l'ajustement des enseignements s'effectuera désormais sans trop de retard, ce qui est un gain en temps et en argent ;

- elle s'assure un contrôle idéologique sur ses futurs cadres puisque pour « réussir », il faudra passer par les fourches caudines des stages en alternance.

En réalité, l'ensemble des mesures concourent à la mise en place d'une université de crise : la jeunesse intellectuelle subit de manière spécifique la crise de l'impérialisme français. Parce qu'elle voit ses super-profits constamment rognés par les luttes du Tiers Monde, disputés par les pressions et les manœuvres des superpuissances, la bourgeoisie française est contrainte à une latitude de plus en plus réduite pour corrompre les couches destinées à l'aider dans son exploitation. Si certains jeunes intellectuels pouvaient encore ces dernières années s'imaginer conserver une certaine indépendance vis-à-vis processus d'exploitation, garder les mains blanches en passant par exemple par l'enseignement, aujourd'hui la fonction fondamentale de l'université, appareil idéologique d'Etat, destiné à reproduire des cadres pour l'exploitation et l'oppression du peuple, apparaît sous une lumière crue. Parce qu'elle est contrainte à ces révisions radicales justement et nécessairement dans une période où elle renforce son exploitation et son oppression sur l'ensemble des couches populaires, la bourgeoisie dans le même temps où elle aiguise toutes les contradictions déjà existantes avec la jeunesse intellectuelle, renforce les conditions favorables pour la construction d'une alliance entre les étudiants et les autres couches du peuple.



Le Parti communiste ne peut se désintéresser d'une telle situation, d'abord parce que, fondamentalement, le renforcement de la main mise idéologique de la bourgeoisie sur la jeunesse intellectuelle, cela signifie à terme des cadres plus dociles et plus répressifs, pour le peuple des conditions de vie et de lutte plus difficiles, ensuite parce que, dans un moment où mûrit une riposte d'ensemble de la classe ouvrière, il est possible de rallier à la cause révolutionnaire un nombre considérable de jeunes intellectuels, enfin parce que, dans le cours même de la lutte étudiante se développent des questions qui appellent une réponse révolutionnaire.

#### UN NOUVEAU VISAGE DU MOUVEMENT ÉTUDIANT :

Le silence de la presse bourgeoise sur les luttes en cours est significatif, la répression brutale et rapide dont elle a usé à plusieurs reprises, à Clignancourt, à Clermont-Ferrand,

les provocations fascistes : incendies dans les locaux universitaires de Bordeaux et Grenoble, enfin les menaces d'Alice Saunier Séité d'invalidité les années des étudiants grévistes, voilà également des preuves que la bourgeoisie craint ce mouvement. Pourquoi ?

Malgré des inégalités de développement dans la lutte, on constate une affirmation de la voie anti-capitaliste dans le mouvement. Le mot d'ordre principal scandé dans les manifestations l'indique bien : « Ni chômeurs, ni cadres au service du patronat ! » La nature même de la réforme pose directement la question de l'avenir professionnel, à ceux qui s'étaient engagés dans les études avec le but de devenir enseignants ou chercheurs, elles enlèvent les dernières illusions : les premiers éléments des dossiers d'habilitation récupérés ça et là, où les patrons exposent crûment le type de filières qu'ils recommandent en même temps que le mode de sélection et le nombre de futurs diplômés, ont indigné les étudiants par leur cynisme. Mais ce qui est véritablement nouveau, c'est que la nécessité de sortir du ghetto universitaire est une idée largement répandue. Comment établir un rapport de force suffisant pour faire reculer la bourgeoisie ? Telle est la question vers laquelle, d'une manière parfois confuse, mais de plus en plus clairement, ont convergé les discussions. Pour la bourgeoisie, la résolution de ce problème est lourde de conséquences.

En effet, parce que les étudiants ont nettement conscience que, n'étant ni des producteurs, ni encore des cadres au service de la bourgeoisie, ils ne peuvent pas faire suffisamment le poids dans une



offensive contre la bourgeoisie, ils se tournent de plus en plus massivement vers les seules forces sociales qui peuvent véritablement poser dans ce rapport de force : les travailleurs. Un autre sujet d'inquiétude pour la bourgeoisie, c'est que cette aspiration à sortir du ghetto pousse à remettre en cause les forces politiques qui s'y opposent, en premier lieu les révisionnistes de l'UNEF et l'UE«C» et, à des degrés divers, les organisations trotskistes.

Enfin, cette volonté de gagner le soutien des travailleurs en pose rapidement une seconde : sur quelles bases ?

Ce sont fondamentalement cette volonté de liaison avec les travailleurs et cette dernière question qui ont rythmé l'ensemble du mouvement, à des degrés d'avancée divers selon les universités. Ce sont fondamentalement ces deux problèmes qui ont transformé le mouvement en une véritable école politique pour des milliers d'étudiants. C'est de la résolution de la deuxième question que dépend aujourd'hui l'avenir du mouvement, son issue.

Examinons le processus d'approfondissement de la politisation de la grève : nous avons vu pourquoi la conscience de la nécessité de gagner les travailleurs s'est posée rapidement. Cette première prise de conscience a entraîné un premier clivage politique : l'isolement politique des deux UNEF (proche de l'UE«C» ou proche des trotskistes de l'AJS). Pourquoi ? Parce que ces organisations se placent sur le terrain d'un corporatisme étroit, pour elles il s'agit de se battre pour un meilleur avenir de cadre, pour de meilleures conditions d'études, elles ne posent pas véritablement la question de la nature de classe de l'université. En fait, les idées qu'elles développent représentent dans le mouvement le point de vue des plus arriérés. Leurs conceptions transparaissent clairement lorsqu'elles déclarent, une fois l'extension géographique du mouvement relativement bonne, que le mouvement est dans l'impasse, lorsqu'à la coordination du 6 mars, elles se sont battues sur la proposition d'une démonstration centrale de toutes les facultés à Paris, alors que la question qui était posée était celle d'engager la popularisation auprès des travailleurs. La réponse juste était de développer les initiatives en premier lieu au niveau de chaque ville universitaire, elle n'a pas été acquise qu'une fois que les deux UNEF ont été abandonnées seules dans une salle. Aujourd'hui, elles sont con-

traintes à s'accrocher aux basques du mouvement, tout en cherchant par toutes sortes de manipulations à y exercer encore une direction.

Un deuxième clivage politique est apparu sur la question de «sur quelles bases gagner le soutien des travailleurs ?» C'est aujourd'hui l'obstacle principal sur lequel bute le mouvement là où il est le plus avancé. Ce clivage se dessine seulement et nous verrons que son développement est largement déterminé par l'existence de propositions révolutionnaires. Il s'agit de la perte de vitesse des trotskistes et au premier chef de la LCR. La réduction de son influence est due à son incapacité à répondre dans les faits à la volonté de se lier aux travailleurs. Quelle est, selon les trotskistes la base sur laquelle peut se faire la liaison avec les travailleurs ? C'est la question du chômage. Or, dans les premières initiatives de popularisation, dès les premières discussions engagées avec les travailleurs, apparaît la faiblesse de cette argumentation. Les ouvriers ne sont pas indifférents aux luttes étudiantes, ils en discutent, mais sur la base de leur expérience, ils exigent des garanties contre leur soutien ; ce qui revient dans les discussions est que les étudiants de 68 sont maintenant dans les bureaux, du côté des patrons. Qu'y a-t-il de commun entre

nue une source productive directe, les étudiants étant porteurs de la science, ceux-ci auraient sur cette base une communauté d'intérêt avec les prolétaires. De la sorte est éludée la question du rôle dirigeant du prolétariat.

Ce qui est clair pour nombre d'étudiants aujourd'hui, notamment à la suite des premières expériences de popularisation c'est que le soutien des travailleurs ne sera acquis que pour autant que s'affermira l'orientation anti-capitaliste du mouvement, notamment sur la question de l'avenir de cadres proposé par la bourgeoisie.

Si la nature même de la réforme, si la confrontation directe avec les travailleurs posent largement ces questions, il apparaît nettement que nous atteignons ici les limites politiques extrêmes du mouvement spontané. Si les communistes jouent un rôle important dans le franchissement des différents obstacles que nous avons vus en permettant à chaque fois un approfondissement de la politisation, leur rôle est particulièrement décisif dans la construction d'une liaison révolutionnaire avec les travailleurs, de fait, ils sont les seuls à pouvoir avancer les perspectives concrètes de cette unité en développant dans le mouvement la ligne de «servir le peuple».



**LE TRAVAIL  
DES COMMUNISTES  
A L'UNIVERSITÉ : CONSTRUIRE  
L'ALLIANCE ENTRE LA JEUNESSE  
INTELLECTUELLE ET  
LA CLASSE OUVRIÈRE**

un travailleur, au chômage et un futur cadre à l'avenir incertain ? Peut-on envisager une liaison solide là-dessus ? Il apparaît que non. Cette proposition de lutte apparaît creuse dès qu'elle est confrontée au point de vue des travailleurs. Cette incapacité des trotskistes à répondre aujourd'hui à la question principale pour l'avancée du mouvement, c'est la conséquence de leur analyse de la nature de classe des intellectuels. Développant la théorie selon laquelle la science serait deve-

L'objectif des communistes est clair : construire une alliance solide de la jeunesse intellectuelle avec la classe ouvrière. Pour engager cette alliance et la consolider, la ligne générale est celle de servir le peuple.



Il ne s'agit en aucune manière de développer un point de vue ouvrier, de racheter la faute de n'être pas exploité. Notre ligne fondamentale sur ce front est déterminée par la place des intellectuels dans la société capitaliste et par celles qu'ils occuperont dans la société socialiste. Il s'agit de répondre à ces questions : qui servir ? Au service de qui mettre nos connaissances ? Les jeunes intellectuels ont une voie révolutionnaire propre, déterminée par les différentes contradictions qu'ils entretiennent avec la bourgeoisie. Quelles sont ces contradictions spécifiques ? Citons-en quelques unes :

- Alors que chez les étudiants existe une grande aspiration à la connaissance, le mode de connaissance bourgeois ne rend compte des phénomènes sociaux, naturels, politiques, etc., que d'une manière séparée, incomplète. L'étude théorique est coupée de la pratique sociale et productive. Le marxisme apparaît alors comme une explication plus complète, plus scientifique, l'université socialiste, en liant constamment l'étude théorique à la pratique, comme plus à même de permettre de maîtriser le processus de la connaissance.

- alors que nombre de jeunes étudiants, en entrant à l'université aspirent à être «utiles» à la société, ils s'aperçoivent bientôt qu'on leur propose un avenir de gratte-papiers ou de chien de garde au service de la bourgeoisie.

- Alors que la bourgeoisie ne tarit pas sur l'universalité de sa culture, les luttes de la classe ouvrière, les luttes des peuples dominés révèlent ce qu'elle recouvre et ce qu'elle veut entretenir : l'exploitation et l'oppression.

La tactique des communistes doit en premier lieu s'appuyer sur ces contradictions, les aiguïser car elles vont dans le sens d'une rupture de l'alliance que propose la bourgeoisie. Nous avons vu que la réforme du second cycle portait ces contradictions à un haut degré, la contradiction portant sur l'avenir professionnel, sur le rôle à jouer vis-à-vis des travailleurs est sans aucun doute la plus sensible dans le mouvement en cours. La contradiction portant sur le mode de connaissance apparaît secondairement.

Comment aller de la critique de l'université bourgeoise à la construction de liens solides avec les travailleurs ? L'idée que l'on n'apprend pas grand-chose sur la réalité est une idée assez répandue chez les étudiants ; lorsqu'on s'essaie à expliquer tel ou tel phénomène avec les thèmes enseignés, on s'aperçoit bien vite qu'elles sont limitées, que parfois même tout une partie de la réalité n'est pas prise en compte. Par exemple, les étudiants en Sciences Économiques n'abordent jamais la question de la sécurité sinon sous la forme révoltante de l'étude du rendement maximum à coût de sécurité minimum, les étudiants en médecine ne voient leur premier malade qu'en troisième année, on ne discute pas de l'origine sociale des maladies, etc...

Faire appel à l'expérience, au point de vue des masses apparaît comme une nécessité pour mieux comprendre la réalité, c'est aussi dans le même temps voir comment les connaissances acquises à l'université peuvent être utiles immédiatement aux masses, comment elles peuvent contribuer à une lutte. En effet, les étudiants, s'ils doivent apprendre des masses, peuvent aussi également avoir une contribution positive aux luttes en mettant leurs capacités propres au service des masses.

Ainsi s'approfondit dans le même temps la critique de l'université, par la remise en cause du ghetto, du savoir pour le savoir, du culte du livre et de la culture au-dessus des classes. Il n'y a pas de rupture entre la critique de l'université bourgeoise et servir le peuple, une critique conséquente de l'université implique qu'on la fasse en grande partie en allant enquêter dans les masses. Pour les communistes, c'est d'abord ainsi que s'affirme peu à peu, dans la jeunesse intellectuelle, la conscience que le peuple est le moteur de l'histoire, que la véritable connaissance vient de la pratique. Affirmer la nécessité du rôle dirigeant du prolétariat ne consiste pas à se poser en donneurs de leçons, mais à l'expliquer sur la base de la compréhension du processus matérialiste de la connaissance à travers les expériences de liaison aux masses ; «servir le peuple» ce n'est pas un mot d'ordre incantatoire, il se fonde sur les termes de l'alternative qui se pose aux étudiants : au service de qui voulons-nous mettre nos connaissances ? Dans le mouvement en cours, les communistes suscitent et appuient toutes les initiatives de liaison avec les travailleurs, dans le cours de cette démarche, la politisation s'approfondit au fur et à mesure que les obstacles sont franchis, au fur et à mesure des étapes les explications sont apportées sur les raisons de l'isolement des diverses forces politiques, révisionnistes et trotskistes.

Aujourd'hui apparaissent de nouvelles idées : l'aspiration à définir une alternative positive à l'université bourgeoise et l'aspiration à construire un mouvement large et permanent de lutte contre l'université, puisque la faillite des UNEF est aujourd'hui évidente. Ces exigences qui commencent à se dessiner posent directement le problème de l'université socialiste et de la construction d'un mouvement «servir le peuple» de masse. Dans l'un et l'autre cas, cela signifie une bataille politique en profondeur avec les différents courants politiques révisionnistes et trotskistes. Quelle que soit l'issue du mouvement en cours, ces exigences resteront posées.

Huit ans après 68, la participation des étudiants au mouvement d'ensemble est acquise. Mais cette fois les conditions sont réunies pour la reconnaissance du rôle dirigeant de la classe ouvrière sur les bases de l'unité populaire.

# LETTRE OUVERTE A EDMOND MAIRE ET A LA COMMISSION EXECUTIVE DE LA CFDT

DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.R.(M-L)

## A propos de quelques faits inquiétants

Depuis novembre 1975, dans de nombreuses localités, des faits graves et inquiétants se sont produits au sein de la CFDT. Ils remettent en cause, à terme, la possibilité même d'une vie démocratique de la Confédération. Les camarades de notre Parti, militants à la CFDT, ont été tout particulièrement visés par ces pratiques anti démocratiques...

Nous n'en donnerons ici, pour être bref, que quelques exemples significatifs. Nous tenons à votre disposition une liste détaillée et beaucoup plus longue de ce genre de faits.

A l'usine SMN de Caen, un responsable du Bureau Syndical déclare à trois de nos camarades, représentant jusqu'alors dans le Syndicat, les secteurs parmi les plus combatifs de l'entreprise : «On a oublié de te mettre sur la liste du Conseil Syndical». Cependant, des responsables de la section utilisent leurs heures pour faire le tour des services et demander de rayer de la liste les noms de nos camarades. Les mêmes «oublieront» encore de fournir en bulletins de vote, précisément le secteur où nos camarades se sont acquis la confiance des travailleurs par leur activité syndicale et politique.

A Paris, l'Union Départementale de la Seine a décidé de soumettre à une censure préalable tous les tracts, toutes les affiches des Unions Locales Parisiennes. Ce qui revient à les placer sous tutelle.

A Nancy, le Bureau de Syndicat Santé a chassé une camarade qui en faisait partie et qui avait joué un rôle actif lors de la grève dans les hôpitaux de 1975. Motif : cette camarade serait «anti-syndicale», étant donné que l'organisation locale de notre Parti, dont elle est membre, avait exprimé publiquement des critiques sur certains aspects de l'activité de la Confédération.

A Orléans, des responsables de l'Union de Secteur font rayer des listes du Conseil 10 membres (dont plusieurs de nos camarades), délégués de St Gobain, Quelle, Orléans, des Educateurs, du BRGM... bref, des entreprises qui avaient mené des luttes exemplaires...

## Démocratie pour qui ?

Au lendemain de mai 1968, la CFDT semblait ouvrir à ses militants la possibilité de définir, avec les travailleurs, les revendications, d'engager des formes de luttes renouvelées, de développer leur initiative dans tous les domaines. Les acquis de ce syndicalisme de lutte de classe s'appellent encore pour les travailleurs, le Joint Français, Cerisy, Lip...

Les Congrès récents de la CFDT et les déclarations confédérales officielles proclament : «le respect des opinions philosophiques et religieuses» et donnent «à tous les travailleurs leur place dans la CFDT». Ils n'interdisent nullement aux syndicalistes de mener par ailleurs, une activité politique.

Mais ces pratiques, que nous dénonçons, sous couvert des principes de «l'indépendance syndicale» visent, en fait, à réprimer par tous les moyens, l'expression du point de vue marxiste-léniniste, et à exclure des responsabilités syndicales, du syndicat lui-même, par des manœuvres sournoises, les communistes révolutionnaires. Un texte préparatoire au Congrès Régional de Lorraine a formulé, cyniquement la motivation politique profonde de ces pratiques : «On ne peut à la fois adhérer à la CFDT et en même temps propager des écrits tels que les tracts édités par le PCR (ml)». On ne peut être plus clair dans le refus de la démocratie syndicale et dans l'anticommunisme. Si une telle attitude parvenait à s'imposer, la Confédération n'aurait plus de démocratique que le nom.

## Qui a peur de la démocratie syndicale ?

Si le syndicat est effectivement l'instrument large d'organisation que se donnent les travailleurs, pour lutter contre l'exploitation capitaliste, pour défendre leurs intérêts de classe à court et à long terme, il ne peut qu'être le lieu d'une bataille d'idées constantes sur les revendications à avancer, sur les luttes à mener, les initiatives à prendre, et, y compris, les positions politiques à définir.

C'est la masse des syndiqués et, dans les luttes, la masse des travailleurs qui, en

définitive, sont à même de reconnaître les orientations qui répondent à leurs intérêts et à leurs aspirations de classe.

Ceux qui cherchent à exclure du mouvement syndical les communistes, à interdire l'expression de leurs positions, que craignent-ils ? Ils redoutent que les travailleurs sur la base de leur propre expérience, adhèrent de plus en plus fermement au projet révolutionnaire et transformant, en ce sens, leur activité syndicale.

## Faut-il être partisan de l'Union de la Gauche pour militer à la CFDT ?

Regardons les choses en face : qui a intérêt à étouffer de la sorte, dans la CFDT, les positions révolutionnaires ?

En 1974, un certain nombre de responsables importants de la CFDT se sont engagés publiquement dans l'appel pour un «parti socialiste ouvrier de masse» et dans l'opération des «Assises pour le socialisme», lancée par le PS principalement avec d'autres groupements sociaux démocrates ou trotskistes. C'était, qu'on le veuille ou non, une vaste manœuvre, à peine déguisée, pour tenter d'assujettir la Confédération à la social-démocratie. De très nombreux cédétistes ont alors dénoncé cette tentative et s'y sont opposés.

Après ce demi-échec, la social-démocratie n'a pas, pour autant, renoncé à son projet. La Confédération ne se trouve-t-elle pas, depuis, toujours plus étroitement soumise aux pressions des partis de gauche ? D'une part, le PS cherche, dans sa concurrence avec le P.C.F., à rattrapper un handicap majeur, à s'assurer un point d'appui qui lui fait défaut dans le mouvement ouvrier et syndical en tentant de coloniser la CFDT.

D'autre part, le P.C.F. réplique en montrant sans cesse l'unité d'action de la CGT, avec la CFDT, contre des gages de soumission de la Confédération aux objectifs du Programme Commun. A l'intérieur même de la CFDT, ce que l'on a appelé «la 4<sup>e</sup> composante des Assises», membres ou peu s'en faut de la tendance CERES du PS, servent de relais, aujourd'hui, aux pressions du P.C.F. et essaient d'engager la Confédération à la remorque du Programme Com-

mun. Ces forces rivalisent entre elles, pour s'assurer, par tous les moyens, le contrôle de la CFDT. Ce faisant, elles transplantent dans le syndicat, les querelles de l'Union de la Gauche et s'y entredéchirent. Mais en même temps, elle se coalisent pour étouffer, interdire tout ce qui représente une position de classe conséquente, une orientation révolutionnaire opposée à leurs projets réformistes, et au premier chef, contre notre Parti.

On a bien vu cette convergence, lors des attaques sans précédent de Chirac contre la CFDT et le mouvement syndical, sous prétexte de démoralisation de l'armée : le P«C»F et la CGT ont exercé un chantage à l'isolement pour que la CFDT «fasse le ménage» chez elle et se débarrasse de ses militants révolutionnaires. Dans le même temps, à l'intérieur même de la Confédération, les sociaux-démocrates organisaient une véritable campagne contre les syndicalistes révolutionnaires, prétendant qu'ils étaient responsables de la répression contre la CFDT !

### Les travailleurs attendent de vous des explications

«Nouvelles CFDT» du 27 novembre 1975 (publication de la Commission exécutive destinée aux responsables) déclare dans



une «fiche» que «négligeant l'organisation syndicale en elle-même, l'utilisant à leur profit pour entrer en contact avec les travailleurs» les militants du PCR (ml)

s'en serviraient «en quelque sorte comme paravent».

Qui peut prétendre que nous «négligeons l'organisation syndicale»? Nous sommes des communistes. Nous menons la lutte de classe, ouvertement, en tant que communistes, avec tous ceux qui fondent leur action sur les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Renforcer l'organisation syndicale des travailleurs, sa capacité à mener jusqu'au bout le combat de classe, est une des tâches importantes que se fixe notre Parti.

La gravité des calomnies ainsi colportées contre nous, la multiplication des attaques sournoises contre nos camarades militants dans la CFDT, parce qu'elles sont inspirées et encouragées au plus haut niveau, exigent des explications. C'est pourquoi, nous vous demandons une entrevue.

Où va la CFDT? Va-t-elle se transformer en un appendice de la social démocratie, en un simple enjeu des rivalités entre partis de gauche et, pour cela, liquider les acquis de la dernière période, vider de tout contenu la démocratie syndicale en réprimant les communistes? Ces questions pèsent lourd. Elles intéressent au plus haut point les travailleurs, la masse des militants qui veulent faire de leurs syndicats une arme puissante, unie de lutte de classe, pour affronter les grands combats qui se préparent.

